

**Magnus
Falkehed**



LE MODÈLE

SUÉDOIS

**Santé,
services publics,
environnement :
ce qui attend
les Français**

PETITE BIBLIOTHÈQUE PAYOT

Le modèle suédois

Magnus Falkehed

Le modèle suédois

Santé, services publics,
environnement :
ce qui attend les Français

Édition mise à jour

Petite Bibliothèque Payot

Retrouvez l'ensemble des parutions
des Éditions Payot & Rivages

www.payot-rivages.fr

© 2003, Éditions Payot & Rivages,
© 2005, Éditions Payot & Rivages pour l'édition de poche,
106, boulevard Saint-Germain, 75006 Paris.

À Emma et Juliette

Remerciements

Ce livre n'aurait jamais pu voir le jour sans toutes les personnes qui m'ont accordé leur temps et leur confiance. Certaines d'entre elles figurent dans le livre et d'autres non.

L'origine de ce livre se trouve dans des conversations fructueuses avec Raymond Sarti ainsi qu'avec Élisabeth Badinter. Mais il est aussi, et d'abord, le fruit de l'enthousiasme et de la rigueur amicale de mon éditeur, Christophe Guias.

Toutefois, je n'aurais pu l'écrire sans les conseils et l'infatigable soutien de Stéphane Jarre, journaliste, mais aussi les suggestions de ses confrères Alexandre Dhordain, Cecilia Garme, Katarina Markiewitz et Isabelle Moreau.

Ni d'ailleurs sans la compétence appréciée de Charlotte Juul, Trots von Alefeldt, Thomas Fellbom et Jan Nygren. Comme de tous ceux qui font vivre une société où l'accès à l'information demeure un droit et non pas un privilège.

Au bout du compte, rien n'aurait été possible sans Florence. Ni sans la patience et le sens de l'accueil d'Annikki et de Sven.

Que toutes et tous en soient remerciés.

Introduction

« C'était presque touchant ! » L'homme esquisse un large sourire. Cet après-midi d'avril 2003, Göran Persson, Premier ministre suédois, est d'humeur radieuse. Il vient de passer plusieurs heures en compagnie de Jean-Pierre Raffarin, suivies d'un long entretien et d'un déjeuner avec Jacques Chirac, « ce monsieur si épatant, une vraie bête politique ». L'heure est au debriefing devant une poignée de journalistes dans la salle à manger de l'ambassadeur de Suède à Paris. Ce qui a tant touché le Premier ministre suédois, c'est de voir à quel point ses interlocuteurs connaissaient parfaitement les différentes réformes entreprises par la Suède durant la dernière décennie. Pas un détail ne semblait leur avoir échappé. Face à la curiosité de ses hôtes, Göran Persson s'était même permis une petite pointe d'ironie : « Dans certains pays, on fait plus facilement la révolution qu'on ne réforme. »

L'anecdote illustre la nature de l'intérêt porté à la Suède. Il y a vingt-cinq ans, ce pays se voulait un modèle pour le reste du monde. Aujourd'hui, les Suédois ont poussé leurs ambitions encore plus loin : être les cobayes de l'Occident, un laboratoire social et économique à l'échelle d'un État. Ils y sont parvenus. Des sociologues, des politiques et des

hommes d'affaires de toute la planète viennent étudier telle réforme avant de légiférer, ou tester tel produit avant de le lancer sur le marché européen. En y regardant de près, il y a là de quoi nourrir sa réflexion, alimenter son inspiration, voire se préparer à de nouvelles expérimentations. De quoi, aussi, découvrir ce qu'on voudrait éviter de faire.

Les chantiers prioritaires que le chef de l'État français s'est fixés pour son quinquennat – la sécurité routière, la prévention contre le cancer, l'insertion des handicapés – sont autant de thèmes où les Suédois ont des années d'avance par rapport au modèle français. Quelques exemples ? Ils roulent avec les feux de croisement allumés, de jour comme de nuit, depuis plus de trente ans ; il aura fallu ce temps avant que la mesure soit enfin prônée en France. Moins d'un Suédois sur cinq est fumeur, mais ils ont en même temps déjà vécu les limites et les effets pervers des hausses de prix du tabac. La loi interdisant de frapper les enfants, y compris de leur donner une simple fessée, a déjà près d'un quart de siècle ; il n'est pas invraisemblable qu'une disposition similaire soit adoptée dans les prochaines années en France.

S'il est intéressant d'observer la société scandinave pour y déceler d'éventuelles solutions à nos propres problèmes, l'exercice devient autrement plus passionnant lorsqu'on regarde les conséquences sous-jacentes de telle ou telle réforme pour les citoyens. Qu'induit dans la vie quotidienne une doctrine, certes louable, qui vise à éradiquer complètement les morts accidentelles ou prématurées ? Jusqu'où peut-on refuser de porter un casque à vélo ou d'attacher sa ceinture de sécurité en voiture sans risquer d'être classé hors norme ? En quoi la vie quotidienne d'un usager devenu client de ses anciens services publics est-elle changée ?

Les deux pays sont-ils incomparables ? Faut-il opposer une France du désordre et de la pagaille à une Suède peuplée de bons élèves disciplinés ? Ce serait faire injure à l'histoire. Il y a moins d'un siècle, en effet, la Suède détenait le record européen des grèves et du désordre social. Le pays était non seulement parmi les plus pauvres, mais aussi parmi les plus agités du continent. La volonté d'en finir avec ce désordre ambiant est le socle même du modèle suédois. De là à faire un parallèle avec la France d'aujourd'hui en ce qui concerne son désir d'ordre, il y a peut-être une frontière à ne pas franchir.

Le scepticisme qui anime les Français ne pourrait avoir cours en Suède. Ce pourrait être perçu comme un acte antisocial ! Ouverts au changement et souvent visionnaires, les Français veulent d'abord juger sur pièces... dès qu'une mesure les concerne personnellement.

À l'heure où la France a entamé une série de réformes et de mutations diverses, ne serait-ce que dans le domaine des services publics, il peut être utile d'analyser comment ces transformations non seulement changent la vie des citoyens du « laboratoire » scandinave, mais influencent aussi la société, ses structures et les valeurs qu'elle véhicule. Cela d'autant plus que les réformes que la France engage actuellement semblent parfois calquées, presque jusqu'à la caricature, sur celles qui ont été menées depuis une dizaine d'années en Suède.

Pour un Suédois, la manière dont les dirigeants français cherchent à aller jusqu'au bout de leurs orientations produit une impression de déjà-vu. Mais est-il vraiment perspicace de la part des dirigeants français d'utiliser ainsi des vieilles recettes, comme si la France était peuplée de soixante millions de Suédois ? Ou font-ils le pari que les meilleures

méthodes d'ingénierie sociale sont celles qui ont déjà fait leurs preuves ailleurs ?

Car il faut garder à l'esprit que les transformations évoquées peuvent être à la fois bien plus rapides et plus profondes qu'on ne le croit. Il y a une quinzaine d'années, de nombreux Suédois pensaient vivre dans un monde relativement immuable. Mais la grande leçon à tirer de l'expérience suédoise est justement que la pérennité d'un modèle social n'est jamais acquise, qu'en l'espace d'un quinquennat une société peut être profondément changée... et qu'en l'espace de deux quinquennats elle peut presque devenir méconnaissable ! Que l'on soit favorable ou opposé à ces réformes, leur irréversibilité s'impose une fois qu'elles ont été engagées.

travers cet ouvrage, je vous propose donc d'aller à la rencontre de gens qui travaillent dans des gares, des écoles, des hôpitaux, dans la forêt, derrière des bureaux ministériels ou même sur le trottoir. Au fil des pages, la parole sera également donnée aux idéologues du système ainsi qu'à quelques-uns de ses pourfendeurs. C'est l'histoire d'une expédition dans le futur proche. Peut-être celui de la France.

Chapitre premier

Services publics : la France dans cinq à dix ans

En quoi des réformes économiques entreprises en Suède au début des années 1990 peuvent-elles aujourd'hui concerner les Français ? Parce que ces réformes, entreprises aussi bien par la droite que par les sociaux-démocrates suédois, sont à quelques détails près celles que la France, dix années plus tard, s'appête à vivre à son tour. Plus que de simples corrections économiques, il s'agit d'une nouvelle façon de vivre. Dès aujourd'hui, il faut se faire à l'idée que la calculette devra constamment être à portée de main. Car il va bien falloir comparer les tarifs des kilowatts/heure, choisir le meilleur fonds de pension, sélectionner son distributeur de courrier préféré, réussir à trouver des timbres... Ceux qui pensaient que la vie était déjà compliquée avec plusieurs opérateurs de téléphone mobile n'ont encore rien vu !

La Suède n'est pas le seul pays en Europe à s'être lancé dans de vastes réformes, qu'il s'agisse de décentralisation, des retraites, ou encore des services publics. Mais il y a un élément de taille qui rend la Suède si intéressante pour un Français : c'est que, justement, la France et la Suède se ressemblent bien plus qu'on ne le croit. *A contrario*, les comparaisons entre la France et des pays comme la Grande-Bretagne ou l'Allemagne se heurtent souvent à de

fortes différences historiques, politiques et sociologiques. Or la Suède, « l'autre pays centralisé d'Europe * », peuplé de gens longtemps persuadés qu'ils formaient une hyperpuissance morale, ressemblait beaucoup, au début des années 1990, à la France d'aujourd'hui.

Ce constat vient de Stéphane Boujnah, un proche de Dominique Strauss-Kahn. Pour l'homme de gauche qu'il est, ce pays fascine avec son parti social-démocrate qui détient le record de longévité au pouvoir, seulement égalé au cours du siècle dernier par le parti communiste soviétique ou le parti révolutionnaire institutionnel mexicain. Mais la Suède intrigue aussi Stéphane Boujnah par la souplesse avec laquelle elle a su effectuer sa mue vers un État de plus en plus décentralisé, où « un vaste mouvement de modernisation s'est traduit par d'énormes investissements informatiques et la disparition de la plupart des postes de secrétaires ».

Il est exact, en effet, que le nombre de fonctionnaires en Suède a été réduit de manière spectaculaire. En 1991, le pays comptait 388 000 fonctionnaires d'État. Dix ans plus tard, ils n'étaient plus que 222 000. Malgré d'énormes transferts de pouvoirs vers les élus locaux, le nombre total de fonctionnaires est passé, entre 1991 et 2001, de 1 650 000 à 1 300 000. Autrement dit, l'État-providence a perdu un cinquième de son poids.

* Stéphane Boujnah, « L'inoxydable modèle suédois. Du modèle de société au modèle de gouvernement », *En temps réel*, décembre 2002.

Les similitudes entre la France et la Suède

À la lumière de ces observations, il n'est pas surprenant que la droite au pouvoir en France étudie de près les réalisations de la social-démocratie suédoise. Il y a là de quoi faire saliver n'importe quel membre de la droite française désireux de prendre la réforme de l'État par les cornes. Car c'est un fait, aux yeux de plus en plus d'observateurs français, du centre gauche au centre droit, la Suède est devenue un laboratoire politique digne d'intérêt.

Si le modèle suédois n'est plus, la mutation de ce dernier (ou le démantèlement de ce dernier, selon la place que l'on occupe sur l'échiquier politique) est en passe de devenir un « modèle de remodelage » pour les milieux politiques et économiques de tous bords.

Pourtant, au début des années 1990, les Suédois étaient, à l'instar des Français, confiants dans la nécessité d'un État fort, garant de justice et d'équité. Dans les deux pays, ces appareils se trouvent encore aujourd'hui alimentés par une pression fiscale parmi les plus lourdes au monde. Dans les tableaux de prospérité de l'OCDE, les deux peuples, qui chutent depuis les années 1970, sont désormais au coude à coude, à quelques dollars près*.

Au début des années 1990, ces deux peuples ont également pu se vanter d'avoir des systèmes de santé à la hauteur des moyens qu'ils leur consacraient. C'est toujours le cas de la France. Soucieux de

* En 1999, la Suède était située en 17^e position, entre la France métropolitaine et la Polynésie française, avec un revenu de 22 636 dollars par habitant, tandis que les Français étaient à la 16^e place avec 22 897 dollars par habitant. Pour les deux pays, il s'agit de chutes assez vertigineuses par rapport aux positions d'il y a une vingtaine d'années.

donner une chance égale à tous et à chacun, l'État s'est aussi doté d'une puissante machine éducative... si puissante, d'ailleurs, qu'elle éprouve parfois des difficultés à manœuvrer sur les sentiers étroits de la connaissance.

Les deux pays se ressemblaient même en ce qui concerne leurs superficies. Pour gérer ses étendues de forêts et de lacs avec seulement 9 millions d'habitants, les Suédois se vantaient d'avoir une des postes les plus anciennes d'Europe. Les lettres comme les hommes pouvaient rouler dans des trains pilotés par des monopoles d'État.

1990 : la crise du système suédois

Mais au début des années 1990, en Suède, ce modèle a explosé en plein vol. Le pays était confronté à une véritable crise de système : en l'espace de deux ans, le chômage a quadruplé, le système financier a été ébranlé par une crise bancaire faisant grimper des taux à des niveaux dignes de l'Amérique du Sud, la production nationale brute a reculé pendant trois années consécutives et le trou dans les finances publiques est devenu abyssal... le tout en pleine guerre des Balkans et alors qu'il fallait faire face à l'arrivée de la plus forte vague de réfugiés depuis l'après-guerre ! Comme le souligne Joakim Palme, directeur de l'Institut d'études prospectives de Stockholm, « à tous égards, le modèle suédois était mal-en-point * ».

Doux euphémisme... La Suède était sonnée, traumatisée après un demi-siècle de certitudes et de confort. Sous le slogan « ceux qui sont endettés ne

* Joakim Palme, *Où en est le modèle suédois ?*, Stockholm, Institut suédois, 2003.

sont pas libres », les dirigeants suédois se sont attelés à mettre de l'ordre dans les finances. Comme une personne surendettée, l'État suédois s'est non seulement serré la ceinture, mais il a aussi dû vendre les meubles.

Résultat : à la fin de la décennie, les finances étaient à nouveau florissantes et le chômage parmi les plus bas d'Europe. Mais la Suède avait profondément changé pendant ce voyage autour d'elle-même. La notion même de gouvernance avait mué. L'État et les collectivités s'étaient, à bien des égards, transformés en de vastes centrales d'achats de biens et de services, après avoir longtemps été eux-mêmes fournisseurs.

Désormais une bonne partie du travail des fonctionnaires – ceux qui ont pu rester dans l'administration – consiste à lancer des appels d'offres et à comparer des devis, puis à veiller, dans la mesure du possible, à la bonne application des contrats signés. Ainsi le fonctionnaire est-il devenu un supercontrôleur de gestion, l'administré un consommateur de services, le médecin un producteur de soins, le recteur un P-DG et l'utilisateur un client.

Plusieurs raisons, autres que la crise économique, expliquent pourquoi la Suède sociale-démocrate s'est lancée dans cette transformation avec une ardeur peu égalée dans les autres pays. Adhérent tout récent à l'Union européenne et signataire enthousiaste du traité de Lisbonne sur la mise en concurrence des services publics, ce pays luthérien toujours prompt à l'exercice d'un magistère voulait apparaître comme le « premier de la classe ». Par ailleurs, comme la France, l'État scandinave est extrêmement dépendant de ses exportations. C'est pourquoi l'intégration dans l'Europe est moins pour les Suédois un projet historique qu'une nécessité vitale.

*Amener l'« esprit de concurrence »
dans les services publics*

En revanche, à la différence de la gauche et d'une bonne partie de la droite françaises, qui regardent souvent la mondialisation avec suspicion, la social-démocratie suédoise y voit depuis plus d'un siècle l'opportunité de faire baisser le prix des produits courants pour la classe ouvrière. La baisse des taxes aux douanes était même une revendication du mouvement des ouvriers en Suède il y a un siècle. Le prolétariat voulait se nourrir pour moins cher, tandis que le patronat veillait à ses intérêts commerciaux sur le marché domestique.

C'était vrai il y a un siècle et ça l'était encore au début des années 1990. Selon Torbjörn Lundqvist, docteur en histoire économique, « l'industrie et le commerce voulaient préserver le modèle suédois et ils se sont par conséquent opposés à une harmonisation au marché commun de la politique de la concurrence * ». Le fait de voir une compagnie de transport suédoise concurrencée par une multinationale française n'est donc pas vécu comme un drame en Suède, mais plutôt comme le signe d'une avancée, sinon positive, du moins naturelle et souhaitable de la mondialisation.

Ainsi, fin avril 2003, Leif Pagrotsky, alors ministre de l'Industrie et du Commerce suédois, réclamait même que les membres de l'OCDE se lancent dans une étude approfondie des leçons positives à tirer de la mondialisation. Pour un social-démocrate suédois, il ne s'agit pas de se faire l'avocat du diable. Bien au contraire : « Le défi est de promouvoir la mondialisation, non pas au détriment de certains individus,

* Torbjörn Lundqvist, *Konkurrensvisionens framväxt*, Institutet för Framtidsstudier, 2003.

mais pour le bénéfice de tout le monde. C'est un défi auquel tous les gouvernements doivent faire face de manière collective. L'enjeu est de taille », claironnait-il devant ses homologues.

Cependant, et c'était la nouveauté en Suède au cours de la décennie passée, la direction déléguée à la concurrence devait également cette fois-ci œuvrer pour « un esprit de concurrence » accru au sein de l'administration publique. Cette manière de penser et d'agir devait vite se répandre à tous les services publics, avec au premier chef les transports, l'énergie, le système postal, voire les systèmes éducatif et de soins. En somme, quasiment tous les domaines que la France est censée réformer. Sur le modèle bruxello-suédois !

Pour des raisons spécifiques à la Suède, toutes ces réformes ont été mises en œuvre à une vitesse étonnante. Pour d'autres raisons, propres à la France, elles ont été freinées dans l'Hexagone jusqu'à ce jour.

Les entreprises françaises n'ont en tout cas pas perdu de temps pour se lancer sur ces nouveaux marchés... en Suède, où elles sont incontestablement parmi les plus actives. Les futurs usagers-clients français auraient, quant à eux, tout intérêt à regarder de plus près, dès aujourd'hui, comment les choses se passent dans l'« autre pays ». Transports publics, poste, éducation, santé... aucun domaine n'est épargné par ces bouleversements.

Chapitre II

Les transports : vers un nouveau libéralisme

Combien de Français ont-ils entendu parler de Connex, ou de Keolis ? En Suède, des millions de citoyens voyagent pourtant avec ces prestataires privés... français. En effet, le voyage à l'intérieur du service public en régie privée commence en Suède dès l'aéroport d'Arlanda, à quelques dizaines de kilomètres au nord de Stockholm, lorsque le passager descend avec ses valises jusqu'à la voie ferrée située en sous-sol. En vingt minutes et à deux cents kilomètres à l'heure pour une dizaine d'euros, il se trouve acheminé au cœur de la capitale. Pendant le voyage défilent le paysage de centres d'affaires dévastés par l'explosion de la bulle de l'Internet, tandis que les dernières infos chassent les spots publicitaires sur des écrans plasma accrochés au plafond. Certains voyageurs feuilletent *Dagens Industri*, le grand journal économique (type *Les Échos*) soucieux de capter un lectorat haut de gamme et qui est distribué gratuitement sur les quais.

Comparer ce voyage à un trajet sur la ligne du RER B qui dessert l'aéroport de Roissy-Charles-de-Gaulle ne viendrait à l'esprit de personne. La ligne suédoise, avec ses wagons gris et jaune hyper-modernes fabriqués par le groupe Alstom, devait

être le fer de lance de la nouvelle politique du transport en Suède à l'automne 1999. Elle était entièrement financée par le consortium du futur prestataire avec, à la clé, une concession de soixante ans.

Arrivé à la gare centrale de Stockholm, une bâtisse qui ressemble à tant d'autres monuments des chemins de fer du XIX^e siècle, le visiteur peut apercevoir une petite plaque en cuivre accrochée au mur, sur laquelle il est inscrit : « Bienvenue à la gare de Stockholm. La gare est gérée par Jernhusen et est exploitée par Tågkompaniet, SJ, Arlanda Express, SL. » La liste sur la petite plaque n'est pas complète, car la Citypendel et des compagnies de fret privées sont venues s'ajouter au nombre des exploitants.

La gare de Stockholm est devenue l'un des plus importants carrefours d'opérateurs privés en Europe. Le bâtiment n'a plus rien à voir avec l'exploitant historique, la SJ, l'équivalent de la SNCF. Le nom même de ce dernier est aujourd'hui une coquetterie. À une certaine époque, SJ signifiait Statens Järnvägar, les chemins de fer de l'État. Depuis, ses statuts ont changé. Elle a été transformée en société privée à capitaux publics : toujours sous contrôle de l'État, mais gérée selon un modèle du privé. Elle a conservé sa dénomination abrégée, SJ, pour l'image de marque qu'elle représente.

Au centre du hall de la gare, devant un grand panneau appartenant à l'Office de tourisme, une jeune femme munie de deux claviers vous fait passer le temps en envoyant gratuitement une carte postale par courrier électronique. Il fait froid et une couche de neige épaisse recouvrant le bâtiment semble narguer les passants. Sous la neige pointe un panneau vantant les capteurs d'énergie solaire qui sont installés sur le toit. Le tout est signé par une poignée d'opérateurs des chemins de fer, le

propriétaire du bâtiment et une compagnie de fret suédois au nom très britannique de Green Cargo.

Les enchères

Une meilleure gestion de l'environnement : tel est l'un des bienfaits d'un réseau de chemin de fer privatisé, selon le cahier des charges de l'État suédois. Une gestion alignée sur les méthodes de management modernes augmenterait l'attractivité des transports, baisserait les prix pour les consommateurs et inciterait ceux-ci à abandonner leur voiture au profit des transports en commun. Autre argument avancé, plus prioritaire celui-là : diminuer le coût pour l'État de l'aménagement du territoire.

En Suède, cette évolution s'est accomplie petit à petit depuis 1988 avec la partition des tâches entre l'opérateur historique, la SJ, et le gestionnaire du rail proprement dit, la Banverket, l'équivalent suédois de Réseau ferré de France (RFF). Mais cette évolution s'est démultipliée vers la fin du millénaire. À la même époque, SL, les transports collectifs de Stockholm, l'équivalent de la RATP parisienne, se divise en plusieurs branches afin de mettre ses propres filiales en concurrence avec le privé dans un souci d'efficacité. Aujourd'hui, une vingtaine d'entreprises soumettent régulièrement des dossiers pour avoir accès à tel ou tel tronçon.

Au niveau national, c'est au sein de la direction Rikstrafiken que l'État suédois gère la totalité des marchés pour les trains, les bus, les ferry-boats et les avions. Les opérateurs négocient avec Rikstrafiken qui, alternativement, achète les services si elle estime qu'il s'agit d'un tronçon peu rentable mais nécessaire à la collectivité, ou bien, sur des lignes plus rentables,

vend la concession, c'est-à-dire laisse les opérateurs se battre entre eux à coups de surenchères.

Transposé en France, on pourrait dire que, demain, une petite commission d'experts et de représentants de l'État serait chargée de vendre aux enchères la ligne de chemin de fer très rentable Paris-Lyon au mieux-disant. Si, par contre, l'État juge nécessaire de maintenir une ligne peut-être déficitaire entre Clermont-Ferrand et Châteauroux, il peut en offrir la concession à celui qui accepte de la gérer au moindre coût pour l'État ou les collectivités locales. Dans ce contexte, la SNCF ne serait qu'un acteur parmi d'autres sur ce marché.

L'idée est d'alléger le plus possible la gestion par l'État, qui est aussi chargé d'évaluer et de coordonner l'ensemble. Au final, le budget de cet organisme s'élève à quelque 86 millions d'euros. En effet, la Rikstrafiken, qui est responsable *in fine* du bon déroulement de tous les transports collectifs, que ceux-ci s'effectuent par terre, par mer ou par voie aérienne, est constituée d'une administration de seulement... douze personnes, « directeur général compris » ! La légèreté des structures qui gèrent les transports des Suédois est devenue une obsession.

D'ici 2008, la France aussi devra trouver un modèle pour gérer la concurrence sur son réseau ferré. C'est en tout cas ce que les députés de l'UMP ont voté avec la majorité du Parlement européen début 2003.

Pour certains observateurs, la solution suédoise est préférable au système plus chaotique – et plus meurtrier – instauré en Grande-Bretagne, où le réseau a été découpé par régions géographiques. Outre-Manche, l'État a récemment dû, dans la pratique, renationaliser le gestionnaire du réseau ferré, exploité à son tour par une bonne vingtaine d'opérateurs aussi privés que sous-capitalisés. En

règle générale, les Suédois ont privilégié un système de concessions plus ou moins longues attribuées par l'État à un seul opérateur, par exemple pour exploiter une ligne de bus régionale. Le rail n'a pas complètement été cédé à la concurrence non plus.

La solution suédoise a ainsi les faveurs d'Yves Crozet. Professeur au Laboratoire d'économie des transports à l'université de Lyon-II, il estime, dans *Le Journal du dimanche* du 26 janvier 2003, que « le modèle suédois est bien plus intelligent. L'opérateur historique, SJ, a conservé les sections les plus rentables de son réseau (les grandes lignes) et a laissé venir la concurrence sur les portions où il perdait de l'argent ».

D'autant plus que c'était en grande partie le privilège de l'équivalent suédois de la SNCF de décider quelle ligne était rentable et laquelle ne l'était pas, aurait-il pu ajouter... L'opérateur historique laissait également le fret au privé. Ainsi, par exemple, Ikea a pu monter sa propre structure de fret.

Les mauvaises affaires du privé

L'opérateur SJ ne s'était pourtant pas trop trompé lorsqu'il estampillait un certain nombre de lignes peu ou pas rentables. Jusqu'à présent, il a fallu se rendre à l'évidence en Suède : le chemin de fer était une mauvaise affaire pour tout le monde. Il l'était avant les nationalisations, il y a cent ans, et il l'est en ce début de XXI^e siècle. Une ligne seulement, dans le Grand Nord, réussit à être rentable au bout de quelques années de concurrence. Cela ne semble pourtant pas troubler outre mesure les opérateurs, qui guettent la fin des privilèges de l'opérateur historique et l'ouverture au marché des lignes juteuses comparables à des Paris-Lyon et Paris-Bruxelles.

Ils ont toutes raisons d'être optimistes, selon Peter Puusepp, un des membres de la commission mandatée par le gouvernement pour se pencher sur la question des lignes présumées rentables : « Il est très probable que nous préconiserons à l'État de retirer le monopole à la SJ », explique-t-il dans *Veckans affärer* du 24 février 2003.

Il y a en effet une dynamique propre à la libéralisation : une fois celle-ci en marche, les consommateurs suédois comprennent de moins en moins bien pourquoi ils devraient être solidaires avec un opérateur historique qui est géré comme les autres opérateurs, qui licencie du personnel plus rapidement qu'il ne remplit ses voitures de clients, qui cumule les retards et qui, de surcroît, coûte les yeux de la tête aux contribuables. La compagnie nationale du chemin de fer n'est plus un sujet de fierté nationale. Quelle sera demain la place de la SNCF dans le cœur des Français ?

Sans rail, ni trains...

Aujourd'hui, SJ, la SNCF suédoise, n'assure que 42 % du trafic longue distance. Si demain elle n'en assurait que 24 %, où serait la différence ? Lors de la publication des comptes 2002, il paraissait clair que l'opérateur historique avait déjà dilapidé son capital initial et se trouvait en état de déposer le bilan. Pourtant, la publication des comptes utilisait un langage lénifiant qu'un journaliste au *Göteborgsposten* résumait, le 14 mars 2003, d'une phrase assassine : « L'argent n'est pas un problème, pourvu qu'on nous le donne. » En effet, personne ne s'attendait que le gouvernement laisse tomber son ancien joyau, aujourd'hui réduit à une coquille vide à laquelle il

manque une centaine de millions d'euros. En tout cas, pas cette fois-ci...

Quels sont donc les effets directement perceptibles d'une telle vague de privatisations, hormis des comptes calamiteux pour tout le monde ? Tout d'abord, la privatisation de la SJ s'est accompagnée d'un véritable démantèlement de la compagnie. Non seulement elle avait déjà perdu le contrôle du rail en 1988, mais peu après elle perdait le contrôle de la maintenance, du ménage, de la technique, de l'informatique... La logique de la privatisation voulait que chaque branche se spécialise dans son domaine de compétence au sein de petites structures légères et concurrentielles.

Ragnar Hellstadius, P-DG d'Euromaints, l'entité stratégique nouvellement créée pour gérer la maintenance, n'a pas eu des débuts faciles : « L'an 2000 a été terrifiant pour nous. Nous qui étions un département technique, nous nous sommes retrouvés du jour au lendemain dépourvus de service financier et même de cadres gestionnaires expérimentés », expliquait-il, en mai 2002, au journal professionnel *Travel News*. Entre l'ancienne maison mère et les nouveaux satellites désormais autonomes, commença une guerre sans fin où chacun rejetait sur l'autre la responsabilité d'un mauvais entretien ou de la non-arrivée des wagons attendus au garage, ou encore de la réception d'autres wagons nécessitant une intervention différente de celle qui était prévue...

À cette pagaille, il faut ajouter la rapidité avec laquelle les directeurs d'une compagnie nationale intègrent les nouvelles règles et apprennent à jongler avec les chiffres et les actifs dans le but de minimiser les impôts. La France l'a déjà vécu dans le secteur bancaire ou dans celui du pétrole, les Suédois l'ont découvert avec le transport ferroviaire. Ainsi, sur la ligne phare qui relie les deux plus grandes villes,

Stockholm et Göteborg, la compagnie n'est même pas propriétaire de ses propres trains. Les trains rapides X2000 ont été vendus aux banques et aux instituts financiers qui à leur tour les louent à la compagnie de chemins de fer. Cher. C'est ainsi qu'une compagnie ferroviaire se retrouve en l'espace de quelques années pratiquement démunie de rails, de trains, de mécaniciens, d'agents d'entretien... et d'argent.

Imaginons une SNCF qui n'est plus propriétaire du rail vendre une partie de ses TGV aux banques pour parer à son manque de liquidités et éviter quelques impôts. Les banques les loueront ensuite à la même SNCF ! Les garages de Toulouse, Lille et Montpellier étant déjà privatisés, les gares de ces villes appartiendraient à de grosses sociétés de gestion immobilière qui loueraient une partie de l'espace des guichets et des bureaux à la SNCF – à moins que la SNCF, telles les compagnies low-cost de type Ryan Air, ferme tous ses guichets et privilégie la réservation par Internet ou sur les bornes interactives dans les gares. Voilà l'avenir qu'on prépare aux Français.

Est-ce grave ? Pas forcément. Mais la situation pourrait devenir préoccupante le jour où le parc de wagons et de locomotives devra être renouvelé. Ce jour-là, la SNCF comme la SJ auront chacune besoin d'une trésorerie solide. Pour l'instant, cette perspective ne semble guère se profiler au vu des résultats financiers.

*Les gagnants de demain :
les conducteurs français !*

En attendant, lorsqu'un habitué du TGV français monte dans le X2000 pour Göteborg, il ne découvre aucun signe avant-coureur de délabrement. L'espace

pour les jambes en deuxième classe correspond plutôt à celui d'une première classe française. Le ticket aller-retour entre les deux grandes villes, s'il est commandé avec deux semaines d'avance, coûte une petite centaine d'euros. Par rapport aux anciens temps, la différence la plus perceptible tient au fait que la tablette disposée devant le siège s'est transformée en espace publicitaire. Au retour, le train accuse un retard considérable. Il paraît que cela devient assez courant depuis que l'État rechigne à faire disparaître le nœud d'étranglement à l'entrée de la capitale. Mais bâtir un chemin de fer coûte cher, et l'État hésite à ouvrir sa bourse malgré le succès que ce mode de transport connaît : il croît de plus de 5 % depuis le 11 septembre 2001. S'il s'est révélé possible de trouver des capitaux privés pour une ligne de navette entre la capitale et son principal aéroport, l'État a tout de même du mal à se soustraire aux charges que représentent les grands travaux d'infrastructure.

Les vraies différences, hormis d'éventuels retards, sont celles qui ne se voient pas. L'époque est révolue où la compagnie nationale pouvait dépenser des sommes astronomiques pour développer un four à micro-ondes pour le bar qui ne soit pas sensible aux micro-interruptions de courant à certains endroits du trajet (donc qui obligeaient parfois le barman à recommencer la manœuvre pour chauffer un plat). Fini également le temps où les acheteurs au département de l'équipement pouvaient se contenter de retenir le meilleur, quel que soit son prix.

En matière de gestion des ressources humaines, tout le monde essaie de faire plus avec moins, ce qui fait monter la pression sur le personnel dans les trains et notamment sur les contrôleurs et les agents d'entretien. En revanche, à l'aune de l'expérience suédoise, il paraît assez singulier de voir les conducteurs français

se lancer dans des grèves à répétition contre la privatisation du chemin de fer. Ce sont eux en effet les vrais bénéficiaires de la réforme ! Avec la multiplication des acteurs sur le marché, la chasse aux conducteurs expérimentés est devenue féroce. Et pour cause ! Il s'agit de la seule catégorie de salariés qu'on ne puisse pas comprimer. Former de nouveaux conducteurs demande du temps et beaucoup d'argent.

C'est pourquoi, au fil des privatisations de lignes, les opérateurs ont dû faire dans la surenchère des salaires. Aujourd'hui, il existe des écarts de plusieurs centaines d'euros entre les salaires chez SJ et les nouveaux acteurs. Et pourtant, l'opérateur historique a fait ce qu'il a pu pour suivre les autres.

Per Holmén, le représentant du syndicat Seko-Stockholm, n'est pas vraiment un adepte enthousiaste des privatisations, mais il n'a pas oublié la situation d'avant : « Nous avions un mauvais salaire, jamais de gâteaux pour les réunions, une retraite rassurante et un environnement de travail qui ressemblait aux chemins de fer soviétiques. » Aujourd'hui, la situation s'est complètement renversée, explique-t-il en regardant par la fenêtre d'où il peut observer les trains entrant en gare à Stockholm : les salaires ont augmenté, les logements au décor stalinien qui étaient utilisés lorsqu'il fallait passer la nuit quelque part ont été troqués contre des nuits dans de vrais hôtels avec de vrais petits déjeuners (« c'est plus rentable »), tandis que les retraites sont devenues plus aléatoires. Pourtant, les conducteurs ont désormais le choix : s'ennuyer sur des lignes courtes, près des grandes villes, pour un salaire supérieur, ou opter pour les « vraies » lignes longues distances et gagner un peu moins. Quel que soit leur choix, les conducteurs incarnent le nerf de la guerre quand la privatisation de ligne de chemin de fer est annoncée.

Telle est la loi économique lorsque disparaît la « monopsie ». Le terme est de Sören Blomquist. Docteur en économie, titulaire d'un doctorat de l'université de Princeton aux États-Unis, ce professeur enseigne aujourd'hui à l'université d'Uppsala, au nord de Stockholm. Blomquist est par ailleurs extrêmement mécontent des perturbations sur la ligne privatisée entre Uppsala et Stockholm. Il ne connaît pas non plus le syndicaliste Per Holmén, mais il aimerait toutefois approfondir la recherche sur les effets de la monopsie en économie : « La monopsie est le contraire du monopole : dans un monopole, il n'y a qu'un producteur et plusieurs acheteurs. Lorsqu'il y a monopsie, il n'y a qu'un client face à de multiples producteurs. Prenons les universités, par exemple. Le fait de ne pas les privatiser rend l'État pratiquement maître des coûts salariaux des professeurs. Or, si les universités étaient privatisées, il y aurait de la concurrence et l'on peut estimer que nos salaires augmenteraient... aux frais du contribuable. Il est étonnant que personne, à ma connaissance, n'ait étudié les effets macro-économiques de la monopsie. Dans un contexte de privatisation d'un système de santé, cela ferait par exemple augmenter les salaires des infirmières, ce qui peut être louable, sachant que par ailleurs cela a un coût... »

*La french touch
dans l'univers du privé*

Arrivés en Suède, les Français ont par contre dû faire face à la fin d'une « monopsie » dans le domaine des transports collectifs. Début 2001, Keolis, le bras armé de la SNCF, a réussi à mettre la main sur la Citypendeln, les lignes (type RER) très

convoitées de la banlieue de Stockholm. Lors des négociations autour de la concession, les Français ont présenté un dossier à un coût que personne d'autre ne pouvait défier. Le hic ? Keolis s'est brusquement retrouvé en manque de personnel. Un manque pourtant prévisible selon le syndicat.

« Au sein de notre syndicat, se souvient Per Holmén, nous avons des gens très professionnels en ce qui concerne le planning et le calcul d'horaires. Lorsque les Français ont mis leur offre sur la table, nos hommes se sont arraché les cheveux. Personne ne parvenait à comprendre comment les Français allaient faire pour honorer leur offre, avec si peu de personnel. Selon nos calculs, il manquait une centaine de conducteurs. » En tout cas, la technique du moins-disant a fonctionné : les Français ont remporté le marché au nez et à la barbe de la concurrence. Immédiatement, les habitants de la capitale ont subi un enfer, avec des perturbations à répétition pendant des mois.

SL, le propriétaire du réseau et donc l'acheteur des services à la branche suédoise de la SNCF, confirme en s'en mordant les doigts : « Ils ont effectivement gravement, mais gravement, sous-estimé leurs besoins en personnel. Mais pour nous, il était déjà trop tard, il n'y avait pas de remplaçant à sortir de la manche. Il fallait faire en sorte que les voyageurs soient le moins pénalisés possible. Je peux vous assurer que ce n'était pas une drôle de période pour un chef de service de presse », se souvient Maria Adolfson, chargée de ce rôle à SL. Durant le mois de janvier 2000, pas moins de 5 400 trains de banlieue ont dû être supprimés, selon le journal *Dagens Nyheter* du 24 février 2003. Mais le marché avait bel et bien été remporté et même les amendes que Keolis aurait dû payer pour ne pas avoir rempli sa

part du contrat sont aujourd'hui oubliées après une négociation discrète avec la région de Stockholm.

Entre-temps, l'opérateur a dû gonfler sa masse salariale avec l'argent du propriétaire français, la SNCF. Donc, avec celui du contribuable français.

Un parfum de scandale

Il faut savoir que, dans la capitale suédoise, SL, qui est l'opérateur historique, l'équivalent de la RATP à Paris avec les RER en plus, a encore une fois opté pour une stratégie un peu différente de celle en vigueur en Grande-Bretagne. La compagnie des transports collectifs est restée propriétaire de ses lignes ainsi que des wagons et des bus. C'est aux sociétés privées – Vivendi et la SNCF pour la plupart – de présenter leur offre pour la gestion des lignes, le marché étant finalement attribué à celle qui remplit le mieux les critères de choix, c'est-à-dire surtout le moins-disant. Cette stratégie a commencé en douceur à la fin des années 1980, lorsque la SL a découpé sa propre société en plusieurs divisions, chacune étant confrontée à la concurrence privée.

Au fil des années et des licenciements, il ne reste, sur les quelque 10 000 employés, même pas 300 personnes occupées à gérer la négociation des contrats. « Nous estimons faire des économies de l'ordre de 32 millions d'euros. La fin du monopole nous donne beaucoup plus de possibilités de manier la carotte et le bâton », indique Maria Adolfson, chef du service de presse à SL.

« Beaucoup plus ! » s'exclame Ragnar Nordström, le P-DG de Connex-Suède, la branche suédoise de Vivendi. « La vraie différence perceptible pour les usagers avec un système comme celui-ci, ce sont les économies gigantesques que le contribuable réalise.

On peut les estimer à environ 25 % par rapport à la situation précédente, pour un niveau de service au moins égal. » À la SL, on admet que les économies sont effectivement spectaculaires sur le long terme. Il faut cependant rester vigilant sur tout... même sur la possibilité d'une entente illicite entre les futurs prestataires de service. Mais les autorités suédoises veillent. En 2003, des descentes de police ont eu lieu dans plusieurs sièges sociaux, parmi lesquels celui de Connex. Le patron de l'opérateur de Connex disait saluer cette recherche de vérité.

De même, il paraît logique que le français Connex et le suédois SL saluent la recherche de vérité qu'a entamée la justice du pays sur un autre dossier. Gunnar Schön, l'ex-P-DG de SL, a été mis en examen, soupçonné d'avoir dissimulé un contrat avec Connex portant sur plus de 20 millions d'euros pour des « services supplémentaires », selon le journal *Svenska Dagbladet* du 30 juin 2003. Les contribuables apprécieront. Il semblerait, encore une fois, que chaque déréglementation dans l'économie nécessite une solide re-réglementation pour éclaircir de nouvelles opacités et contrecarrer des tentations inattendues.

À qui la faute ?

Connex-Vivendi gère, entre autres, le métro de la capitale et, depuis l'été 2003, une des lignes de chemin de fer les plus longues d'Europe, un trajet de plus de vingt heures vers le Grand Nord. Le P-DG de Connex la compare à un petit Transsibérien. Son concurrent français, Keolis, gère par ailleurs plusieurs lignes de bus dans la capitale à côté des trains de banlieue.

Sans faire injure à l'avenir en France, il faut dire

que la stratégie suédoise de libéralisation a l'avantage d'être une stratégie souple, graduée et relativement simple à mettre en œuvre par des pouvoirs publics désireux, ou obligés, d'ouvrir ce marché à la concurrence.

Par contre, cela ne se fait pas toujours en douceur pour les usagers : Connex, comme Keolis, a eu droit à son lot d'insultes et de poings levés sur des quais enneigés et vides de trains. Connex garde le souvenir de quelques moments pénibles sur la ligne verte, l'une des plus vieilles lignes de Stockholm. Il n'est pas exagéré de dire que les insultes antifrançaises ont fusé dans les tunnels et autour des machines à café dans les bureaux de la capitale suédoise. Car, en Suède, une partie considérable des intérêts privés en matière de transports collectifs sont tenus par des capitaux français.

Les opérateurs français, de leur côté, se défendent à coups de statistiques affinées qui démontrent les améliorations en cours. Dans un système écartelé entre opérateurs, gestionnaires, exploitants, propriétaires des lignes et signalisations, et autres intervenants, la question des responsabilités pour un retard est récurrente.

Mais un voyageur qui, pour la troisième fois consécutive, a raté un rendez-vous à cause de la pagaille qui règne dans les transports n'est pas toujours réceptif aux arguments chiffrés. Ces voyageurs sont souvent intimement persuadés que profit rime avec fragilité, c'est-à-dire avec une organisation serrée au maximum.

Ces mêmes clients peuvent au moins se consoler avec quelques aspects positifs : le premier est que le ticket reste unique quel que soit l'opérateur. Le deuxième est qu'en cas de retard supérieur à vingt minutes les transports de Stockholm (SL) garantissent un remboursement du trajet en taxi. Malgré la

difficulté de trouver un taxi un matin de pagaille dans le métro, la SL a reçu 31 687 notes de taxi en 2002. Dernier point positif : les interruptions pour cause de grève intempestive sont pratiquement inexistantes lorsque les Français gèrent les transports en commun à l'étranger.

Suite à d'âpres recherches, les administrateurs au sein de la SL ont retrouvé la trace du dernier arrêt de service dans le métro pour cause de grève : c'était au mois de mai 1980. Cette question de la grève dans les transports collectifs soulève même une certaine hilarité au sein de la SL, décidément de plus en plus perméable à la culture du management français : « Un Français dans ce secteur m'a dit un jour que, s'il y avait moins de trois jours de grève par an, c'est que les conducteurs étaient trop bien payés. Mais il plaisantait... je crois », dit Maria Adolfson.

Une nouvelle culture européenne du management serait-elle en train de se répandre sur le continent ?

Chapitre III

Comme une lettre à la poste ?

Pour la Suède, comme c'est le cas en France, le système postal était une fierté nationale, le symbole de cohésion d'un pays aux vastes étendues. Du moins jusqu'à une date récente. Aujourd'hui se pose la question avec force : à quoi sert la poste et à quoi servira-t-elle demain ? En Suède, cela fait dix ans qu'on peut parler « des postes ». Au pluriel. Dès 1993, ce fut le premier pays au monde à casser le monopole de la distribution de lettres : la Posten suédoise, fondée en 1636, était mise en concurrence avec l'opérateur Citymail qui, comme son nom l'indique, se concentre sur les marchés urbains et rentables.

Poussée par la même logique d'ouverture à la concurrence – donc de rentabilité –, La Poste française regarde avec un œil curieux et peut-être inquiet ce qui se fait dans les autres pays. Elle essaye de trouver des solutions acceptables pour à la fois réaliser plusieurs centaines de millions d'euros d'économie et maintenir le réseau le plus dense d'Europe avec 17 000 « points de contact » tout en gérant le départ massif à la retraite de ses employés au cours des prochaines années. Tous ne seront pas remplacés.

Du « bureau de poste » au « point de contact », le

glissement sémantique n'est pas anodin. Il porte déjà en lui une évolution que la direction de La Poste considère comme inévitable : des fermetures massives de bureaux de poste, telles que la plupart des Français les connaissent aujourd'hui. « Sous deux ans, 5 000 bureaux auront été transférés au secteur privé ou aux communes », affirmait le 6 avril 2003, dans *Le Journal du dimanche*, Didier Rossi, du syndicat Force ouvrière. La direction de La Poste rétorque qu'il s'agit de garantir un service postal de base.

Pourtant, La Poste étudie de près l'exemple suédois, demandant aux journalistes suédois comment leurs compatriotes réagissent face à ces transformations, tout en nouant des partenariats commerciaux avec la Posten en Suède.

Dans le secteur, chacun a en mémoire le calendrier que les pays membres de l'Union européenne se sont imposé par des directives en 1997 et en 2002. À partir de 2006, seules les lettres pesant moins de 50 grammes seront une exclusivité des postes nationales. En 2009, les monopoles pourront être complètement éliminés, du moins si les membres de l'Union européenne le confirment ainsi en 2006.

Le gouvernement suédois et la direction de la Posten ont décidé de ne pas attendre la dernière tournée pour faire face à une évolution qu'ils considèrent non seulement comme inéluctable, mais aussi comme souhaitable. C'est pourquoi, à l'automne 2002, la Posten a profondément transformé son réseau. Tous les bureaux de poste ont fermé. Les services postaux sont désormais assurés dans des superettes, des stations-service ou chez les marchands de journaux. Leur nom ? « Points de service », un terme finalement proche de celui auquel La Poste française essaie timidement d'habituer les Français. Environ 3 000 de ces nouveaux comptoirs sont

recensés en Suède, bien plus, donc, que les bureaux de poste d'autrefois.

Ainsi, pour envoyer un paquet en recommandé à Kungsholmen, dans la capitale, le client peut entrer au supermarché, demander aux commerçants où se situe la poste et, au final, être guidé vers le coin Loto, magazines, bonbons et... courrier. La Poste se trouve donc à droite des chewing-gums et à gauche des limonades ! L'employée y est tout sourire, bien qu'elle hésite sur les modalités d'un envoi en recommandé.

Les nouveaux territoires du service public

« Maintenant, je commence à m'y faire, mais ce n'est pas toujours évident », dit-elle en pianotant sur son clavier. Pas besoin de remplir soi-même le formulaire avec un stylo. Tout se fait par ordinateur. Il imprime une étiquette et le reçu. « D'un autre côté, c'est ce que j'aime dans ce travail. On apprend toujours quelque chose de nouveau », affirme la dame avant de vendre un paquet de Marlboro au client suivant.

Il aura fallu un an et demi à la poste suédoise pour fermer ses bureaux et basculer vers les épiciers et les stations d'essence. Ce déménagement soulève d'autres questions lorsqu'une station-service au fond de la forêt se transforme en service public, censé être justement public et universel. Ainsi, pour la Journée de la femme le 8 mars 2003, pas moins de 53 féministes, parmi les plus connu(e)s en Suède, ont publié un appel dans le grand journal *Dagens Nyheter*. Elles y fustigeaient le fait que la Posten, entreprise détenue à 100 % par l'État, « puisse avoir l'autorisation de choisir des partenaires qui vendent des films

et des journaux traitant, entre autres, de ce qu'on appelle le *fist fucking*, et avec des films indiquant comment apprendre sa leçon à une fille dans *À la recherche de la pipe parfaite*. Comment donc une telle entreprise peut-elle retenir de tels partenaires ? Nous qui posons la question sommes des clients de la Posten et avons réagi à l'offre proposée chez les partenaires de celle-ci, qu'il s'agisse des supermarchés, des épiciers, des points presse ou des stations d'essence ».

Il est vrai que l'attaque des féministes suit une cohérence implacable : comment les clients de La Poste française auraient-ils réagi si cette entreprise s'était mise à vendre des magazines pornographiques à côté des prêts-à-poster ou des livrets A ? Car cette invasion du service universel dans le territoire du secteur marchand privé soulève une série de problèmes de ce type. Une demi-douzaine de fédérations de handicapés ne se sont pas fait prier pour crier au scandale lorsque, étude empirique à l'appui, elles se sont aperçues qu'un tiers des « nouveaux » bureaux de poste leur étaient inaccessibles en fauteuil roulant. Dans une grande ville, cela peut être gênant. À la campagne, cela peut tourner au drame.

Ouvert 7 jours sur 7... à condition de trouver

Le touriste à la recherche d'un bureau de poste pour acheter des timbres sera également confronté à l'absence de signalisation claire pour ces points de contact postaux.

Pourtant, il y a depuis la réforme quelque chose qui ressemble à un bureau de poste, ancien modèle. Il s'agit soit de bureaux réservés aux entreprises, soit de bureaux dits services de caisse suédois (Svensk

Kassaservice). Au nombre d'un bon millier, ces bureaux réservés aux virements et aux transactions financières sont toutefois appelés à disparaître faute de rentabilité. Ingemar Sandberg, directeur de l'information à la Posten, s'expliquait le 2 octobre 2002 dans *Fakukuriren* : « La raison de ces transformations de la Posten est que, comme toutes les autres entreprises, nous nous apercevons que les habitudes des gens changent. Nous sommes notamment influencés par l'utilisation croissante d'Internet. Les clients choisissent de payer leurs factures par Internet et non plus sur un comptoir et rédigent des courriers électroniques au lieu d'envoyer des lettres physiques. Beaucoup de monde veut aussi pouvoir chercher un colis tard le soir ou pendant le week-end. En entrant dans des supermarchés, qui sont ouverts sept jours sur sept, nous pouvons offrir un service postal dans plus d'endroits et avec des heures d'ouverture plus généreuses. »

Le ministre de l'Industrie, Leif Pagrotsky, est beaucoup plus direct. En février 2003, il dit, dans le *Göteborgsposten* : « La Posten doit rester debout avec ses propres forces, avec l'aide de l'argent que les gens sont prêts à payer pour ses services. » Point à la ligne.

Les services financiers dans les services de caisse sont actuellement un gouffre. D'ailleurs, en passe de disparaître, ces bureaux n'auraient de toute façon pas aidé le touriste qui voulait acheter des timbres. Car, en Suède, la Posten ne vend plus de timbres ! Selon les contrats de concession, c'est désormais un privilège des partenaires.

La nouvelle logique européenne en matière de distribution de courrier signifie la fin des bureaux de poste. On peut le regretter ou le saluer comme un progrès, mais le nier serait hypocrite.

*« Ce serait mieux
si nous étions des robots »*

Ce dynamisme se devait d'être souligné et visible pour imprégner les clients de cette nouvelle image de marque, non seulement par l'inauguration d'un nouveau siège social en verre, alors que l'ancien siège, davantage dans le style haussmannien, ressemblait à la poste principale de la rue du Louvre, à Paris. La poste suédoise du troisième millénaire n'a pas résisté à la tentation de se faire un nouvel habillage visuel : 38 000 nouvelles boîtes aux lettres, 6 800 nouveaux vélos, de nouveaux uniformes pour les quelque 40 000 employés, etc. Coût : un peu plus de 100 millions d'euros, soit plus de quatre années d'économies selon les nouvelles restrictions budgétaires annoncées au moment de la rédaction de ce livre.

Derrière cette avalanche de chiffres se cache un autre problème, plus général dans l'Union européenne : la considération du métier de facteur. « On a l'impression d'être un fardeau, qu'on ne fait que coûter de l'argent, que ce serait mieux si nous étions tous des robots. "Nous voulons faire des économies, nous voulons faire des économies..." À force de l'entendre tout le temps, cela finit par se fixer dans les esprits », pense Lars Johansson, quarante-quatre ans et facteur dans un des plus grands bureaux de poste de Stockholm. « Avant, on avait l'impression de servir à quelque chose, d'être utiles. Même si la direction ne disait jamais rien, on se sentait valorisés. En plus, on était plus indépendants à l'époque », se souvient cet homme entré dans le métier en 1979.

Pourtant, Lars Johansson ne se sent pas, sur le fond, complètement opposé à la réforme de la Posten : « Je sais que beaucoup de collègues râlent, mais je me sens un peu tiraillé. J'avoue qu'en tant

que client j'apprécie d'aller chercher mon colis le dimanche midi dans un magasin. » Mais il voit l'avenir du métier sous un jour sombre. D'autant que, en ce qui le concerne, à force d'avoir arpenté les trottoirs de Stockholm pendant un quart de siècle, ses talons commencent à lâcher sous diverses inflammations. Eu égard aux plans de licenciement à répétition qui frappent l'entreprise, il n'est pas très optimiste sur son avenir personnel non plus.

Les nouveaux marchandages

À vue d'œil, on a pourtant l'impression que la Posten a su, ces dernières années, concilier la recherche de la rentabilité et la considération pour la santé des employés.

Le postier Ulf Johnsson, qui est membre actif du syndicat, soupire lorsqu'il apprend qu'en France les postiers traînent toujours derrière eux de petits caddies chargés de courrier, du même type que ceux qu'on rencontre plus généralement sur les marchés. Un vrai casse-dos, paraît-il. En Suède, cela fait des années que les facteurs ont adopté une sorte de charrette, presque sur le mode des caddies de supermarché, sur lesquels ils accrochent non pas un, mais trois ou quatre gros sacs de courrier, pendus à la hauteur plus ergonomique du buste. « On l'appelle la charrette new-yorkaise. Il paraît que c'est là-bas qu'ils l'ont dénichée », raconte Ulf Johnsson. Avec cette charrette, munie de freins, le facteur peut, sans avoir mal au dos, transporter non seulement un chargement important de courrier, mais aussi de la publicité. Rentabilité oblige.

S'il le désire, le facteur peut ensuite se vêtir d'un gilet muni d'une tablette qui se déplie, afin d'épargner

les muscles du bras lorsqu'il tient le tas de courrier dans un bras en le distribuant avec l'autre.

À la concurrence, chez Citymail, où l'on cherche activement des jeunes gens sportifs, on propose des abonnements aux gymnases et aux centres de musculation. Car la bataille pour les clients se joue désormais sur la vitesse, mais aussi sur la quantité maximum de plis publicitaires que les facteurs peuvent distribuer.

Cette course à la vitesse exclut d'emblée les services dits de valeur, où le facteur doit frapper à une porte pour distribuer un paquet ou effectuer une quelconque transaction financière. Tout cela doit se faire ailleurs. C'est apparemment le coût de cet « ailleurs » ou le gain du service supplémentaire qui décidera de qui survivra dans le monde du courrier, après 2009.

Pour préparer leurs employés à cette bataille, le *Nyhetsposten*, le journal interne de la poste suédoise, a écrit des reportages et a dressé en février 2003 des tableaux comparatifs des principaux concurrents en Europe avec leurs différences, leurs spécialités et leurs atouts. Ainsi, la poste allemande, la Deutsche Post, vend déjà des téléphones portables ou propose aux clients de changer d'opérateur téléphonique dans ses bureaux. En Finlande, la Suomen Posti a acheté des parts dans une société de distribution de journaux et distribue depuis elle-même des quotidiens. La Royal Mail britannique vend des permis de pêche, tandis que la TPG hollandaise est bénéficiaire et s'est introduite sur le marché boursier de quatre places différentes.

Dans la colonne concernant la poste française, les postiers suédois apprennent qu'à côté des services classiques, l'entreprise propose des comptes

d'e-mail gratuits à tous les Français et qu'elle a répondu à 545 000 lettres et 320 000 e-mails adressés au Père Noël.

Gratuitement.

Chapitre IV

Éducation nationale : au pays de l'enseignant manager

Regardons les choses en face. Pourquoi personne, en France, n'ose-t-il appeler un chat un chat dès lors qu'il est question de l'Éducation nationale ? Au lieu de se lancer des anathèmes, les ministres et les enseignants devraient ranger cinq minutes la démagogie et les doctrines au placard et parler d'une illustration très concrète de ce qui les oppose depuis des mois. Car presque tout ce dont ils osent à peine prononcer le nom existe déjà ailleurs. En Suède.

Le mode d'organisation de l'enseignement est probablement, et à grand tort, un des aspects les plus méconnus du « modèle » suédois. Pourtant, il contient tous les ingrédients qui devraient le rendre incontournable dans le débat français sur l'Éducation nationale.

Premièrement, parce que, une fois encore, le système éducatif qui prévaut en France aujourd'hui ressemble étrangement au système centralisé qui était en vigueur en Suède il y a une dizaine d'années, avec ses déroulements de carrière prédéfinis, ses programmes pédagogiques nationaux et ses professeurs qui n'avaient que leur ancienneté à faire valoir pour obtenir une augmentation salariale. Bref, un Claude Allègre aurait très bien pu comparer le système suédois version 1990 à un « mammoth »,

tandis qu'un Luc Ferry n'aurait pas été dans l'erreur en le qualifiant de « tank » difficilement manœuvrable.

Or, depuis une décennie, des réformes profondes ont bouleversé le métier d'enseignant en Suède. Notamment en 1991, avec la « communalisation », qui impliquait la gestion par les pouvoirs locaux – et non plus par l'État – de l'école, de la maternelle au lycée. Sur la forme, c'est une prouesse, du genre de celle du dimanche 3 septembre 1967, jour où la Suède, en l'espace d'une nuit, bascula de la conduite à gauche à la conduite à droite. Cette fois-ci, en quelques mois, voire en quelques semaines, l'essentiel des budgets et du personnel de l'Éducation changeait d'employeur. À l'époque, le ministre de l'Éducation s'appelait Göran Persson, l'actuel Premier ministre. Depuis, les enseignants suédois évoquent un « changement de paradigme ».

Deuxièmement, le système qui prévaut aujourd'hui en Suède concentre toutes les mesures qui ont fait descendre les enseignants français dans la rue dès le printemps 2003. Ces derniers protestaient contre les objectifs que le gouvernement s'était fixé, notamment contre la volonté de transfert de compétences vers les collectivités régionales avec – sans oser le dire clairement – tout ce que cela cache comme emprunts au libéralisme et à l'*outsourcing*, c'est-à-dire le recours à un prestataire extérieur. En Suède, ce mot appartient désormais au langage courant de l'Éducation « nationale » et fait référence aux appels d'offres lancés aux prestataires privés. Car, aujourd'hui, tous les directeurs d'école connaissent le numéro de téléphone de l'agence Manpower la plus proche. Tous également savent maîtriser le *cash flow* de leur établissement.

Troisièmement, le système suédois mérite que l'on s'y intéresse parce que, dans une série d'études

internationales mesurant le niveau de lecture par exemple, il se situe plutôt dans le peloton de tête des pays participants. Tel est le résultat de l'étude PIRLS (*Progress in international reading literacy study*), qui porte sur 150 000 élèves dans 35 pays et a été publiée au printemps 2003 par l'International Association for the Evaluation of Educational Achievement, un réseau international qui revendique 58 institutions membres, dont l'Éducation nationale française *via* la Direction de la programmation et du développement.

Peu importe la méthode...

S'intéressant aux élèves de 9-10 ans et à leur aptitude à comprendre un texte dans leur langue maternelle ainsi qu'à leurs habitudes de lecture, cette étude place la Suède au troisième rang (derrière l'Angleterre et la Bulgarie) et la France au dix-neuvième, derrière la Grèce, mais devant la Russie. La Suède se trouve aussi, selon *L'Express* du 19 juin 2003, en première place au regard du nombre d'adolescents de dix-huit ans qui sont scolarisés : 95 %, c'est-à-dire 15 % de plus que la France.

En d'autres termes, le fait d'entrer dans une école en Suède peut donner un étrange sentiment d'exotisme en même temps que l'impression d'une universalité des défis. Dans l'école de Bredängen, le visiteur pénètre assez facilement. Il n'y a ici aucune porte fermée obligeant les élèves à patienter sur un trottoir à côté des voitures comme c'est souvent le cas en France. Au contraire, ici l'école est censée ouvrir le plus longtemps possible, jusqu'à 21 heures dans le cas de Bredängskolan, pour les activités périscolaires. L'école, qui porte le nom de la localité, se situe dans une banlieue éloignée à l'ouest de Stockholm et regroupe des classes allant du CP au

collège. Il ne s'agit pas d'une banlieue privilégiée. Les barres grises des immeubles des années 1960 ressemblent à tant d'autres constructions des quartiers défavorisés en France. De même pour le bâtiment de briques rouges, bâti en 1967, qui abrite aujourd'hui 620 élèves.

Interrogé sur la proportion d'enfants d'immigrés dans l'école, son directeur, Pär Stårsta, esquisse un large sourire et ouvre au hasard un catalogue de photos de classe. Sur cette page, il y a deux têtes blondes avec des noms aux connotations suédoises. Les autres noms illustrent la grande diversité des origines des élèves. Ce fort taux d'immigration colore la pédagogie de l'école, raconte ce jeune directeur de trente-sept ans : « Notre travail consiste à faire en sorte que nous devenions la meilleure des écoles... pour ces enfants-là. » L'expression sonne creux, comme un slogan d'homme politique en campagne. Mais dans la bouche de Pär Stårsta, elle a un sens très précis. Car bien que Bredängskolan soit une école publique au sein de l'Éducation nationale, donc chapeauté par un ministère, c'est bien à Pär Stårsta et à l'équipe dont il a choisi de s'entourer qu'il revient de définir comment cet établissement public peut devenir la meilleure des écoles pour ses élèves.

Cette liberté d'action pourrait être mesurée en mètres et en centimètres. Lorsque Pär Stårsta a démarré sa carrière de professeur de mathématiques, le détail du programme scolaire définissant ce que chaque élève devait apprendre et la manière dont il devait l'apprendre remplissait un bon rayonnage de bibliothèque. « Voici, aujourd'hui, les directives du ministère de l'Éducation qui encadre notre travail. » Sur la table, il pose un petit fascicule bleu. En lettres blanches, on peut lire : *Programme pédagogique pour l'éducation nationale obligatoire*,

pour l'école maternelle et pour les activités périscolaires. Sur dix-neuf petites pages, et pas une de plus, les auteurs ont balayé le programme pour tout le système scolaire obligatoire en Suède.

Pour la langue maternelle, l'objectif est de « maîtriser la langue suédoise et de pouvoir écouter et lire activement, ainsi qu'exprimer des idées et des pensées en paroles et en écriture ». Point. Les auteurs ne s'attardent guère plus sur les connaissances obligatoires en mathématiques pour les futurs citoyens suédois. Ils doivent simplement « pouvoir maîtriser les bases d'une pensée mathématique et pouvoir l'appliquer dans la vie quotidienne ». De toute évidence, ils ne mettent pas non plus en doute l'imagination pédagogique des professeurs d'anglais. Ces derniers ont pour seule directive « d'apprendre à communiquer en anglais en paroles et en écriture ». *That's all !*

C'est tout, mais c'est largement suffisant pour présenter les objectifs à atteindre. Quant aux moyens pour y arriver, c'est à chaque établissement de les élaborer en fonction de ce qu'il estime être le mieux pour ses élèves. Difficile de pousser la déconcentration plus loin. Un objectif, qui revient de manière récurrente au fil des pages du programme pédagogique, tient à la responsabilité individuelle de l'élève et à l'importance d'aiguiser son propre sens critique et de jugement.

« Le ministère n'impose même pas un nombre d'heures pour notre enseignement. 6 665 heures d'enseignement sont attribuées pour la scolarité d'un enfant. Le ministère laisse au directeur d'école la gestion de ces heures. Nous avons quitté un système qui fixait des règles pour un autre exclusivement basé sur des objectifs. Une heure de cours ne garantit rien en soi. C'est pourquoi tout le monde fait des expériences ! », affirme Pär Stårsta.

En clair, cela signifie que lorsque tous les élèves d'une classe ont atteint les objectifs dans une matière, l'école peut très bien arrêter l'enseignement de cette matière pour consacrer les heures restant à une autre matière où les mêmes élèves peinent à atteindre les objectifs fixés.

Ainsi Pär Stårsta et ses professeurs ont-ils été libres d'élaborer le programme scolaire qu'ils estimaient être le plus judicieux pour les élèves qui grandissent à Bredängen. Ils peuvent également le dispenser comme ils l'entendent. Ainsi, ils ont préféré dissoudre le système de répartition par classes en fonction d'un nombre défini d'élèves pour établir un système reposant sur de petits groupes susceptibles d'être composés de manière différente selon les activités. Des groupes plus restreints peuvent donc être formés en cas de besoin, à condition que d'autres disciplines puissent dans le même temps accueillir un nombre d'élèves plus important. En outre, chaque élève se voit désigner un mentor en guise de professeur de référence. Rien n'est figé, tout se fait en concertation.

Bredängskolan a, par exemple, choisi de consacrer plus de temps à la langue suédoise. « Nous devons transmettre beaucoup plus que le bagage que les petits Suédois ont gratuitement : les contes pour enfants, l'habitude d'aller aux théâtres ou à d'autres lieux dans la capitale. Notre école se doit d'être compensatoire », déclare Pär Stårsta. Ils ont également planifié des heures consacrées à la civilité tout en rajoutant une discipline qu'une enseignante est allée dénicher aux États-Unis : l'intelligence émotionnelle, qui devient ainsi matière obligatoire dans cette école. « Personnellement, je l'appelle vaccin biquotidien contre les mauvais comportements », indique le directeur.

L'intelligence émotionnelle

L'enseignement de cette discipline est exactement aussi fumeux et post-soixante-huitard qu'il en a l'air... au premier regard.

Ce jour-là, c'est Eliina de Narvaja qui assure le cours d'intelligence émotionnelle. Elle fait asseoir une dizaine d'enfants sur des chaises disposées en cercle. Ils ont tous entre quatorze et quinze ans. L'un d'eux doit sortir de la salle et, lorsqu'il revient, à lui de deviner ce qui a changé dans le groupe : une coiffure, un pull... Les enfants rient de leur désarroi réciproque. Puis la professeur pose quelques questions ou expose des affirmations sur lesquelles les élèves doivent non seulement se prononcer, mais aussi argumenter : « Y a-t-il trop de sport à l'école ? Trop de maths ? Est-ce que les parents savent toujours à quelle heure vous devez rentrer le soir ? » Les réponses commencent à diverger en même temps que les mots « respect » et « autorité » font leur apparition dans la bouche des adolescents.

« Doit-on toujours faire preuve de respect vis-à-vis des parents ? » demande une fille. La discussion repart de plus belle. La professeur n'intervient pratiquement pas, sauf pour souligner que le respect consiste aussi à rester silencieux pendant que les autres parlent... et de temps à autre glisser une question complémentaire telle que : « Mais si les parents vous disent de vous marier avec une personne particulière, sont-ils les mieux placés pour le savoir ? » À en juger par l'intensité des réponses, la question est tout sauf hypothétique ou farfelue dans ce groupe aux racines ethniques diverses. « Vous êtes donc en train de dire que le respect consiste à écouter, mais pas forcément à obéir, et qu'on peut suivre son propre avis ou écouter d'autres personnes investies d'une autorité », résume l'enseignante pour clore la

discussion juste avant que ne sonne l'heure de la récréation.

Ainsi, avec une discipline qui ne figure dans aucun programme ministériel, Eliina de Narvaja a tout de même fait un petit pas de plus pour remplir le premier point de la page 12 du programme pédagogique national, celui qui stipule que les élèves « doivent apprendre à écouter, discuter, argumenter et utiliser leurs connaissances comme outils afin de formuler et mettre à l'épreuve des postulats et résoudre des problèmes ; réfléchir autour des expériences et examiner de manière critique des affirmations et des conditions ».

Des mots comme « respect », « autorité » et « solidarité » n'ont de valeur dans cette école que lorsqu'ils peuvent être traduits dans des actes concrets. C'est pourquoi les photocopieuses ont été déplacées loin de la pièce réservée aux enseignants. De même pour les bureaux de réunion. L'idée est que les professeurs se doivent de circuler dans les couloirs de l'école de manière naturelle et non pas se cantonner à une pièce fermée qui pourrait ressembler à une forteresse coupée des élèves.

Les professeurs sont tenus de déjeuner avec les enfants à la cantine. Le fait d'échelonner l'arrivée des classes et d'imposer la présence des adultes n'a pas eu pour seul effet de faire régner davantage l'ordre, cela a également permis de faire des économies de personnel dans la cantine. Le déjeuner est d'autant moins aléatoire et perturbé que les élèves ne forment plus une seule longue file d'attente mais se présentent devant trois buffets différents proposant l'un du poisson, l'autre de la viande et le troisième un menu végétarien.

Selon la même logique, il n'y a plus de schéma de roulement pour les professeurs qui doivent surveiller les enfants dans la cour de récréation. « Ici, on est

tous responsables des enfants. Personne ne doit pouvoir se soustraire à cette responsabilité sous prétexte qu'il n'était pas de garde. C'est donc à tous les professeurs de veiller à ce que tout se déroule bien et qu'il y ait des adultes dans la cour », assure le directeur. Mais l'école paie aussi des assistants pour la surveillance, une sorte de service privé du monde associatif payé à l'heure et sans aucune garantie d'emploi. Des pions par *outsourcing*...

Les « incivilités » furent longtemps un problème à Bredängskolan. Elles font toujours l'objet d'une attention constante. Mais, il y a quelques années, l'école et ses enseignants se sont mis d'accord sur une politique commune en la matière. L'idée était de définir une fois pour toutes les points sur lesquels les adultes n'avaient pas le droit de céder. Si par exemple le port d'une casquette, les dégâts d'un chewing-gum ou l'usage d'un téléphone mobile pouvaient engendrer des conflits à n'en plus finir, ce n'est plus le cas. « C'est aux adultes de veiller à ce que n'apparaissent pas des symboles de renforcement du moi inutiles, de codes et autres choses. Cela peut créer un groupe ou une sorte d'uniforme. Ici, il n'y a pas de Serbes ou de Kurdes, mais seulement des gamins de Bredängen », prétend le directeur de l'école.

L'art de licencier un prof

Cependant, il est possible de croiser des filles qui portent le foulard islamique dans les couloirs de l'école. Interrogé sur ce point, Pär Stårsta explique que, à la différence du port de casquette, cela est toléré à condition que la fille en question participe à tous les cours. Renseignement pris auprès de l'autorité tutélaire, la Skolverket, il paraît clair que chaque

commune est libre de définir sa propre politique en matière de port du foulard. Dans la pratique, la question est enterrée, ou du moins évitée, et c'est plutôt avec un brin d'angoisse qu'on évoque le débat qui agite la France. Peut-être par crainte de réveiller la bête qui dort.

Tous les adultes sont censés faire front commun sur les points disciplinaires. Les règles sont claires et rédigées sur un document de deux pages. Les enfants savent à quoi s'en tenir quel que soit le cours ou le professeur.

Certains points, comme le téléphone mobile, ont toutefois fait l'objet d'une certaine souplesse. Au départ, le portable devait être interdit partout à l'école, mais son usage est finalement toléré dans la cafétéria ou dans la cour. Les sanctions font également l'objet de règles strictes et codifiées qui ne peuvent prêter à discussion. Un téléphone mobile utilisé en cours sera confisqué, remis à l'intendant de l'école et ne pourra être récupéré que par le parent de l'élève. « Il y a une et une seule manière d'agir en tant qu'adulte dans ces situations. C'est le prix à payer pour définir des limites claires et nettes face aux élèves », explique Pär Stårsta. De la théorie à la pratique, il peut néanmoins y avoir un pas.

C'est pourquoi l'expression « faire front commun » ne doit pas être un slogan vide de sens non plus. Chaque nouveau professeur à l'école est informé de la politique de l'école et de son devoir d'assistance envers un collègue qui le demanderait. Il (ou elle) n'a simplement pas le droit de refuser de porter assistance à un collègue qui se sent débordé sous prétexte qu'il est en train de faire cours ou qu'il est pressé. Ce serait une faute professionnelle.

Et, sur ce point, la déconcentration dans l'Éducation nationale a des effets très immédiats. Pär Stårsta est aussi un véritable P-DG à la tête d'une

entreprise au chiffre d'affaires d'environ 6 millions d'euros par an. C'est lui qui recrute les professeurs, mais c'est également lui qui, dans le cadre de la loi, les licencie. Ce n'est pas toujours évident, explique-t-il, mais ce genre de procédure ne dépend jamais de l'avis d'une administration lointaine. « J'ai pour habitude de dire aux enseignants que je ne trouve pas à leur place qu'ils n'auront jamais d'augmentation salariale tant qu'ils resteront ici. Ces augmentations tournent en général autour de 4 % par an. Je leur dis que leur prestation ne le mérite pas. Dès lors, la plupart comprennent. Au pire, je me vois obligé de négocier leur départ, c'est-à-dire de leur donner environ 15 000 euros d'indemnités de licenciement. » Lui-même gagne environ 4 500 euros par mois. Parfois, il essaie de trouver de nouveaux débouchés pour les professeurs qui ne sont plus désirés ou qui sont fatigués de leur métier. Pär Stårsta raconte ainsi que, par le biais d'une société d'outplacement, un de ceux qui étaient dans ce cas a pu trouver un emploi dans l'administration hospitalière.

Du côté du syndicat des enseignants, plus personne ne crie au scandale face à cette nouvelle précarité du métier. Il y a d'ailleurs une bonne raison à cela : comme tous les enseignants suédois, ils sont « achetés » ! Lors de la réforme, il y a quelques années, les pouvoirs publics ont négocié un accord que l'on peut résumer comme suit : « On licencie 10 % d'entre vous, mais en même temps nous allons augmenter les salaires de ceux qui restent de 20 % ! » En collège, les enseignants ont des semaines de 35 heures, dont 20 doivent être effectuées sur place. Beaucoup d'enseignants âgés figurent parmi ceux qui ont dû quitter l'Éducation nationale.

« D'un autre côté, nous avons pu attirer de nouvelles compétences, des gens qui sont plus

autonomes et qui se retrouvent bien dans ce nouveau système », affirme le directeur de l'école de Bredängen. Il estime que ce sont les enseignants qui « tournaient déjà à 100 % » de leurs capacités, ceux qui avaient du mal à s'y retrouver dans le nouveau système et ne pouvaient pas assumer davantage de responsabilités, sont partis. Ou ont été éconduits.

Si tout le monde s'accorde à dire que les professeurs doivent être plus « productifs » aujourd'hui, leur nombre absolu n'a guère varié au regard des statistiques. Il y avait, en 2001, 534 professeurs de moins qu'en 1990. Simplement, ils doivent souvent s'occuper de nouvelles tâches qui n'ont pas forcément un rapport direct avec l'enseignement.

La flexibilité est devenue le maître mot, explique Bengt Nordström, responsable syndical à l'école et professeur en nouvelles technologies : « Les salaires ne sont pas "libres", mais individuels et différenciés. Nous avons définitivement quitté l'ancien système tarifaire. Jadis, les salaires des enseignants avaient du mal à suivre l'évolution du coût de la vie. Nous ne pouvions compter que sur l'ancienneté pour faire progresser notre niveau de vie. Aujourd'hui, notre situation s'est améliorée, en même temps que les attentes à l'égard des professeurs ont changé de nature. On parle désormais beaucoup plus de citoyenneté. Par ailleurs, ce n'est plus seulement le travail devant les élèves qui est pris en compte, même si cela demeure le point central. Désormais la qualité du travail en groupe avec les collègues est aussi un facteur de valorisation. »

Chacun pour soi

Cette liberté n'est pas au goût de tout le monde. Pour Jan Blom, quarante-six ans, professeur de

dessin et de nouvelles technologies dans un lycée à Huddinge, au sud de Stockholm, le nouveau système salarial a surtout pour effet de casser la solidarité entre professeurs : « En ce qui me concerne, ce système a été plutôt bénéfique, parce que je sais bien argumenter pour ma cause, mais ce n'est pas le cas de tout le monde. Imaginez une professeur de suédois qui est appréciée de tout le monde et qui a enseigné longtemps dans une école. Peut-être a-t-elle fini par acheter une maison près de l'école. Et puis, un jour, il y a une jeunette qui débarque, qui vient de faire jouer la concurrence entre plusieurs écoles. Or la jeunette décroche tout de suite un salaire nettement supérieur à son aînée. Seulement, lorsque cette dernière va voir le directeur d'école pour faire valoir ses compétences et une augmentation à parité de la nouvelle recrue, le directeur répondra simplement : "Oui, je sais, nous étions obligés de lui accorder ce salaire du fait de la pénurie." L'aînée aura beau menacer de partir, son employeur sait bien qu'elle ne le fera pas : elle a sa maison, peut-être même se rend-elle au travail à vélo, alors sa négociation est cuite. » Ambiance...

Dans ce nouveau système « communalisé », comme on appelle l'équivalent de la régionalisation en Suède, le rôle de l'administration centrale, la Skolverket, consiste d'abord à contrôler. Environ tous les deux ans, les inspecteurs de la Skolverket viennent faire un audit. En règle générale, ils arrivent à deux et restent pendant une semaine pour éprouver et évaluer le travail effectué.

Il faut également tenir compte du fait que l'éducation à la suédoise n'est guère friande de notes. Les élèves ne sont notés qu'à partir de la quatrième. Et encore ne s'agit-il que d'une échelle qui se limite à quelques valeurs seulement, allant de « pas de note » à « reçu avec mention très bien », en passant par

« reçu avec mention ». Avant la quatrième, les notes sont supposées stresser inutilement les enfants, selon la pédagogie en vigueur. En revanche, les écoles et leur enseignement sont notés selon un système savant avec une échelle sur 320 points prenant en compte les notes des élèves en relation avec le niveau de formation des parents, la part d'élèves nés à l'étranger ou celle des élèves nés en Suède, mais de parents étrangers. Ce système, qui s'appelle Salsa, doit servir de baromètre et, à l'occasion, de sonnette d'alarme. Surtout lorsqu'il est couplé avec les statistiques des crédits déboursés par la région pour chaque école.

C'est une autre évolution probable dont on parle peu lorsque l'on évoque l'éventuelle régionalisation du système éducatif français : si la région tient le portefeuille, ses élus seront naturellement curieux de savoir si l'argent dépensé sert ses objectifs. Ainsi, en Suède, au printemps 2003, la commune de Värmdö, située à l'est de Stockholm, a écopé du bonnet d'âne. Elle a été classée parmi les mauvais pédagogues. Selon le quotidien *Svenska Dagbladet* du 26 mai 2003, seuls 68 % des enseignants avaient une formation pédagogique, ce qui incitait les responsables du syndicat des enseignants local à y voir les raisons de ces résultats.

Pourtant, la commune de Värmdö avait reçu plus d'argent que la moyenne. La commune a donc engagé une étude pour comprendre pourquoi tant d'argent dépensé n'avait pas produit l'effet escompté et les succès pédagogiques qui auraient dû en découler. Est-ce parce qu'il n'y avait pas de système de suivi pédagogique ? Était-ce dû à un problème de recrutement dans une zone peu attractive où personne n'est obligé d'aller puisque le recrutement ne se fait pas par affectation mais reste libre et concurrentiel ? Une question s'impose : que

penseront les syndicats et les enseignants de l'Éducation nationale française le jour où leur travail sera publiquement jugé et critiqué de la sorte par les élus locaux ?

Dans le cas de Värmdö, la haute administration scolaire suédoise a dépêché une sorte de mission de reconnaissance et de sauvetage. Il s'agissait de réapprendre aux enseignants à apprendre. Rien de moins. Depuis le mois de mars 2003, c'est une administration spécifique qui s'en charge, l'Administration pour le développement à l'école (Myndigheten för skolutveckling). Interrogée par le journal *Svenska Dagbladet*, Ann-Sofi Andersson, une des enseignantes qui a dû retourner sur les bancs de l'école, résumait ainsi ses nouvelles relations avec les élèves : « Souvent, on a pensé à propos d'un élève en difficulté : "Quel est son problème ?" Mais désormais nous pensons plutôt : "Quel est mon problème pour qu'il ne parvienne pas à apprendre ce que je lui enseigne ?" »

L'école locataire, l'école loueur

L'école est donc liée aux pouvoirs publics par des contrats tout ce qu'il y a de plus financiers, ne serait-ce que pour pouvoir rester dans ses propres murs. Ainsi, Bredängskolan doit payer chaque année plus de 1,5 million d'euros en loyer aux pouvoirs publics locaux. Sur ce point, la manière dont on calcule la valeur locative d'un bâtiment conçu dès l'origine pour héberger des activités d'enseignement n'est pas très claire. Toutefois, le directeur d'école, qui aurait du mal à trouver un autre lieu pour son enseignement, ne peut qu'accepter le prix fixé pour ce loyer.

Il arrive régulièrement que le département

jeunesse de la commune organise des soirées dansantes en fin de semaine dans la grande salle de l'école. Ces soirées, pour lesquelles on mobilise des détecteurs de métaux et des alcootests, connaissent un grand succès non seulement auprès de la jeunesse locale, mais aussi du directeur de l'école.

L'explication est simple : cela représente des rentrées d'argent puisque l'école fait payer aux pouvoirs publics la location de la salle pour ces soirées. Ainsi, le locataire loue ses locaux à son loueur ! « Il est vrai que tout ce système s'est transformé en un gigantesque jeu de Monopoly à l'intérieur du service public. Je te vends cette rue si tu me loues cet hôtel... Quoi qu'il en soit, il s'agit toujours du même argent, celui du contribuable... », soupire Pär Stårsta.

Depuis que, de la maternelle au lycée, l'école est placée, dans la pratique, sous la tutelle financière des hommes politiques locaux, cette institution est devenue une cible de prédilection pour les consultants et les audits de tous bords. L'objectif est double : d'une part, il s'agit de rassurer les élus locaux sur le fait que l'argent public n'est pas gaspillé, voire leur accorder un diplôme d'excellence pour le rapport qualité/prix de leur gestion ; d'autre part, il s'agit, avec des méthodes importées du secteur marchand, d'évaluer, calculer et mesurer l'efficacité de l'école pour ses clients. Ces nombreux audits suscitent naturellement en Suède un autre débat, qui est loin d'être clos : qui est le client ? L'élève ? Ses parents ? L'avenir de la société ?

En attendant, celui qui remporte le bras de fer autour de l'argent, entre les directeurs d'école et les élus, est celui qui tient la bourse la plus garnie à l'origine. Ainsi, il est facile d'imaginer que certains maires en France verraient d'un bon œil ce système se mettre en place. Aujourd'hui, lorsqu'ils disent

vouloir organiser des activités périscolaires ou simplement des soirées Loto pendant le week-end pour le troisième âge dans les locaux des écoles, il n'est pas rare qu'ils rencontrent une farouche résistance du corps enseignant pour lequel l'école doit demeurer un sanctuaire. Or l'expérience suédoise montre que peu de sanctuaires résistent à l'appel de l'argent.

Il faut toutefois noter qu'en France des groupes ou des associations peuvent louer des espaces dans les écoles ou que des logements de fonction vacants sont loués à des particuliers. La différence avec Bredängen est qu'une partie non négligeable de l'énergie d'un directeur d'école doit être concentrée sur de telles optimisations du budget. Cette quête fait désormais partie du travail quotidien.

La cantine en fournit un bel exemple. Le directeur d'école de Bredängen aurait très bien pu faire appel à une entreprise française comme Sodhexo pour se fournir en plats pour sa cantine (c'est d'ailleurs ce que font les parlementaires suédois...). Après mûre réflexion, calcullette en main, il a pourtant opté pour une préparation sur place : « Ces plats nous reviennent à environ 90 centimes d'euro », explique-t-il. En évitant d'être contraint de suivre un planning des mois à l'avance, le responsable des achats de l'école peut acheter la matière à un bon prix. La chasse aux coûts est omniprésente.

Comme lors de cette réunion matinale avec les professeurs de Bredängskolan : « Je voulais également porter votre attention sur le fait que le contrat pour l'entretien de l'école que nous avons conclu avec Vasa Ståd ne sera pas renouvelé », annonce Pär Stårsta. Les autres professeurs en prennent acte d'un hochement de tête. Nous sommes à mille lieues des manifestations françaises contre le transfert vers les régions des contrats des employés non enseignants,

tels les agents d'entretien. Pourtant, c'est peut-être la prochaine étape.

Le grand Monopoly

Suite à l'annonce de cette rupture de contrat seule Arne Bergquist, chargée des activités périscolaires, réagit : « Si jamais vous voyez un tag sur les murs, je souhaiterais que vous me le fassiez savoir avant qu'il ne soit enlevé. Ainsi, je pourrai le décrire pour la prochaine réunion de la ligne de métro. » La demande paraît mystérieuse pour un non-initié. En fait, il s'agit de réunions qui sont organisées par les employés de Connex-Vivendi en charge du trafic de la ligne de métro qui dessert Bredängen. Une fois par mois, des policiers, des responsables de la sécurité et de l'entretien du métro rencontrent des chargés de la jeunesse des écoles et des communes traversées par la ligne de métro. Des réunions organisées dans le cadre d'une sorte de contrat local de sécurité.

La dégradation d'une station de métro dans le centre-ville peut ainsi, avec un peu de chance, être pistée à l'école de Bredängen et conduire vers le (ou les) malfaiteur(s). La propreté de l'école contribue à la propreté du métro ! Ou comment la version suédoise de la politique de la tolérance zéro se manie avec la loupe d'un Sherlock Holmes, plus qu'avec une matraque...

Mais dans un système d'éducation libéralisé, déconcentré et décentralisé, ce ne sont pas seulement les mètres carrés qui ont un prix, les élèves aussi portent des étiquettes. Cela leur permet de rentrer dans ce jeu de Monopoly dont parle Pär Stårsta. Si, par exemple, l'école de Bredäng estime qu'il lui coûterait trop cher d'équiper toute l'école

pour recevoir un seul élève aveugle, elle doit acheter – avec l’argent de son propre budget – une place pour cet enfant dans une autre école publique, ou privée, équipée du matériel adéquat. Dans tous les cas de figure, il est de la responsabilité de l’école de Bredäng que l’enfant trouve une place. L’avantage du système est donc que personne ne peut se soustraire à sa responsabilité sous prétexte que l’école n’est pas équipée pour accueillir un élève ayant tel ou tel besoin spécifique. Inversement, l’école peut offrir des places et ainsi gagner un peu d’argent.

Ce troc d’élèves peut avoir des conséquences parfois étranges, surtout lorsque la politique stipule que, par exemple, chaque lycéen est libre de choisir son établissement, tant qu’il y est admis. Ensuite, c’est à sa commune d’origine de payer pour sa scolarité dans la mesure où elle ne peut pas proposer une formation similaire.

Des cours de VTT

Dans ce contexte, il est devenu normal de trouver des annonces d’écoles dites libres qui, à l’instar de l’école Sonja Kovalevsky dans le centre de Stockholm, vantent leurs cours d’échecs. L’annonce stipule qu’elle met l’accent sur les cours de mathématiques, d’où l’importance du jeu d’échecs. Des communes qui ne proposent pas de formation aux échecs n’ont donc qu’à ouvrir leur portefeuille si un de leurs jeunes résidents a décidé de suivre ces cours. Ainsi, la grogne commence à monter dans certaines communes qui voient leur jeunesse s’exiler vers des écoles plus ou moins lointaines où ils peuvent bénéficier de cours approfondis de VTT pendant leur scolarité...

En même temps, tout le monde s’accorde à dire

que ces écoles (dites libres, mais pourtant subventionnées) constituent un creuset créatif, de vrais laboratoires pédagogiques pour tester de nouvelles méthodes d'apprentissage. Jan Blom, le professeur de dessin, est également de cet avis. Il regrette néanmoins que cette liberté de mouvement qui, couplée à des inégalités financières entre les communes (malgré un système compensatoire), ne fasse que creuser l'inégalité des chances des élèves : « Nous voyons bien comment certaines écoles dans les banlieues, je pense particulièrement à une école dans la banlieue de Skärholmen, se sont vidées, non seulement de leurs meilleures élèves – c'est-à-dire les filles qui partent vers le centre-ville – mais aussi de leurs professeurs. Ceux de Skärholmen avaient une excellente réputation il y quelques années. C'étaient des gens qui s'investissaient énormément dans leur travail. Aujourd'hui, il ne reste que les garçons avec la casquette retournée, ceux-là mêmes qui avaient besoin du bon exemple des filles pour avancer. Alors, imaginez... même les professeurs les plus dévoués sont vite découragés et s'en vont. Avec ce nouveau système, l'école est devenue plus ennuyeuse... »

En Suède, exactement comme en France, le moyen le plus sûr pour des parents qui veulent être certains que leurs enfants auront bien accès aux meilleures écoles est toujours d'habiter dans un quartier huppé. Aucune réforme, si audacieuse soit-elle, n'a réussi à changer cet état de fait.

Chapitre V

EDF : gare à l'électrochoc !

« Allez, profitez-en ! Un kilowatt/heure pour le prix de deux ! » « Devenez client privilégié et profitez de nos prix d'été également cet hiver, abonnement Internet à haut débit compris ! » Voilà ce qui attend les Français d'ici peu, même ceux qui pensaient que l'énergie était tout sauf une marchandise comme les autres, voire une question politique ou un choix de société. Bien que la tension monte au sein d'EDF et quelle que soit la formule choisie par le gouvernement français pour préparer cette entreprise nationale à la concurrence, la transformation du marché énergétique paraît désormais inéluctable. L'ouverture totale des marchés du gaz et de l'électricité pour les industriels est prévue pour l'été 2004. Trois ans plus tard, EDF sera concurrencée sur le marché des particuliers. Ainsi en a-t-il été décidé par les gouvernements français successifs en accord avec leurs partenaires de Bruxelles – et dernièrement par Jacques Chirac et son Premier ministre de l'époque, Lionel Jospin, à Séville en mars 2002.

Lors de l'ouverture de la concurrence aux particuliers en 2007, les consommateurs suédois auront déjà derrière eux douze ans d'expérience d'un marché de l'électricité dit libre. Quant à eux, les consommateurs français n'en sont qu'au début de leurs surprises...

La facture du ministre et celles des autres

Car si un kilowatt/heure peut être une marchandise au même titre qu'une minute de communication par téléphone portable, le marché énergétique n'est sûrement pas si banal qu'une main invisible pourrait le réguler aussi facilement qu'on appuie sur un interrupteur. Leif Pagrotsky, alors puissant ministre suédois de l'Industrie, du Commerce, de la Concurrence et de l'Énergie, et par ailleurs figure emblématique de maintes déréglementations, en a pris la mesure sept ans après l'ouverture à la concurrence. Ce lundi-là, avant les fêtes de Midsommar, la fête de la Saint-Jean, qui marque le retour des beaux jours, il sortait d'une réunion avec neuf directeurs des opérateurs les plus puissants du secteur énergétique en Suède.

Ensemble, ces directeurs contrôlent presque la totalité de l'énergie fournie par les prises de courant en Suède. Ensemble, ils sont également responsables d'un fiasco retentissant qui, durant l'hiver 2003, a jeté des millions de consommateurs suédois dans le désarroi le plus total. Les factures avaient alors flambé. C'était là d'ailleurs tout ce que les Suédois pouvaient comprendre avec certitude en lisant leur bordereau de paiement. Tout le reste était tellement compliqué que ni les ingénieurs en électronique ni même le ministre de l'Industrie n'étaient capables de le déchiffrer : « À l'époque, j'ai regardé ma propre facture de près et, bien que je sois plutôt rodé à ce genre de choses, je dois avouer que je n'ai pas réussi à la comprendre », raconte Leif Pagrotsky. Il y avait des prix liés à l'acheminement de l'électricité, de certification électrique, les différentes taxes énergétiques mêlées aux prix de la société privée qui vendait l'énergie, le tout dans un désordre qui

décourageait toute comparaison objective entre deux factures émises par des entreprises énergétiques distinctes...

Pourtant, le ministre a eu de la chance. De nombreux consommateurs se sont trouvés face à des sommes complètement fantaisistes à payer. Pour ne rien arranger, il était même impossible d'atteindre le barrage de l'accueil téléphonique, à moins de patienter plusieurs heures au téléphone. Pour les moins bien lotis, le recours à un avocat fut la seule issue raisonnable. La Suède, malgré la sévérité de l'hiver, était en ébullition. Dans ce pays peuplé de gens au sang-froid légendaire, les médias parlaient de climat insurrectionnel.

Plus tard, en ce jour de l'été 2003, Leif Pagrotsky en fulminait encore : « Ce qui s'est passé n'est rien d'autre qu'un scandale, il n'y pas d'autres mots. » Le pire, selon lui, est que près de sept ans après la mise en œuvre de la déréglementation il est difficile de parler de maladies de jeunesse sur un marché si essentiel à l'économie du pays : « Maintenant que nous avons réalisé la déréglementation, le marché repose sur la possibilité pour les clients d'être actifs et de choisir l'option qui leur paraît la meilleure et la moins coûteuse. Mais cela suppose qu'il existe une étiquette de prix compréhensible, que l'on puisse avoir réponse aux questions qui se posent et qu'il soit possible d'avoir effectivement le choix de changer de fournisseur, mais aussi que ce changement soit réalisable sans que le fournisseur que vous quittez ne vous coupe le courant ou qu'il ne relève des chiffres de consommation fantaisistes à votre compteur, et qu'ensuite il ne réponde plus à vos appels téléphoniques. L'économie de marché ne fonctionne pas dans ces conditions ! »

Mais que s'est-il donc passé en Suède qui a tant ébranlé l'économie de marché, mis à mal tout un

secteur énergétique et bouleversé aussi bien le consommateur de base que le gouvernement ? L'explication, paraît-il, est simple : il avait fait beau l'été précédent, exceptionnellement beau. La sécheresse aurait affecté la production des centrales hydro-électriques qui, au nord de la Suède, fournissent une petite moitié de l'énergie au pays, l'énergie nucléaire fournissant une autre petite moitié.

EDF demain :

départ d'un employé sur cinq ?

Le beau temps a bon dos. Il semblerait en effet qu'il y ait eu quelques problèmes inhérents à la déréglementation, des problèmes que les consommateurs français pourraient fort bien rencontrer eux aussi d'ici à quelques années. C'est un peu technique, mais la technicité cache, comme souvent, de vrais choix politiques et des intérêts commerciaux gigantesques, avec le risque pour les ménages français de se retrouver, comme les familles suédoises, avec de gros trous dans leur budget !

Vattenfall, comme EDF, a longtemps travaillé avec pour devise « plus, c'est mieux » en matière de production et accordé un rôle primordial à l'énergie nucléaire. Le personnel, lui, était surtout mobilisé pour la maintenance du réseau. Or, en Suède, au moment où les chantiers navals ont fermé, où l'industrie textile a mis la clé sous la porte et où les mines ont été restructurées, l'idée a germé qu'il fallait privatiser Vattenfall. Cette initiative n'a pas seulement pris racine dans un classeur à Bruxelles, elle a aussi été activement présentée dans le pays comme une nécessité de la modernité suédoise.

Le monopole assurait une production régulière et gardait une politique de prix stable, bien que peu

performante pour chasser les coûts injustifiés au bout d'un siècle de règne solitaire sur le marché, estimait-on. Entre-temps, les Suédois avaient voté, lors d'un référendum en 1981, pour un démantèlement à terme des centrales nucléaires. Ce choix tarde d'ailleurs à se concrétiser et tardera probablement encore plus du fait de la déréglementation, qui n'a guère poussé l'industrie à investir dans de nouvelles technologies à la rentabilité incertaine. Quoi qu'il en soit, la Suède a définitivement quitté l'époque où l'énergie était – à défaut d'un choix gaullien d'indépendance – une priorité de défense. Pendant des décennies, ce royaume avait rempli des lacs souterrains entiers de pétrole pour pouvoir faire face à un blocus hypothétique ou à une crise de pétrole grave. Tout cela n'est plus aujourd'hui que le souvenir d'une époque révolue.

En 1992, la Suède a donc ouvert à la concurrence un marché de l'énergie confié à des entreprises privées, parmi lesquelles Vattenfall, qui a reçu de nouveaux statuts. Seules la Grande-Bretagne et la Norvège avaient été plus rapides à ouvrir leur marché à la concurrence. À l'époque, l'équivalent d'EDF en Suède employait plus de 10 000 personnes. Aujourd'hui un employé sur cinq a quitté cette entreprise qui affiche désormais une rentabilité insolente.

Le pays entier géré par deux personnes

Le 1^{er} janvier 1996, les particuliers pouvaient choisir leur fournisseur d'électricité à condition d'installer un nouveau compteur. Mais le vrai boom est arrivé en 1999, lorsque ces installations relativement lourdes ne furent plus nécessaires. Chacun pouvait désormais choisir la couleur de son électricité

par un simple coup de fil. Pour fidéliser les clients sur un marché où les prix fluctuent encore plus que ceux des fruits et légumes au fil des saisons, certains opérateurs proposent des abonnements d'Internet à haut débit dans la prise d'électricité. Chaque opérateur a ses propres astuces... et sa propre manière de gérer son portefeuille de clients : ici avec des numéros de clients, là selon l'intitulé de domiciliation. Et alors commencent les vrais soucis...

Selon le modèle d'organisation du marché de l'électricité adopté par la Suède, la colonne vertébrale que représentent les 15 000 kilomètres du réseau électrique reste de la responsabilité de l'État, *via* l'entreprise Svenska Kraftnät. Sa structure est extrêmement légère. La nuit, deux personnes seulement, assises devant une flopée d'écrans et de boutons, tiennent pour ainsi dire l'essentiel de l'énergie du pays entre leurs mains.

Si le réseau de Svenska Kraftnät se charge de la maintenance de la colonne vertébrale, ou du « tronc d'arbre », d'autres opérateurs, producteurs comme gestionnaires et intermédiaires, sont invités à s'occuper des « branches » locales et régionales. Les producteurs étrangers peuvent également se brancher sur le réseau national pour vendre leur énergie aux Suédois. Transposé en France, on pourrait dire qu'EDF devrait abandonner la gestion de l'ossature du réseau pour devenir un producteur et vendeur d'énergie parmi d'autres.

En Suède, la production d'électricité est assurée à hauteur de 90 % par trois grandes entreprises : Sydkraft, Fortum et Vattenfall, cette dernière fournissant la moitié de la production. Jusque-là tout paraît assez clair. Les choses se compliquent lorsqu'on commence à s'approcher de la centaine d'entreprises d'électricité qui opèrent dans 256 secteurs tarifaires différents. On n'ose s'imaginer la

répartition des responsabilités le jour où une grande tempête s'abat sur le pays...

Comme si ce n'était pas suffisamment ardu pour le consommateur, toutes ces entreprises ne sont pas vraiment en compétition puisqu'elles sont souvent rachetées par les producteurs d'énergie ou par des concurrents plus gros qu'elles. En réalité, il n'existe qu'une douzaine de « vrais » concurrents. Mais pour savoir quels liens unissent entre elles ces entreprises, mieux vaut être analyste financier que simple consommateur, même averti ! C'est d'ailleurs le cas de Roger Fredriksson, un expert indépendant qui vit à Umeå, dans le nord du pays.

La fin de l'égalité devant la facture

Cet ancien directeur d'une entreprise d'électricité présente sur le nouveau marché s'est reconverti dans l'analyse économique-financière pour les acheteurs, entreprises comme particuliers. Sur ses écrans, il suit au quotidien tous les prix, partout dans le pays. Car ceux-ci peuvent, selon lui, varier de 1 à 3 pour les consommateurs. Par ailleurs, il travaille actuellement à la rédaction d'une étude des prix de 1995 à 2003. Sans avoir terminé son enquête, son jugement sur la tendance générale est déjà sévère : « Cette déréglementation ne fonctionne pas. Les prix ont augmenté, même exemptés de la TVA et des différentes taxes sur l'énergie », assène-t-il.

La péréquation si chère aux Français (qui stipule qu'on paie par exemple un timbre ou une heure de kilowatt au même prix partout sur le territoire) est également rangée au rayon des souvenirs. Ainsi, dans certaines régions, selon l'efficacité de la gestion de l'entreprise ou l'étendue du territoire à desservir, le prix peut varier de manière tangible. « S'il y a peu

de clients sur un très vaste territoire, cela renchérit le prix pour chacun », note Roger Fredriksson. Les habitants et les entrepreneurs du Limousin doivent savoir à quoi s'en tenir...

Certains acteurs locaux réussissent pourtant à maintenir des prix raisonnables. En tant que partenaires, les communes peuvent par exemple s'associer aux entreprises pour infléchir leur politique tarifaire. Celle-ci est censée dépendre des fluctuations de prix enregistrées à la bourse d'électricité Nord-pool. Cette bourse regroupe les marchés des pays nordiques qui forment désormais un marché commun en matière d'énergie.

Mais seule une minorité d'achats s'effectuent au sein de cette institution, les autres se négociant directement entre acheteurs et vendeurs. Cette bourse est néanmoins performante et efficace, estiment la plupart des acteurs sur le marché. Les soupçons récurrents de manipulation des prix sur cette bourse sont vérifiés par les autorités concernées. Ce serait un signe de bonne santé du modèle et cela montrerait, selon *Dagens Industri* du 27 mai 2003, que la surveillance fonctionne. D'autres diront que ce n'est pas seulement au sein d'entreprises d'énergie comme Enron que les tentations de manipulation sont fortes.

Cette surveillance est effectivement vitale parce que ces bourses ne décident pas seulement *in fine* des prix de l'électricité que les consommateurs acquitteront. Elles sont également censées jouer un rôle dans la fluidité de l'énergie par-dessus les frontières nationales, évitant ainsi des ruptures de fourniture à l'intérieur d'une zone géographique et commerciale.

« Voici comment survivre »

C'est sous cette forme de plaques tournantes géographiques que les professionnels du secteur s'imaginent le marché européen de demain. Car, pour d'évidentes raisons de coût d'acheminement, il est illusoire de penser que la ville de Marseille ou l'industrie de Fos-sur-Mer se fourniront auprès des centrales nucléaires suédoises demain, et *vice versa*. Par contre, il est plus probable que la France constitue une « plaque » avec l'Allemagne, le Benelux et le nord de la Suisse.

Du moins, cela paraît logique sur une carte. Dans la pratique, tout ne marche pas toujours comme prévu. « Le surplus d'électricité de la Jylland, une des îles éventées du Danemark qui, pensait-on, devait sauver la Suède lors des années de sécheresse, s'est en fin de compte vendu à l'Allemagne qui payait mieux », constatait en novembre 2002 le quotidien *Aftonbladet*. Traduction : les Belges ne doivent pas trop compter sur les Français pour leur fourniture si les Suisses paient mieux.

Hormis ces considérations macro-économiques, qu'apporte la déréglementation aux particuliers ? Si les prix de la bourse Nordpool explosent, comme ce fut le cas à l'automne 2002 avec une hausse de 260 % en six mois, que se passe-t-il en bout de chaîne pour le client ? Les titres de la presse du pays parlent d'eux-mêmes : « Voici comment vous survivrez à l'électrochoc », explique par exemple le quotidien *Aftonbladet*. Le témoignage de Håkan Rydén, perdant par excellence du système, est tout aussi éloquent : « J'avais un accord pas trop mal avec Kraftkommissionen : 2,6 centimes d'euro par kilowatt/heure, mais à Noël cette entreprise a fait faillite et je me suis trouvé sans fournisseur », raconte-t-il. Il a été contraint de payer son énergie plus de trois fois

plus cher chez les repreneurs du fait qu'il n'avait pas de contrat fixé sur le long terme avec eux !

En général, il est nettement préférable de souscrire à ce genre de contrats en été, lorsque les prix sont bas. Comme tant d'autres, Håkan Rydén a donc vu ses factures plus que tripler : « Aujourd'hui, ma déception s'adresse surtout aux dirigeants. Dans le cas de Vattenfall, cela veut dire l'État. » Ce consommateur aurait pu se tourner vers Konsumenternas Elrådgivningsbyrå, l'organisme « indépendant » de conseil aux consommateurs. Tout en sachant que cet organisme de conseil, où siègent majoritairement les pouvoirs publics, est entièrement dépendant du marché privé pour son financement. Les entreprises peuvent se permettre cette dépense de quelque 300 000 euros.

Le rapport de force

Car, en pleine crise post-sécheresse, ces grands producteurs ont engrangé des bénéfices colossaux. Pour Roger Fredriksson, l'analyste, c'est la traduction des dysfonctionnements du marché : « Il n'est pas normal qu'une facture augmente de 10 öre par kilowatt/heure lorsque le prix de la production n'augmente que d'environ 2 öre ! Si le marché avait fonctionné, le prix aurait dû augmenter de 2 öre et pas plus. » Il souligne que, du temps du monopole, ce genre de fluctuation ne se voyait pas, du moins pas dans l'immédiat. Les fluctuations étaient intégrées dans le prix sur le long terme.

Pourtant, il ne souhaite en aucune manière un retour à l'époque du monopole, mais simplement un marché qui fonctionne mieux. Et pour qu'il fonctionne mieux, les pouvoirs publics ne peuvent pas rester les bras croisés. Il serait cruel de laisser se

débrouiller tout seuls des citoyens qui estiment déjà avoir autre chose à faire dans la vie que de comparer les prix d'électricité (après avoir déjà comparé ceux du téléphone et la rentabilité de l'assurance vieillesse). « C'est une question de rapport de force et de pouvoir. On ne peut pas se contenter de l'argument : vous n'avez qu'à changer si vous n'êtes pas satisfait. »

C'est pourquoi cet expert aimerait un jour que l'État, par le biais de Svenska Kraftnät (qui gère l'ossature des lignes), achète de manière centralisée l'énergie, laquelle serait ensuite revendue aux particuliers qui, pour différentes raisons, se trouvent dans une situation où ils n'ont pas la possibilité de choisir leur fournisseur. Cela permettrait premièrement à ces personnes de bénéficier de prix corrects (sans être forcément les meilleurs) et non de subir, comme aujourd'hui, des prix scandaleux. Deuxièmement, cela permettrait à de nouveaux acteurs d'entrer d'un seul coup sur le marché. Au lieu de bâtir leur portefeuille client par client, ces nouveaux acteurs pourraient démarrer avec la moitié des foyers dans une ville ou une région. Car, selon Roger Fredriksson, il y a un problème presque sociologique lorsqu'un pan comme celui-ci de l'économie se libéralise : les acteurs sont en général des monteurs de lignes ou au mieux des ingénieurs en électronique. Mais vendre des kilowatts/heure sur un marché libéralisé n'est plus un métier pour des experts en électricité, mais davantage pour des jeunes loups et autres traders de la City à Londres ! Or ces traders auraient paradoxalement besoin de plus d'interventionnisme de l'État pour pouvoir agir !

« L'idée est intéressante, estime Leif Pagrotsky lorsqu'elle lui est soumise. Je suis moi-même de l'avis que celui qui fait un choix passif ne doit pas être condamné, ne serait-ce que pour l'obliger à faire

un choix actif. Cela devrait raisonnablement être un droit dans notre société que de ne pas avoir à consacrer son temps à tout comparer, ni d'être pénalisé pour cela. » Lors de la grande réforme sur les retraites, Leif Pagrotsky avait ardemment défendu un droit similaire concernant les fonds de pension à la suédoise. Mais il est probable que les grands producteurs s'accommoderont plutôt bien de la relative tranquillité que leur laisse l'ancienne génération d'électriciens. Cela leur permet de continuer de faire de manière feutrée leurs affaires et d'engranger des bénéfices juteux sur le dos des particuliers.

Bousculer cet état de choses aurait également des effets sur les finances publiques. Rappelons que l'État demeure actionnaire de Vattenfall, l'ex-monopole. Ajoutez à cela que les rentrées fiscales dues à des prix énergétiques qui flambent n'ont jamais fait rougir un ministre des Finances. De toute façon, une fois le train de la libéralisation parti, personne ne semble pouvoir ou vouloir l'arrêter. En tout cas, pas le gouvernement social-démocrate de la Suède.

Si Leif Pagrotsky avait un conseil à donner à ses collègues en France, ce serait celui de se préparer à une course d'endurance : « D'après mon expérience, il convient d'avoir du respect pour les difficultés. Du respect, mais pas jusqu'à se laisser paralyser ! Il ne faut pas être à ce point ébloui par sa propre religion qu'on ne voit plus les difficultés. Les difficultés ne sont pas un argument contre la déréglementation en soi. Ici, il n'y a plus une seule personne qui aimerait revenir aux vieux monopoles comme, par exemple, celui des taxis. La voix du client est très faible dans un système centralisé. »

Un chaos passager serait en quelque sorte le prix à payer pour réformer. Ou alors la leçon à tirer pour la France serait peut-être, dans ce cas précis, de ne pas seulement se focaliser sur les intérêts des

employés du secteur (statuts, retraites, etc.), mais aussi de réfléchir sérieusement à la protection des consommateurs sur un marché agressif, pour ne pas dire sauvage.

Quoi qu'il en soit, il est un fait que la chasse aux coûts et le goût pour le dégraissage finissent par se répandre partout dans la société. En témoigne cette scène banale dans le car amenant des passagers de Paris pour un vol à l'aéroport de Beauvais : « Mais que se passe-t-il ? Faut-il vraiment qu'ils soient à deux pour vendre et ramasser les tickets ? C'est le tiers-monde ou quoi ! ? » commenta à haute voix une Suédoise qui n'était visiblement pas beaucoup plus âgée que la déréglementation de l'énergie en Suède.

Chapitre VI

Hôpitaux :

comment se débarrasser des malades

La chasse au gaspillage, voire la recherche d'une rentabilité, est devenue un défi commun à tous les systèmes de santé en Europe. Seulement, la France a été relativement épargnée, si l'on peut dire, par les grandes réformes en la matière, tout en retouchant son système en permanence.

Les Français ont plus ou moins continué sur le même chemin, creusant petit à petit le trou de la Sécurité sociale, mais en essayant de se dire que leur excellent système de santé n'était ni en train de se privatiser davantage ni d'être assujéti aux lois d'audit et de surveillance. Pourtant, l'effort financier des régimes complémentaires va s'alourdir dans les années à venir. Légitimement, ils demanderont donc à avoir un regard sur la destination de l'argent de leurs adhérents.

La chasse au Gaspi est ouverte. La quête de la rentabilité peut commencer.

Comme dans d'autres domaines, c'est déjà le cas en Suède depuis une dizaine d'années. Même si le système de santé est assez différent de celui que connaissent les Français et plus proche de celui des Anglais, il ne s'en rattache pas moins au modèle européen, caractérisé par le souci de la solidarité. Des similitudes entre systèmes européens existent

bel et bien, tout autant que les quelques vérités incontournables que rencontre celui qui part à la chasse aux coûts.

La première est qu'un hôpital coûte cher. Très cher. Il y a généralement beaucoup de lits dans un tel établissement et chaque lit revient cher. C'est donc par là que les hommes politiques suédois, épaulés par une armée d'experts, ont commencé la partie de chasse.

Supprimer des lits dans un hôpital est chose assez aisée. Les arguments pour de telles réductions ne manquent pas : le développement de la chirurgie de pointe en est la première illustration. Avec les techniques modernes, les interventions lourdes sont souvent devenues inutiles. Grâce aux sondes, par exemple, les patients se retrouvent moins souvent avec le ventre grand ouvert et plusieurs jours de récupération.

Les lits ont également un autre avantage aux yeux des chasseurs de coûts et autres consultants : il est très facile de les compter dans un hôpital. Aussi facile que de compter le nombre de médecins, de patients et de bistouris. Le nombre de lits se prête donc à merveille aux calculs d'efficacité et de rentabilité par rapport à une somme d'argent définie ou à un nombre spécifique de « producteurs de santé ».

Résultat : il y avait en Suède 136 000 lits d'hôpital en 1975. Quinze ans plus tard, ce chiffre était ramené à 95 000 et, en l'an 2000, avec désormais une population plus nombreuse et plus vieille, il ne restait plus que 29 000 lits d'hôpital en Suède *. Soit une réduction de 79 % !

Autre certitude, à laquelle la France n'échappe

* Stefan Fölster, Olof Hallström, Anders Morin, Monica Renstig, *Den sjuka vården. En granskning av hur sjukvårdens resurser används*, Stockholm, Ekerlids, 2003.

pas non plus : plus un médecin et des infirmiers répètent un geste, mieux ils l'effectuent. Quel que soit l'avis des futurs parents ou des populations locales dans les campagnes françaises, cela se traduit un peu partout par la fermeture des maternités les plus petites. Une clinique qui effectue 1 000 accouchements par an est généralement considérée comme plus sûre en cas de complication qu'une clinique de proximité – si conviviale soit-elle – qui n'accomplit que 200 accouchements. En Suède, ces dernières n'existent plus depuis quelques années – et le pays se vante d'avoir le taux de décès infantile le plus bas au monde, après celui de l'Islande : 3,5 enfants pour mille, la France étant, selon l'OCDE en 2002, à 4,5 pour mille et l'Islande à 2,6 pour mille.

Mortelles navettes

Pour pallier la fermeture de nombreuses maternités, plusieurs experts, dont ceux interrogés par Alain Coulomb, qui a remis au printemps 2003 un rapport au ministre de la Santé *, préconisent la mise en place de « réseaux de santé ».

Un réseau peut prendre différentes formes. Mais il se caractérise toujours par les liens qui unissent entre eux les différents composants. À Göteborg, en Suède, trois grands hôpitaux, ceux de Mölndal, Sahlgrenska et Östra, travaillent désormais en réseau. C'est devenu une nécessité pour rendre efficace et rentable un usage minimal des lits d'hôpital. C'est aussi impératif, paraît-il, pour que les médecins

* Le groupe de travail présidé par Alain Coulomb, responsable de l'Agence nationale d'accréditation et d'évaluation de la santé, avait pour mission de proposer des *solutions* à l'envolée des dépenses médicales (+ 7,5 % en 2002).

soient le plus performant possible, chacun dans sa spécialité.

Ces médecins sont effectivement d'une qualité exceptionnelle. Dans le service de néonatalogie de l'hôpital d'Östra, ils peuvent désormais se concentrer sur les soins d'environ 1 000 bébés prématurés par an. Dans celui de Mölndal, ils savent, de leur côté, accueillir les bébés d'un poids qui correspond davantage à la moyenne et qui ne nécessitent pas de soins particuliers. Les nouveaux pères sont d'ailleurs invités à dormir sur place, dans une chambre spécialement aménagée, en compagnie de la mère et de leur bébé. Pas trop longtemps cependant. Rarement plus de trois jours. Après, il faut libérer la chambre et rentrer à la maison. Pour le bien-être de la famille. Et pour celui du budget de l'hôpital.

Mais le maillon faible d'un réseau se situe justement dans les liens entre ses différents composants. À Göteborg, un couple l'a vécu d'une manière particulièrement douloureuse au cours de l'été 2002 : leur enfant prématuré est décédé après avoir été affecté par une bactérie. Il avait été transporté en taxi ordinaire entre deux hôpitaux, contre la volonté des parents et sans la mère. Âgé de deux jours, le bébé était considéré comme suffisamment autonome, non pas pour rentrer à la maison, mais pour changer d'hôpital et passer de la clinique de néonatalogie d'Östra à la clinique de soins plus légers de l'hôpital jumelé de Mölndal. En outre, il fallait faire de la place pour d'autres bébés à Östra. Les deux établissements se trouvent à une vingtaine de kilomètres l'un de l'autre. Arrivé à Mölndal, le bébé a été pris de fièvre et de crampes. Il a dû retourner d'urgence à Östra, qu'il venait quitter. En ambulance cette fois-ci. Il est mort quatre jours plus tard.

Les navettes de patients entre les deux hôpitaux sont quotidiennes. C'est la définition même d'un

réseau. Voici l'échange, publié le 2 septembre 2002 dans *Aftonbladet*, que le journaliste Lars Söderberg a eu avec Ragnar Olegord, le responsable du secteur Göteborg pour les services de maternité et de néonatalogie :

« Donc, il ne s'agit pas de taxis qui, à d'autres horaires, assurent un service classique en transportant des clients, accompagnés parfois d'un animal domestique ?

– Non, non. Oui, enfin, je ne sais pas, mais c'est un taxi qui est loué par l'hôpital.

– Et qui fonctionne comme un taxi normal le reste du temps ?

– Oui, c'est possible. »

Pour le responsable de la gestion des maternités à Göteborg, c'est théoriquement la volonté de la mère, et non pas celle du médecin, qui décide du choix d'un hôpital, mais c'est aussi « une question de places »...

Lena Lundberg, infirmière en chef dans le service de néonatalogie de l'hôpital d'Östra, se souvient évidemment de la tragédie : « C'est comme cela que les choses se passent. On pensait que c'était un enfant en bonne santé », dit-elle. Est-ce donc pour autant normal ? « C'est très désagréable qu'il faille transporter de cette manière de petits enfants entre les hôpitaux. À vrai dire, c'est complètement... », conclut-elle, sans parvenir à exprimer ce qu'elle ressent.

Ces transports en taxi entre les hôpitaux travaillant en réseau sont devenus tellement habituels que les Suédois sont désormais plus désabusés que choqués lorsqu'une femme enceinte qui a perdu ses eaux se voit refuser l'accès à l'hôpital où elle s'est rendue. Elle est donc parfois obligée de prendre un taxi pour se rendre à l'hôpital d'une ville voisine. C'est aussi pourquoi il est devenu coutumier de

téléphoner avant de venir pour savoir si l'on est bien-venu ou non à l'hôpital !

Les Français peuvent s'y préparer : un hôpital sous strict contrôle budgétaire laisse de moins en moins de place à l'improvisation. « Tout est beaucoup plus contrôlé et suivi aujourd'hui. Je dois motiver mes décisions beaucoup plus souvent qu'avant », affirme Lena Lundberg. Elle a cinquante-cinq ans. Avant la vague de réformes des années 1990, elle était surtout une meneuse d'équipe, celle qui organisait le planning et la répartition des gardes. Aujourd'hui, toute sa journée tourne autour du travail budgétaire. Elle regrette le temps où l'on pouvait sans trop de problèmes dépasser un petit peu le plafond budgétaire. Lena Lundberg se demande même si l'ancien système n'était pas paradoxalement plus économique. Aujourd'hui, le personnel reste moins longtemps, il faut perpétuellement boucher les trous avec des remplaçants ou avec des heures supplémentaires chèrement payées, pour faire face à une réalité qui ne correspond pas toujours aux prévisions budgétaires décidées en haut lieu.

Comment se débarrasser des patients

De l'autre côté du pays, à Stockholm, se trouve le Karolinska Sjukhuset. C'est l'un des hôpitaux les plus prestigieux du royaume et le berceau de nombreux prix Nobel. Le docteur Carl Spindler y travaille au sein du service des maladies infectieuses. Lui aussi s'interroge sur le bien-fondé d'une médecine de plus en plus comptable. Cet hôpital travaille en réseau avec l'hôpital de Danderyd Sjukhus, au nord de la ville. En dix ans, leur nombre de lits en maladies infectieuses a été réduit de 60 %.

« Pourtant, le nombre de malades est resté identique. Faites le calcul... », dit-il.

Carl Spindler raconte qu'il lui arrive de réveiller des patients en pleine nuit pour leur demander s'ils ne voudraient pas se lever et rentrer chez eux. « C'est absolument horrible, mais je dois les supplier et leur expliquer la situation, qu'il n'y a plus de places et que quelqu'un de plus malade qu'eux vient d'arriver. "Pensez-vous que vous sauriez vous prendre en charge seul à la maison, etc." »

Le docteur Spindler estime que 40 % environ de son temps de travail est occupé par ces palabres quotidiennes pour trouver un lit ou une solution pour une personne âgée qui n'a plus besoin de soins intensifs mais qui ne peut pas non plus rentrer chez elle. Son estimation correspond assez bien à une enquête effectuée par l'Institut d'économie de la santé et des soins à Lund en 2000. Celui-ci évaluait même à 18 % seulement la part du temps de travail qu'un médecin hospitalier passait à soigner des patients *. Le reste du temps est réparti entre des tâches administratives (30 %), diverses réunions et des pauses ou de la recherche. En clair, la médecine comptable, dans sa version suédoise, pousse les médecins à consacrer près de la moitié de leur temps à se débarrasser de patients au lieu de les soigner.

Parfois, le système invente des moyens plutôt astucieux et humains. Sven Anton en a fait l'expérience lorsque, à soixante-seize ans, il est tombé dans l'escalier roulant, à la sortie d'un supermarché de Kungsholmen, à Stockholm. Il est tombé sous le caddie chargé d'un bac rempli de bouteilles. Coincé entre le

* Stefan Fölster, Olof Hallström, Anders Morin, Monica Renstig, *Institutet för hälso. Och sjukvårdsekonomi, Lund 2000, in Den sjuka vården. En granskning av hur sjukvårdens resurser används*, Stockholm, Ekerlids, 2003.

caddie avec un bras fracturé au niveau de la manche et tordu au niveau de la clavicule, il a senti les marches de l'escalator lui arracher la peau du dos.

Sven Anton est cardiaque et porte un médaillon autour du cou qui détaille les médicaments qu'il prend pour fluidifier le sang. Après qu'il eut été conduit à l'hôpital le plus proche en taxi (« N'oubliez pas de leur demander de la morphine », conseillait le chauffeur), le personnel soignant s'est rapidement occupé du blessé. Il a d'abord reçu une bonne dose de morphine, puis on lui a plâtré et remis en place le bras. Après quoi, le médecin a voulu le congédier. Simplement, le vieil homme cardiaque a été pris de vertiges lorsqu'il a voulu se lever pour rentrer chez lui. « Je suis tombé comme un sac par terre », se souvient-il. Au bout de la troisième tentative infructueuse qui s'était soldée par un évanouissement, il a été convenu que le vieil homme devait rester pour la nuit en observation. Au bout de quelques recherches dans les différents services, une place a finalement été trouvée.

Il n'est pas si rare en Suède qu'un patient soit accueilli dans un autre service que celui prévu à l'origine. Lorsque l'équivalent de la Caisse d'assurance maladie a effectué dans 36 hôpitaux « une descente » préalablement annoncée, mais dont le jour exact n'avait pas été précisé, il s'est avéré que la moitié des services accueillait des patients qui auraient dû être ailleurs, et que 30 hôpitaux sur 36 étaient surpeuplés*.

Sven Anton n'était pourtant pas du genre à se plaindre : « C'étaient des gens formidables », affirme cet ancien militaire qui était plutôt gêné de

* *Överbeläggningar. Utlokaliserade patienter.* Rapport d'une visite surprise effectuée par le Socialstyrelsen le 11 mars 2003 dans 36 hôpitaux en Suède.

leur hospitalité. Cette nuit, selon la comptabilité de la médecine, a dû coûter dans les 400 euros à l'État. Sven Anton est rentré chez lui en taxi dès le lendemain.

Or, pour éviter d'autres dépenses inconsidérées, l'épouse de Sven Anton a pu facturer à la commune seulement 10 euros de l'heure pour trois heures de soins par jour pendant deux mois, à leur domicile. Cela tomba bien : elle était infirmière à la retraite ! Mais ce n'était pas pour autant une condition nécessaire pour avoir accès à une subvention. Elle ne savait pas qu'elle aurait pu demander plus.

L'hôpital à domicile

Rapidement, la commune s'est chargée de remplacer la baignoire du couple par une douche avec un siège et des prises au mur pour ne pas glisser. Sven Anton a également pu bénéficier d'un appareil électrique pour soulever son lit parce qu'il avait du mal à se lever sans s'appuyer sur son bras. Pour la collectivité, il s'agit d'une bonne façon de concilier sens des affaires et humanisme dans la manière de dispenser les soins. Elle lui a aussi payé ses déplacements en taxi.

En France également, l'aide apportée par la famille constitue une importante source d'économies. Demensförbundet, la Fédération suédoise des malades de démence, estime que la solidarité des proches représente chaque année une économie de plusieurs centaines de millions d'euros pour l'État. Cela dans un petit pays comme la Suède.

Car il ne faut jamais perdre de vue l'objectif financier. Depuis quelques années, c'est le vocabulaire même qui a changé en Suède. On parle désormais de « producteurs » et d'« acheteurs » de soins. Tels sont

les termes officiels dans les contrats qui lient les différents acteurs de santé aux pouvoirs publics. Ainsi, un bureau régional d'achats passe commande d'un certain nombre de services auprès des hôpitaux. Les hôpitaux peuvent également acheter et vendre des services entre eux. Selon le *Göteborgsposten* du 7 mai 2002, le système suédois avait beaucoup intéressé Alan Milburn, à l'époque ministre britannique de la Santé, lorsqu'il était en train de préparer une nouvelle réforme du National Health Service. Un Français serait tenté de voir dans l'achat d'un certain nombre de services aux tarifs prédéfinis un simple plafond des dépenses.

Les cliniques clandestines

Du coup, tout doit être comptabilisé, détaillé, étiqueté et facturé. Gare à l'hôpital qui ne facture pas assez d'opérations de la hanche : l'année suivante, ses quotas pourraient être réduits d'autant.

Un seul service ne peut être facturé dans un système de médecine comptable : les soins prodigués à ceux qui ne sont pas censés exister, les sans-papiers et autres personnes menant une vie souterraine dans la crainte d'être expulsés. Pour ceux-là, des médecins bénévoles suédois sont obligés d'ouvrir des cliniques tout aussi clandestines pour examiner les personnes qui sont comme des grains de sable dans la machinerie conçue par les bureaucrates managers.

De même, dans les grands hôpitaux, on opère en pleine nuit dans des salles d'opération illégalement ouvertes et avec du personnel bénévole. Les administrations hospitalières, qui sont de plus en plus rodées aux arts de la comptabilité, apprennent à constituer de véritables caisses noires pour pouvoir honorer le serment d'Hippocrate dont se moquent

désormais les règlements officiels. Des réseaux parallèles de médicaments se mettent en place. Sinon, comment soigner un sans-papiers contaminé par le virus du sida ? Ou un bébé clandestin souffrant d'une maladie chronique ? Dans un pays qui s'est toujours voulu un exemple de rigueur et de moralité, voilà qui commence à miner le moral des acteurs de la santé.

Parmi les patients, la situation n'est pas brillante non plus : un patient sur trois n'a pas confiance dans le système de santé, selon un sondage. Lars Engquist, alors ministre de la Santé, ne pouvait que constater dans *Stockholm City* du 24 février 2003 : « Nous sommes incroyablement doués pour guérir les maladies, mais pas pour prendre en charge des patients. »

Or, comme dans tous les pays européens, on demande aussi au système de santé de remettre les futurs imposables sur le marché du travail au lieu de les laisser végéter pendant d'interminables congés maladie, avec tout ce que cela entraîne comme coûts et comme souffrances humaines. Du moins les Suédois, en grands pragmatiques, ont-ils la franchise de parfois appeler un chat un chat.

Au cours de l'été 2003, la région de Stockholm a décidé de faire encore un pas dans la logique achat-vente de soins. Elle a carrément décidé de payer au résultat ! Quatre nouvelles cliniques du dos seront payées par la région selon un système de bonus-malus en fonction du nombre de patients qu'elles réussiront à remettre sur le marché du travail. Le système reposera sur un suivi un an après que le patient aura quitté la clinique pour savoir s'il a pu reprendre le travail au moins à mi-temps. Pour y parvenir, les cliniques sont censées tester de nouvelles méthodes de travail interdisciplinaires qui font appel à des médecins, des chiropracteurs, des

psychologues et quelques autres professions du monde sportif ou paramédical.

Une idée à suivre ?

Les patients, une masse dangereuse ?

Reste également à voir si les entreprises françaises vont s'inspirer de leurs concurrentes suédoises qui souvent dispensent des heures de *friskvård*, ou « soins de bonne santé », en d'autres termes des heures de sport, de yoga ou autres parties de golf.... Reste aussi à prouver leur efficacité en Suède. Pourtant, il est vrai que le royaume a le taux le plus élevé en Europe de personnes âgées de plus de cinquante-cinq ans au travail. C'est d'ailleurs vital pour l'équilibre démographique. Jusqu'à présent, la longévité des Suédois n'est dépassée que par celle des Japonais.

Est-ce grâce à leur système de santé qu'ils peuvent afficher ces bons chiffres ? Est-ce grâce aux nombreuses campagnes de prévention de toutes sortes ? Ou vivent-ils toujours sur un capital santé accumulé à une autre époque ? « On avait le meilleur système de soins primaire au monde avant que des politiciens ne le cassent en mille morceaux », affirme le docteur Carl Spindler. Il fait référence à un système qui est en partie encore en vigueur, avec des centres de soins primaires répartis dans les villes et à la campagne. L'idée est que ces centres, regroupés autour de quelques infirmiers et médecins, puissent servir de filtres pour les hôpitaux et les spécialistes.

Ce genre de centres pourrait éventuellement en France être adapté pour des soins primaires en milieu rural dans les zones désertées, évitant ainsi aux médecins, qui se regrouperont dans des centres,

de longs déplacements. Les patients sauront de leur côté qu'il y aura toujours quelqu'un pour les prendre en charge. Seulement voilà, dans les villes suédoises, les files d'attente s'allongent souvent, les heures d'ouverture sont rarement adaptées aux horaires de travail des patients. Les malades qui désirent un service rapide se tournent donc de plus en plus vers les urgences.

Le système gonfle et finit par exploser. Les files d'attente pour certaines interventions sont devenues inhumaines – et chères pour la collectivité, puisque les patients restent souvent en congé maladie en attendant une opération. Pourtant, ils ne le devraient pas. Les Suédois ne sont, *a priori*, pas plus hypocondriaques que d'autres. Ils ne manquent pas de médecins non plus. Ni d'infirmiers. Au contraire, leur nombre absolu a fortement augmenté les dernières décennies et dépasse ceux de la plupart des pays comparables.

Simplement, comme le soulignent les coauteurs très libéraux d'un brûlot sur le système de santé suédois (*Den sjuka vården, Le Système de santé malade*), un médecin hospitalier ne soigne plus que 2,17 patients par jour, tandis qu'un médecin du secteur primaire en soigne 13 par jour. Toutes catégories confondues, les médecins français en soignent deux fois plus, ce qui les situe dans la moyenne de l'OCDE.

Alors, que faire docteur ? Quelle leçon tirer du modèle suédois ? Probablement ne pas considérer les patients comme une masse dangereuse qui aurait un besoin infini de soins. Ni penser qu'il faille se protéger contre ces malades, plus ou moins imaginaires, de peur de voir le système submergé. À force de repousser les patients, ici par des horaires compliqués, là par des limitations et des restrictions

dans les dépenses hospitalières, on aboutit facilement à l'effet inverse de celui qu'on escomptait.

On risque même de connaître une situation où les médecins spécialistes passent leur temps à remplir les formulaires d'un énième audit dans un hôpital en manque de lits, de créer ailleurs des cabinets de généralistes qui sont obligés de travailler à la chaîne et au final de décourager les patients qui prendront alors le chemin des urgences. Au total, les dépenses s'envolent. Malgré la réduction de l'offre.

Résultat au bout d'une décennie de réformes, dont quelques-unes plus osées que d'autres ? Au cours de la campagne électorale des législatives de l'automne 2002, les électeurs suédois ont pu entendre deux leaders de camps politiques opposés dire la même chose. Alf Svensson, le chef du parti chrétien-démocrate l'a dit. Son adversaire politique, Gudrun Schyman, leader des ex-communistes, l'a dit aussi : « Il paraît que la France a un système de santé excellent ! »

Alors prudence...

Chapitre VII

De l'intégration des handicapés

Depuis quelques années, en Suède, il n'y a plus d'hôpitaux ni de grosses institutions pour loger les handicapés. Derrière cette observation se cache une véritable révolution. Il s'agit peut-être d'un des domaines où les Suédois ont été les plus audacieux. Ils ne parlent d'ailleurs plus d'intégration des handicapés mais, tout simplement, de bâtir « une société accessible pour tous ». L'esprit le plus critique doit bien avouer que, pour une fois, il ne s'agit pas d'un slogan creux.

Les Suédois partent aujourd'hui d'un constat simple : ce n'est pas l'individu qui est handicapé, mais l'environnement qui est handicapant. D'où ce deuxième constat résumé par le pasteur Jacqueline Hårdstedt, bien calée dans son fauteuil roulant : « Tout ce qui est bon pour moi est bon pour les autres. » Cela saute aux yeux lorsqu'on se promène dans les villes suédoises et que, dans tous les bâtiments, de larges portes s'ouvrent automatiquement en appuyant sur un énorme bouton placé très bas. Un aspect pratique qu'apprécient tout autant les parents poussant un landau que les personnes chargées d'emplettes ou les plus âgés se déplaçant difficilement. Sait-on par ailleurs que le choix d'un emplacement en façade plutôt qu'à l'arrière des

boutons d'allumage des ordinateurs répond en fait à une demande formulée à l'origine par des handicapés ?

Le pasteur Jacqueline Hårdstedt représente assez bien cette transition d'une société dans laquelle on regardait les handicapés avec miséricorde à une société moderne où chacun revendique son droit à un accès égal, quelles que soient ses capacités physiques ou mentales. La vie ne lui ayant rien épargné, elle a pu suivre ces évolutions de près.

Toxicomane à quatorze ans, mère à quinze et poussée dans le vide du haut d'un balcon à vingt-neuf, Jacqueline passera le reste de sa vie dans un fauteuil roulant. Aujourd'hui, elle a cinquante-six ans et prêche la parole de Dieu au sein de l'Église de la Révélation dans la banlieue de Stockholm. Son extraordinaire parcours contient tous les ingrédients du courage et de la volonté d'acier qui souvent jalonnent la vie des handicapés dans nos sociétés. Or il s'agit là justement d'une description qui rendrait Jacqueline – et avec elle tant de handicapés – furieuse. Car cette femme aux cheveux roux et en pantalon de cuir n'a jamais cherché à être applaudie. Elle réclame simplement ce qu'elle considère comme son dû : le droit de vivre et d'exercer le métier de son choix en relation avec ses compétences.

Pour y parvenir, elle a dû briser le mur de la bienveillance hautaine de l'Église suédoise. Elle a été la première femme handicapée en Suède à être consacrée pasteur. Mais, lorsque sa hiérarchie a hésité à lui faire une place sous prétexte qu'elle était handicapée, elle a refusé cette attitude : « J'ai posé une question simple à l'évêque : si demain vous vous faites renverser par une voiture, entendez-vous démissionner sur-le-champ ? » Aujourd'hui, il suffit de quelques rampes pour qu'elle puisse pénétrer dans l'église en briques rouges et prêcher. Les fonts

baptismaux ont également dû être rabaissés et la chaire est située à l'endroit où est le pasteur : « Il n'est pas plus mal d'être au même niveau que les gens dans l'église, plutôt qu'au-dessus. En restant au sol vous les regardez dans les yeux », remarque-t-elle. Aujourd'hui, ce ministre n'hésite pas à contourner l'opposition de sa hiérarchie au mariage religieux *stricto sensu* des homosexuels en leur donnant une bénédiction. C'est sa façon à elle de militer pour tout ce que la Suède cherche à bâtir.

Pour les tâches de la vie quotidienne, Jacqueline Hårdstedt bénéficie de l'aide de deux assistants, dont elle est l'employeur. Ce système trouve son origine dans la loi dite de soutien et de service (LSS) de 1994. Il s'agit d'une loi à la fois extrêmement souple et ambitieuse. Une des mesures phares de cette loi est de faire de Jacqueline la patronne d'une sorte de PME à but non lucratif. Elle doit gérer les feuilles de paye de ses assistants, les recruter (ou les licencier) et s'occuper de la gestion qui en découle selon ses propres souhaits. Car personne d'autre qu'elle-même ne peut lui imposer qui ou quand il faut s'occuper d'elle. Du moins dans le cadre d'une enveloppe de vingt heures hebdomadaires qui lui sont accordées par la commune.

Patron ou patient ?

La loi de soutien et de service

La personne qui en bénéficie peut choisir de laisser la commune embaucher et évaluer ses besoins ou bien le faire elle-même. Les vingt premières heures sont à la charge de la collectivité locale et, s'il en faut davantage, c'est l'État qui intervient. La loi est couplée à un autre règlement qui impose aux services sociaux des communes d'œuvrer « pour que

les citoyens qui, pour des raisons physiques, psychiques ou autres, affrontent des difficultés significatives dans la vie courante, puissent participer à la communauté et vivre comme tous les autres ». Rien de moins, rien de plus. Cette loi s'appuie à son tour sur la déclaration des Nations unies de 1993.

Or, si pour de nombreux pays cette déclaration a vite été rangée sur l'étagère des belles intentions, le gouvernement suédois et, plus encore, les très influentes organisations de handicapés l'ont intégrée comme base de leur action. L'organisation STIL est de celles-là. C'est à la fois une sorte de coopérative professionnelle qui propose aussi bien l'aide d'un centre de gestion pour la comptabilité des aides humaines embauchées que des formations à la gestion. Elle joue à plein des possibilités offertes par la loi suédoise en prônant que les handicapés se rendent maîtres de leur propre sort : « Tant que quelqu'un d'autre est employeur, nous serons traités comme des objets de soins », stipule l'organisation dans son manifeste. La base de son action militante repose également sur le renversement des valeurs qui avaient cours jusqu'à une date récente : « Je ne peux pas prendre un bus ordinaire. Est-ce parce que j'ai eu la polio il y a trente ans ou parce que la région n'a pas acheté des bus qui fonctionnent pour tout le monde ? »

Hormis l'assistance, cela implique aussi l'aménagement d'un cadre de vie et notamment d'un habitat qui ne soit pas handicapant par sa conception. Ce dernier point a un coût. Dans le cas de Jacqueline Hårdstedt, qui a dû par exemple faire installer de nouveaux placards dans sa cuisine, la facture, entièrement à la charge de la collectivité, s'élève à 97 800 couronnes, soit plus de 10 000 euros. « Il s'agit de placards que je peux abaisser pour atteindre leur contenu et remonter à leur niveau

habituel le reste du temps, mais vous vous rendez compte du gâchis ! Pensez, s'ils avaient installé cela au moment où ils avaient conçu l'appartement ! Le coût aurait été minime ! » s'exclame-t-elle. Il n'est pas anodin que le gouvernement suédois fasse actuellement de grands efforts pour promouvoir le développement du *design for every body*, c'est-à-dire d'un design qui soit bénéfique aux personnes valides comme à celles qui sont handicapées. Plusieurs expositions ont sillonné la Suède, et même d'autres pays européens, à l'initiative des pouvoirs publics suédois. Le résultat peut souvent être assez ludique, comme ces deux lampes de chevet, « Swing », qui se trouvent accrochées à l'extrémité d'une barre en fer elle-même suspendue au plafond par un solide ressort. Ainsi, un enfant peut réaliser son vieux rêve de jouer à Tarzan accroché à la lampe tandis qu'un handicapé peut s'en servir non seulement pour s'éclairer, mais aussi pour l'aider à se lever de son lit ou de son fauteuil.

Mais c'est dans le milieu urbain que les véritables économies sont à faire : quelques kilos de goudron de plus ou de moins ne coûtent pas cher si l'approche de l'accessibilité pour tous est intégrée dès le départ.

Le prix de l'autonomie : une bonne affaire ?

Dans son bureau avec vue sur le canal de Karlsberg, Bengt Lindquist est peut-être la personne dans la capitale suédoise qui a le mieux mesuré le coût pour la collectivité de ne pas avoir, pendant longtemps, pris en considération les besoins de tous les citoyens. Cet ingénieur travaille depuis 1989 au sein d'une équipe d'une vingtaine de personnes qui reçoit les demandes de personnes affrontant des difficultés

durables pour accéder à l'autonomie nécessaire afin de pouvoir vivre chez elles.

Toujours selon les mêmes textes de loi, ces aménagements ne sont pas réservés à une catégorie spécifique de citoyens, qu'il s'agisse de handicapés ou de personnes âgées, mais tout simplement à quiconque nécessitant de quelques adaptations de son environnement pour vivre dignement à son domicile. Si la commune rechigne à le faire, elle est passible d'amendes, à l'instar de deux collectivités locales dans les environs de Stockholm qui, au printemps 2003, ont été condamnées par les tribunaux.

Ici, les services techniques de la commune de Stockholm aménagent un mini monte-charge pour gravir les sept ou huit marches qui séparent le rez-de-chaussée de l'ascenseur. Là ils remplacent une baignoire par une douche avec des poignées permettant de se tenir, agrémentée d'un banc pour s'asseoir. Les aménagements peuvent également prendre la forme d'un garage double pour fauteuils roulants installé à l'extérieur d'une maison ou d'un immeuble, afin de permettre à une personne handicapée de passer plus facilement de son fauteuil électrique à un siège manuel plus classique, souvent utilisé comme fauteuil d'intérieur. Le coût d'un tel garage est de l'ordre de 5 000 euros, mais il est entièrement gratuit pour son bénéficiaire. Ces mesures ont évidemment pour objectif principal de rendre la vie plus facile à des hommes et des femmes qui éprouvent des difficultés durables de motricité.

Il n'empêche que la collectivité – et donc les contribuables – y trouvent souvent leur compte : « Nous estimons qu'en l'espace d'un mois le réaménagement d'une salle de bains est déjà une bonne affaire pour la commune », affirme Bengt Lindquist. Le calcul est simple : un citoyen qui doit rester plus longtemps à l'hôpital ou en institution coûte cher à la

commune, qui, en Suède, a la charge budgétaire de ces soins. À cela il faut ajouter que plus une personne est autonome, moins elle a besoin d'heures d'assistance humaine. Cela explique aussi pourquoi les Suédois, qui ont un sens aigu de l'argent public, n'hésitent pas à dépenser 6 500 euros hors TVA pour un monte-charge dans un immeuble ou 1 000 euros hors TVA pour une télécommande d'ouverture de portes.

Penser accessibilité et non pas handicap

Tout comme les services techniques de la ville interviennent pour un handicap moteur, l'équipe de Bengt Lindquist peut assainir les installations électriques au domicile d'une personne souffrant d'une allergie électromagnétique : « Dans ces cas, nous arrachons souvent tous les fils et les remplaçons par des installations mieux isolées », raconte-t-il. Chaque année, entre 60 et 70 personnes bénéficient d'une telle intervention.

Au total, le budget de l'aménagement des immeubles au sein du service de Bengt Lindquist s'élève à 6,5 millions d'euros pour 6 500 cas traités par an dans une ville de la taille de Lyon. Est-ce énorme ? Pour poursuivre la comparaison, on peut dire qu'il s'agit d'un gros pourcentage du budget municipal de Lyon pour 2003, ou encore, selon le magazine *Lyon Mag*, la somme que cette ville dépense en affichage chaque année*.

Pourtant, les villes suédoises ne sont pas au bout

* *Lyon Mag*, octobre 2002. La rédaction estime les différents volets de la communication municipale à environ 50 millions d'euros, dont un dixième pour le poste affichage.

de leur frénésie d'aménagement. Dans un plan d'action national de 1999, le Parlement suédois a décidé que d'ici l'an 2010 l'accès à tous les transports publics ainsi qu'aux lieux publics devait être possible pour tout le monde. Le plan porte un nom évocateur : Du patient au citoyen *. Certaines dérogations pourront toutefois être accordées, notamment dans des immeubles classés monuments historiques.

Le chantier est immense. D'autant que le plan d'action souligne qu'une « accessibilité accrue n'est pas seulement une question de changement dans l'environnement physique. L'accessibilité est aussi une question de planification d'activités, comme à l'Éducation nationale, afin de la rendre également accessible à une personne dyslexique ou à une personne ayant des difficultés d'élocution ». Quant à la dyslexie, elle est déjà largement connue dans un pays où le roi en personne en souffre, de même que la princesse héritière Victoria. Malgré cela, il aura fallu attendre jusqu'à aujourd'hui pour que ce genre de problèmes soient inclus dans une réflexion sociale plus large.

*Demain : deux millions
de déambulateurs en France ?*

Le chantier très physique du projet « Du patient au citoyen » reste néanmoins important dans un pays où le gouvernement déplorait qu'en 1995 seulement 85 % des administrations avaient déclaré avoir

* *Från patient till medborgare. En nationell handlingsplan för handikappolitiken* (Du patient au citoyen. Un plan d'action national pour les handicapés), projet gouvernemental, 1999-2000, p. 79.

adapté leurs locaux aux besoins des personnes à mobilité réduite, des chiffres qui tombaient à 40 % pour les malentendants et à 20 % pour les mal-voyants*.

Depuis, les Suédois ont bien compris qu'un aménagement adéquat est moins une question de coût que de savoir. C'est pourquoi ils ont chargé un institut public, le Hjälpmedelsinstitutet (littéralement : l'institut des outils d'aide), de réfléchir, d'élaborer et de tester des méthodes d'aménagement allant des idées les plus simples aux solutions les plus perfectionnées. Le résultat est ensuite transmis à des partenaires tels que la Fédération du bâtiment, l'industrie, les centres d'aide locaux, et le grand public.

Les locaux mêmes du Hjälpmedelsinstitutet, situés dans la grande banlieue de Stockholm, sont une démonstration grandeur nature des possibilités d'aménagement d'un bâtiment construit dans les années 1950 afin de l'adapter à l'accueil de tous dans une société où un citoyen sur dix est atteint par une forme ou une autre de handicap. La salle de conférences est ainsi dotée d'un circuit auditif, les chaises ne sont pas fixées au sol et – détail important – le podium devant le public a été supprimé : « Il est désolant de voir que beaucoup de gens ne s'imaginent pas qu'une personne handicapée puisse aussi être un conférencier et pas seulement quelqu'un de cantonné dans le public », explique Barbro Richter, directrice du département information de l'institut.

À côté de la fonction de test et de validation de divers outils (plus de 7 000 au catalogue), cet institut sert également de centrale d'achats pour toutes les communes désirant s'équiper en matériel spécifique pour les handicapés. Cela a pour effet de limiter la

* *Ibid.*, p. 33.

bureaucratie lors des appels d'offres communautaires tout en donnant une puissance de négociation face au producteurs : « Cela nous permet d'avoir des prix très compétitifs en Suède, par rapport à d'autres pays », affirme Barbro Richter.

L'expertise d'une maison consiste à rendre plus facile la vie des handicapés avec des moyens dérisoires. Le tout est encore une fois d'y penser. Par exemple, peindre les cadres autour des portes pour mieux les distinguer pour un mal-voyant. Ou éviter de placer des plantes trop odorantes à l'entrée parce qu'elles pourraient provoquer des crises d'asthme. Ou ne pas mettre de carrelages foncés au sol chez une personne démente qui pourrait les prendre pour des gouffres et faire une crise de panique.

Certes, l'institut public y teste aussi du matériel sophistiqué comme la sonnette à la porte d'entrée qui fonctionne comme un visiophone relié à la télé. « Il est extraordinairement important pour la sécurité et pour l'intégrité d'une personne handicapée qu'elle puisse elle-même décider qui doit entrer ou non chez elle », affirme Kristina Millde dans le laboratoire Smart Lab de l'institut. Une des découvertes dont elle est la plus fière est pourtant une simple télécommande de la marque Philips qu'on trouve dans le commerce. Au lieu d'être couverte d'une dizaine de boutons minuscules, celle-ci en compte trois ou quatre, dont ceux réglant le niveau du volume : pour l'augmenter on appuie sur un bouton convexe et pour le baisser on appuie sur le bouton concave. « C'est génial dans sa simplicité. Vraiment parfait pour un mal-voyant... et pour moi-même », s'exclame Kristina Millde.

Ce jour-là, le Smart Lab reçoit la visite d'une douzaine d'employés du centre d'aide d'une ville du sud de la Suède. Une fois de retour chez eux, ils emmèneront ce genre d'idées pour les répandre

autour d'eux lorsque les handicapés viendront s'équiper dans leur centre.

Ces centrales locales d'outils d'aide jouent un rôle primordial dans la politique d'accessibilité en Suède. Ce sont par exemple des personnes âgées venant avec une ordonnance chercher le déambulateur qui leur sera prêté gratuitement. Cet appareil sert par la même occasion de caddie pour les courses et de fauteuil de repos pendant la promenade. Il en existe dans d'autres pays que la Suède, mais ce pays détient probablement le record mondial pour sa densité de Rullator. On les voit partout ! Et pour cause : il y en a 300 000 dans ce pays de 9 millions d'habitants. Transposé en France, cela donnerait 2 millions de Français (retraités pour la plupart) avançant en s'appuyant sur un déambulateur à quatre roues et avec des freins manuels.

Outre l'autonomie accrue que le prêt d'un tel appareil signifie pour le bénéficiaire, les Suédois le considèrent encore comme une dépense qui fait économiser de l'argent à l'État. Le calcul du Hjälpmedelinstitutet est le suivant : par exemple le coût des 18 000 opérations de la hanche suite à une chute représente annuellement quelque 400 millions d'euros pour la Sécurité sociale en Suède. Or, si seulement 0,5 % des utilisateurs d'un Rullator peuvent éviter, grâce à lui, une chute et une opération de la hanche, cela suffit à rééquilibrer la dépense engendrée par la totalité des utilisateurs de cet outil pendant une année.

De l'accessibilité et du tourisme

Le paysage urbain n'échappe pas à cette vague d'aménagements, bien que les Suédois eux-mêmes ne cessent d'en fustiger les insuffisances. Le touriste

qui atterrit dans la capitale sera immédiatement plongé dans ces conceptions. Dès le premier passage clouté, un tic-tic sonore lent, qui s'accélère lorsque le feu passe au vert pour les piétons, le mettra en situation. En général, le trottoir est abaissé au niveau de la chaussée sur une largeur d'environ un mètre, facilitant ainsi le passage des fauteuils roulants ou des landaus. Les poteaux vert foncé des feux sont par ailleurs marqués avec du ruban jaune réfléchissant pour les rendre plus visibles aux mal-voyants et aux automobilistes. Dans les stations de métro, les parents poussant des landaus ou un vélo peuvent également délaissier l'ascenseur pour monter sur les rampes qui sont toujours incrustées sur les escaliers y compris à l'extérieur. Il s'agit encore une fois d'un détail qui ne coûte guère plus que l'équivalent de quelques kilos de ciment supplémentaires lors de la construction d'un escalier. Il suffisait juste d'y penser.

Il n'est pas impossible que les Nordiques aient commencé à flairer un bon filon pour le tourisme de demain. Per Frykman, journaliste, conférencier et chef de projet dans une organisation de coordination d'associations de handicapés (HSO), explique que son organisation a été approchée par la Ville de Biarritz : « Comme un nombre croissant de stations balnéaires, Biarritz semble avoir réalisé que, pour attirer les riches retraités du baby-boom d'après-guerre, il faudra bien pouvoir offrir un cadre accueillant... et accessible ! » raconte cet homme qui souffre lui-même d'une parésie cérébrale. En clair, il est plus que probable que la concurrence entre les destinations touristiques se jouera aussi sur l'accessibilité des sites et lieux d'accueil du public. Pour les générations d'après-guerre, ce sera même un critère important lorsqu'elles auront à choisir leur lieu de vacances.

Ce n'est peut-être pas un hasard si c'est justement cette génération qui est aujourd'hui au pouvoir en Suède et qui a également décidé de rendre le pays nettement plus accessible pour 2010... lorsqu'ils partiront eux-mêmes à la retraite. Ceux qui étaient jeunes en 1968 ne se laisseront probablement pas traiter comme des colis simplement parce que leurs jambes commencent à fatiguer. Ni en Suède ni en France.

Faut-il rappeler, à l'instar de Serge Guérin dans une tribune publiée dans *Le Monde*, qu'en « 2040, 50 % de la population aura plus de cinquante ans. Au-delà de la démographie, les finances. Les seniors disposent d'un revenu annuel disponible de 150 milliards d'euros. Pour la première fois dans l'histoire récente, les plus âgés bénéficient d'un pouvoir d'achat supérieur (de 7 % environ) aux actifs. [...] Les seniors représentent le marché principal ou majeur pour de nombreux segments de produits et services (santé, immobilier, tourisme, produits financiers, automobiles, etc.) » ?

Or il s'agit d'une clientèle qui sera sûrement très regardante quant aux différents aménagements sur leurs lieux de villégiature, ne serait-ce que parce que la cataracte touche 40 % des plus de soixante-dix ans. La même part des plus de soixante-quinze ans a aujourd'hui des problèmes d'audition *. Négliger ces chiffres serait une erreur.

Fermez les institutions !

Les spécialistes du tourisme ne sont pas les seuls, en France, à s'intéresser aujourd'hui au modèle suédois en matière d'accessibilité des citoyens.

* *Le Monde* 2, 2 juin 2003.

Marie-Thérèse Boisseau, alors secrétaire d'État aux Personnes handicapées, s'est également rendue en Suède avant de finaliser son grand projet de loi. Depuis, Marie-Anne Montchamp a repris le flambeau à ce ministère. Dans cette démarche, les deux ont toujours bénéficié du plein soutien de Jacques Chirac. Ce dernier avait souligné, le 14 juillet 2002, que l'un des trois grands chantiers de son mandat était justement celui de l'intégration des handicapés dans la société française.

L'organisation et les conditions de vie des handicapés mentaux en Suède ont particulièrement retenu l'intérêt de la secrétaire d'État française. Dans ce domaine, les Nordiques sont très loin du système français, en partie fondé sur le travail des institutions, des associations et des asiles, en partie aussi sur les sacrifices consentis par les proches. En Suède, la situation est bien différente : « Ici, le dernier handicapé mental a quitté l'hôpital en l'an 2000, si ma mémoire est bonne », affirme Riita-Leena Karlsson, médiateur (*ombudsman*) des handicapés à Stockholm. Cette évolution ne date pas d'hier, mais elle s'est accélérée de manière irréversible avec la loi sur les services et les soutiens (LSS) de 1994.

Depuis, chaque handicapé vit dans un appartement privatif. Ces appartements sont ensuite souvent eux-mêmes regroupés (dans le cas des handicapés mentaux) dans des entités avec des espaces communs au sein d'un « logement de groupe ».

Mais il est toutefois important que chaque individu ait sa porte avec sa propre boîte aux lettres, sa cuisine et sa salle de bains avec douche. Il s'agit d'un pas énorme dans un pays où, à la fin des années 1960, les institutions spécialisées accueillait environ 14 000 personnes. Le fait de transférer toutes ces personnes vers une vie autonome, tout en leur

apportant l'assistance dont elles ont besoin, constitue une prouesse organisationnelle.

Elle ne s'est pas réalisée sans bavures. Nombre de personnes qui rôdent dans les rues ou dorment sur des bancs publics ont à un moment ou un autre effectué un séjour dans ces hôpitaux psychiatriques, aujourd'hui fermés par humanisme. Les pouvoirs publics affirment tout faire pour éviter ce genre de situation, mais ne peuvent pas non plus suivre à la trace les personnes que, précisément, ils disent vouloir rendre autonomes. De ce fait, l'expérience suédoise semble avoir atteint ses propres limites en voulant à tout prix rendre tout le monde libre de ses mouvements. Sur les 8 500 SDF recensés en Suède, on estime que près de huit sur dix souffrent de problèmes psychiatriques.

Une liberté parfois chèrement payée

Comme en France, ces problèmes sont souvent couplés avec une toxicomanie. Il semblerait que la loi sur le soutien et les services n'ait en aucune manière remédié à la situation de cette population de déshérités parmi les déshérités. C'est du moins ce qui ressort d'une étude réalisée par les services sociaux de la Ville de Stockholm et conduite sous la direction d'Ulla Beijer. Cette enquête fait suite à des études antérieures portant sur 82 cas qui avaient d'abord été analysés en 1996, puis à nouveau en 2003. Le bilan est plutôt sombre pour les SDF : « Ils avaient tous eu accès à "l'aide" de la société, et pourtant personne n'a vu leurs conditions de vie s'améliorer. Au contraire, celles-ci s'étaient même détériorées pour certains. Ils étaient 10 % de plus à souffrir de problèmes tant psychiques que de toxicomanie », explique Ulla Beijer dans *Svenska Dagbladet* du

30 mai 2003. Les aides existantes – cures de désintoxication, hébergement temporaire, soins ciblés à l'hôpital – étaient pensées comme des passages courts, palliant plus une situation temporaire qu'un état durable.

Au début de l'été 2003, les autorités suédoises ont d'ailleurs décidé de se pencher sur ce volet de leur politique pour étudier les raisons de ce qui paraissait aux yeux du public comme un dérapage du système. Une suite de faits divers impliquant justement ces malades psychiques ont ravivé le débat sur le thème « faut-il les enfermer ? ». Notamment après qu'un homme de cinquante ans se soit lancé dans un rodéo mortel avec une voiture sur une des rues piétonnes les plus fréquentées de la capitale. Aux policiers, l'homme expliqua avoir été téléguidé par des poursuivants.

Si ces faits divers ont inquiété la population suédoise, le meurtre, par un déséquilibré, de la ministre des Affaires étrangères Anna Lindh, en septembre 2003, fut un véritable électrochoc pour les Suédois. Avant de tuer à coups de couteau celle qui était censée devenir Premier ministre après Göran Persson, l'assassin avait cherché à se faire soigner auprès des institutions psychiatriques locales : en vain.

Des psychiatres désabusés n'ont pu que constater que, pour bénéficier d'une aide psychiatrique digne de ce nom, il était devenu pratiquement nécessaire de commettre ce genre d'actes atroces ou de faire une tentative de suicide.

La même semaine où toute la Suède s'interrogeait pour savoir si ce pays était allé trop loin dans sa politique de fermetures drastiques des hôpitaux psychiatriques au nom de l'humanisme et de la liberté individuelle, les psychiatres français tenaient leurs états généraux à Montpellier. Ils tentaient de

tirer la sonnette d'alarme, bien que la France se soit dotée d'un réseau de petites structures qui ressemblent justement à ce que de nombreux psychiatres suédois réclament. Mais, en France aussi, les restrictions budgétaires se travestissent petit à petit d'une forme d'humanisme : « Avant, on dénonçait les internements abusifs ; dorénavant, on peut vraiment parler d'externements abusifs », affirmait Alain Létuvié, du Syndicat national des psychologues, en juin 2003 dans *Le Monde*.

Aujourd'hui, on trouve pourtant peu de gens en Suède pour imaginer revenir à l'ancien système des asiles fermés. Néanmoins, il semblerait que la fermeture de ces derniers pose, par ricochet, deux nouveaux problèmes : celui de la liberté individuelle et celui des soins parallèles en matière de psychiatrie et de toxicomanie. En quelque sorte, l'ouverture des institutions de toutes sortes avait été imaginée et conçue pour « les handicapés » les plus faciles à insérer dans un milieu ordinaire : ceux qui ne sont ni drogués, ni spécialement violents ou malades.

L'autonomie pour tous

Pour ceux-là, la réforme de la LSS a avant tout pris la forme d'un immense changement psychologique, pour ne pas dire une révolution des mentalités. Sans parler de l'émotion. Kristian Julius travaille comme aide humaine dans les logements de groupe à Kruk-makargatan, dans le centre de Stockholm. Il se rappelle la semaine où les cinq locataires sont venus investir leurs nouveaux – et, pour quatre d'entre eux, leur premier – appartements. Si c'était un jour d'immense excitation pour les locataires, c'était aussi un grand moment d'émotion pour les parents de ces

derniers : « Il y avait là un couple de parents qui avait gardé leur enfant chez eux depuis qu'il était né. Les parents avaient plus de quatre-vingts ans. Vous vous rendez compte l'effet que cela a pu leur faire de découvrir une nouvelle vie, eux aussi, à quatre-vingts ans ? » se souvient Kristian Julius.

Les espaces communs de ce logement – un salon, une salle de télévision, la cuisine et le balcon – sont joliment décorés, donnant l'impression de sortir directement d'un catalogue Habitat... à tel point qu'un ministre d'un pays balte, en visite il y a quelque temps, a piqué une crise de colère en visitant ces locaux. Il estimait que c'était « une honte » qu'une personne handicapée ait le droit de vivre dans un tel confort...

Avec les cinq locataires, il y a 24 heures sur 24 au moins un assistant présent, malgré le fait que les locataires travaillent dans la journée – ou participent à des activités : « Dans l'objectif de faire des économies, la commune avait voulu supprimer la présence d'un assistant dans la journée. Mais cette solution s'est révélée plus onéreuse encore, puisqu'il a fallu faire venir des assistants pendant des heures supplémentaires lorsqu'un locataire était malade ou devait rester à la maison pour une autre raison », explique Kristian Julius. De plus, ses collègues et lui sont censés s'occuper du ménage, de l'administration et des rapports aux familles. Et surtout être là, tout simplement. Comme ce midi, lorsque Petronella, une femme d'environ trente-cinq ans, sort tout à coup de son appartement pour montrer à Kristian Julius un dessin. Le dessin aux traits d'enfant montre son père dans un cercueil avec des fleurs, elle-même debout à côté, dessinée sans bras. Depuis quelques semaines, Petronella est en deuil et maintenant elle veut un câlin.

Aujourd'hui, elle va déjeuner avec sa sœur dans la

pizzeria d'à côté. Le soir venu, ce sera à son tour de faire à manger pour les autres. « Riz et poulet », explique-t-elle. Les assistants n'ont que le week-end pour décider du menu. « Le piège avec ce système serait de reconstituer la vie en institution. Il serait très facile de tuer leur nouvelle liberté dans l'œuf », pense Kristian Julius. Ainsi, Petronella a naturellement participé aux courses, auxquelles elle contribue financièrement avec l'argent de ces allocations. « C'est aussi notre volonté que ces locataires doivent être vus le plus possible dans le quartier », affirme Kristian Julius.

C'est ainsi qu'Ulf, qui vit avec un syndrome de Downs, promet de nous faire visiter son appartement une fois qu'il aura posté une lettre. De retour, vingt minutes plus tard, il ouvre sa porte et montre fièrement un petit deux pièces avec kitchenette et une salle de bains. Sur les murs se trouvent les drapeaux jaune et noir de l'équipe de foot locale. Avec un large sourire, il raconte qu'hier, lorsque l'envie lui a pris, il est allé les regarder au stade. De toute manière, plus personne ne peut être mis sous tutelle en Suède et Ulf est donc libre de dépenser son argent comme il l'entend. À la place des tuteurs, il existe simplement un système avec des conseillers ou superviseurs, sans pouvoir absolu.

Il n'est pas toujours aisé d'installer un groupe de personnes différentes des autres dans un quartier. Comme ailleurs, les attitudes résumées par la formule anglo-saxonne NIMBY (*Not In My Back Yard*, autrement dit : « D'accord sur le principe, mais pas chez moi ») se rencontrent aussi en Suède.

Riita-Leena Karlsson, médiatrice des handicapés de la ville de Stockholm, l'a bien éprouvé. Mais aujourd'hui elle commence à être rodée : « En règle générale, ce genre de protestations est inévitable. C'est pourquoi il est essentiel de bien expliquer aux

résidents d'un quartier ou d'un immeuble de quoi il s'agit réellement et de les laisser rencontrer les nouveaux locataires avant qu'ils emménagent. Pour la plupart, ces handicapés sont des gens pleins de bonhomie... Mais ce serait aussi faire preuve d'une certaine forme d'ostracisme de la part des voisins que de ne pas oser signaler le mauvais comportement de quelqu'un, qu'il fasse trop de bruit en écoutant sa musique ou pour toute autre raison. » Pour preuve de la sagesse des handicapés, la médiatrice cite les soirées clubbing à la Fryshuset : deux fois par mois, 600 à 700 handicapés se réunissent pour danser, draguer et faire la fête... sans que cela finisse dans une orgie d'alcool – ce qui est souvent le cas pour d'autres Suédois, pas toujours très valides, arrivés le vendredi soir.

Cette médiatrice faisait partie des personnes que Marie-Thérèse Boisseau a tenu à rencontrer lors de son voyage d'étude en Suède. Riita-Leena Karlsson s'en souvient très bien. La ministre lui a expliqué que la France n'allait pas créer de nouvelles places, mais gérer différemment celles qui existent. « Mais, si j'ai bien compris, cette démarche n'est pas forcément un pas en arrière. C'est simplement nécessaire pour plus d'humanité étant donné la situation en France. Apparemment les Français partent de plus loin. Il semblerait qu'il règne là-bas des conditions moyenâgeuses pour les handicapés. Par conséquent, il faut peut-être en passer par là avant de leur rendre leur liberté. »

Une Française exilée en Suède

Mais certains pensent que le modèle suédois en matière d'intégration des handicapés peut aussi être victime de sa trop grande générosité, bien que

personne n'oserait le dire. Pour entendre un tel propos – blasphématoire en Suède –, il faut se tourner vers les handicapés eux-mêmes. Du moins, vers certains. La Française Gisèle Caumont est de ceux-là. Cette orthophoniste à la retraite a été présentée à plusieurs reprises dans les médias comme la Française partie s'exiler en Suède pour éviter le triste sort qu'une retraite en France lui réservait en tant que handicapée en fauteuil roulant.

L'histoire de sa vie passée à Paris est effectivement poignante, parsemée d'obstacles physiques et financiers sans fin, ballottée entre l'administration et la dureté d'une ville où, par exemple, des infirmiers lui imposaient la toilette aux heures qui les arrangeaient eux. Lorsqu'ils partaient en vacances, Gisèle Caumont devait trouver des solutions de remplacement coûteuses pour pouvoir rester propre et digne.

Au lieu de terminer sa vie dans une institution en France, elle a préféré faire ses valises et vit aujourd'hui dans la petite ville de Mora, en Dalécarlie, dans le centre de la Suède. Ici, elle bénéficie de toutes les attentions qu'impose la loi suédoise. Les services sociaux viennent d'ajouter aux autres aménagements une télécommande pour l'ouverture de la porte extérieure de son appartement. Gisèle, qui a appris la langue suédoise, commence enfin à s'engager politiquement, un vieux désir que les partis politiques français ne lui ont jamais permis de réaliser.

« *Faire le handicapé* »

Et pourtant ! Ses propos sont tout aussi intéressants quand elle parle des handicapés suédois que lorsqu'elle évoque les failles du système français : « Il faut voir la culture de chaque pays et ses traditions

sans dire que cela est mieux ou pis. Si je peux me permettre d'être critique vis-à-vis de la politique des handicapés en Suède, je dirais qu'il est assez facile ici de mettre les handicapés en préretraite. Je connais assez peu de handicapés en Suède qui travaillent à temps plein comme j'ai pu travailler – et comme d'autres handicapés travaillent – en France. Pour les Français, l'intégration passe beaucoup par la vie professionnelle. D'ailleurs, comme il faut que nous payions nous-mêmes une partie de l'assistance, c'est plus intéressant lorsque nous avons un salaire, sinon je ne sais pas comment nous ferions. Si en France nous devons probablement travailler trop dur et si l'on est épuisé, à l'inverse il n'y a peut-être pas assez d'incitation en Suède. » En tant qu'orthophoniste à Paris, elle gagnait environ 2 000 euros brut, dont près la moitié servait à payer son assistance.

Journaliste à HSO, l'organisation de coordination des organismes pour handicapés, Per Frykman partage l'avis de Gisèle : « Il est tellement plus facile de céder au statut d'assisté, de “faire le handicapé” plutôt que de vivre aux mêmes conditions que les autres. » Selon lui, il est grand temps que les handicapés suédois cessent de se penser victimes si un jour ils veulent s'en sortir. Car personne ne le fera à leur place. Aujourd'hui, ils sont beaucoup trop nombreux à négliger les possibilités de formation et d'études.

En plus, cette attitude ne fait qu'alimenter une certaine image du handicapé dans les médias. En tant que journaliste, Per Frykman sait de quoi il parle : « Il est trop souvent question des vieux clichés du style “malgré son handicap” et “avec beaucoup de courage, Monsieur X a réussi à...” C'est humiliant à la fin. » Mais le désir de changer les choses existe aussi chez les journalistes en Suède. Ainsi, Per Frykman assure aujourd'hui des formations au sein de plusieurs rédactions de la presse écrite aussi bien

qu'à la radio ou à l'école de journalisme de Göteborg. Il peut s'agir de choses aussi simples que de leur rappeler qu'un journaliste se doit aussi de poser des questions critiques aux handicapés. Ne pas le faire reviendrait à les considérer comme des enfants.

Cette attitude de non-dit rappelle fortement celle que la société a longtemps réservée aux handicapés en ce qui concerne leur sexualité.

La sexualité des handicapés

Selon l'enquête française « Handicap, incapacité, dépendance » (HID), seulement un handicapé mental sur cinq vivant en institution déclare « avoir actuellement une relation sexuelle », alors que c'est le cas de plus de huit personnes sur dix dans le reste de la population *. Selon les auteurs de l'enquête, Alain Giami et Patrick de Colomby, ces institutions « tolèrent implicitement la masturbation et les relations homosexuelles, plutôt sous forme de jeux érotiques, d'attouchements ou de fellations que de sodomie ».

Avec difficulté, ces questions arrivent progressivement sur la place publique, poussées en avant par la souffrance des handicapés et la recherche de conseils de la part d'un entourage souvent aussi gêné que peiné.

La Suède possède une longue tradition d'ouverture dans le débat sur la sexualité. Celui qui concerne la sexualité des handicapés a quitté le monde feutré des colloques médicaux à la fin des années 1980. Cette question a d'abord été mise en avant par des accidentés de la route ou de la plongée sous-marine. Pourtant en ce qui concerne l'épanouissement des

* « La sexualité des handicapés sort difficilement de la clandestinité », *Le Monde*, 23 octobre 2002, p. 10.

handicapés mentaux, le pays a connu une longue période de mépris, voire d'atteinte à leur intégrité, comme l'a révélé l'affaire de la stérilisation de dizaines de milliers d'entre eux entre 1930 et 1975.

Rien d'enviable en somme, plutôt une tache sombre dans l'édification du modèle suédois. Mais cette fois-ci l'approche était animée par beaucoup plus d'humanité.

Les mal-voyants et le flirt

Il est vrai que la fermeture des institutions dans les années 1990 et la vie en appartement qui en a découlé n'a pas seulement facilité la vie intime des handicapés. Cette réforme portait en elle-même les questions d'intégrité, de respect de la vie privée et l'affirmation que toute vie normale doit être possible jusqu'à preuve du contraire.

« Je dois admettre que la situation s'est tout de même considérablement améliorée depuis quelque temps », affirme Pia Höjeberg, une sage-femme qui informe les jeunes dans un des nombreux accueils de jeunes (*Ungdomsmottagningar*) que compte la Suède. Ce sont des centres d'information, de dialogue et d'écoute sur la sexualité. Si Pia Höjeberg se sent particulièrement attentive à la place de ces questions dans son milieu professionnel, c'est aussi parce qu'elle a une fille adolescente qui vit avec une déficience mentale. Comme toutes les jeunes filles, elle se pose des questions en grandissant. Et comme pour tous les parents, ces sujets peuvent être plus ou moins aisés à évoquer : « Il faut aborder les questions une à une au fil du temps, comme elles viennent. C'est exactement comme pour tout le monde », affirme Pia Höjeberg avec une voix posée.

Ces centres pour jeunes reçoivent régulièrement

la visite de classes scolaires. La venue de classes spéciales constitue aussi une excellente occasion pour aborder de manière concrète et minutieuse avec les jeunes handicapés les questions de sexualité. Cela demande simplement un peu plus de temps avec les handicapés mentaux : « J'ai pour habitude de me servir d'une poupée », raconte-t-elle.

Tout n'est pas rose pourtant pour les handicapés : « "Tu dois être heureux d'être en vie !" C'est toujours ce commentaire qu'on peut entendre de la part d'un médecin lorsqu'un patient paralysé s'inquiète des possibilités qu'il aura de faire l'amour », fulmine Maria Andersson, qui travaille sur ces questions au sein de la RFSU (*Riksförbundet för sexuell upplysning*), la fondation d'État chargée d'informer les citoyens sur la sexualité sous toutes ses formes. Par le biais d'Internet, la RFSU a mis en place un réseau de contacts et de sources d'information sur la sexualité des handicapés : films, littérature, articles de presse.

Le combat est permanent. La preuve par le Viagra. La fameuse pilule stimulant l'érection n'est, dans la pratique, pas remboursée aux handicapés suédois, même si les décrets parlent de « circonstances particulières » pour l'obtenir gratuitement. Pourtant, il est aujourd'hui connu que la frustration sexuelle peut aussi être à l'origine de bon nombre de comportements autodestructeurs parmi les handicapés. Reconnaître la sexualité d'une personne permet de lui apprendre à vivre avec son corps et de le valoriser, tout comme sa personne.

Il existe en Suède une entreprise à capitaux publics, l'Etac, qui conçoit des appareils pour simplifier la vie des handicapés. Parmi ses articles, on trouve par exemple un vibromasseur coulé dans une sorte de coussin en caoutchouc. L'explication tient au fait qu'une personne handicapée qui tremble des

mains doit être capable de le maintenir en place avec ses jambes.

« Comment un mal-voyant peut-il faire pour flirter, par exemple ? Nous avons tous besoin de plus d'informations les uns sur les autres », affirme Maria Andersson. Il est ainsi apparu que les pièces de théâtre constituaient un excellent moyen pour aborder ces questions.

L'effort pour se mettre à la place de ceux qui n'ont pas les mêmes possibilités se doit d'être perceptible dans l'élaboration de ce genre de produits.

Traiter de la sexualité avec les handicapés renvoie toujours à la question de l'intégrité. À la fois pour les handicapés et pour les autres. C'est ce que traduisent notamment deux films sur les techniques de masturbation tournés en 1997 à l'intention des handicapés mentaux et subventionnés par les pouvoirs publics. Entre autres, il s'agissait d'apprendre aux handicapés à se retirer dans leur chambre pour se masturber et à ne pas le faire devant la caisse au supermarché.

Les paralysés et l'orgasme

Vers la fin des années 1990, Kommunalarbetarförbundet, le puissant syndicat des auxiliaires de vie et des employés intervenant comme aides humaines, s'est mobilisé sur la question de la sexualité. Parmi leurs adhérents, il y avait une grande demande d'information, de formation ou simplement un désir de poser ces questions délicates sur la place publique. Des questions qu'ils étaient pourtant les premiers à affronter dans leur travail.

Faut-il aider les handicapés à acheter des poupées gonflables, des vibromasseurs, des films pornographiques ? Et que faire lorsque la personne qu'on doit

laver a une érection ? Autant de questions que ces professionnels doivent affronter au quotidien : « Celui qui a une déficience doit aussi avoir le courage de demander de l'aide dans ces démarches », affirmait en 1999 dans *Kommnularbetaren* Annika Hildebrand, spécialiste de ces sujets en tant qu'ergothérapeute spécialisé dans ce domaine, avec plusieurs rapports à son actif.

Pour elle, il est essentiel qu'une aide humaine ne fasse jamais rien contre sa propre volonté. Mais, pour le reste, il y a rarement des réponses claires pour faire le tri entre l'acceptable et le tabou. Parmi ses conseils aux aides à domicile qui viennent la voir, elle préconise ce discours : « En tant qu'employé(e), je pourrais aider une femme ou un homme à obtenir une satisfaction sexuelle. Le fait que quelqu'un d'autre ne puisse ou ne veuille pas le faire n'implique pas que j'aie raison ou que quelqu'un d'autre ait tort ».

Pour leur part, les scientifiques suédois tentent de découvrir ce qui rend possible un orgasme chez des paralyés. Nombreux sont ceux qui témoignent aujourd'hui de sensations qui rappellent un orgasme « normal ». Pour schématiser, on peut dire que lorsque le chemin qui conduit habituellement le signal du cerveau vers les organes sexuels est coupé quelque part au niveau de la colonne vertébrale, il semble pouvoir se diriger ailleurs, vers d'autres centres érogènes du corps. « Il s'agit souvent de la zone autour du cou et de l'oreille. Ces zones peuvent être stimulées, pourquoi pas avec un vibromasseur, et entraînées à éprouver quelque chose qui ressemble à un orgasme », affirme Annika Hildebrand. Le sexe doit en même temps être sans cesse stimulé, au risque de perdre de sa vigueur ou de son humidité.

*Recours aux prostituées :
les cas danois et hollandais*

Il y a un pas que les Suédois ont décidé, par la loi, de ne pas franchir : le recours direct à la prostitution. Depuis 1999 et la fameuse loi dite « sur la paix des femmes », l'achat de services sexuels est criminalisé en Suède. Annika Hildebrand raconte pourtant que durant sa carrière elle a été confrontée à des situations où une personne – parfois en très grande détresse – demandait à acheter des services sexuels. Il s'agissait alors pour son assistant de dialoguer avec la personne pour laquelle il ou elle est censé(e) être le prolongement de sa volonté et de son corps. Parfois, d'autres solutions – masturbation ou sorties dans des lieux de rencontre – pouvaient constituer une solution. D'autres fois, la personne handicapée insistait pour publier une annonce dans un journal et demandait de l'aide afin de rédiger ladite annonce...

Aux Pays-Bas, certaines collectivités locales subventionnent des entreprises comme SAR (la fondation pour des relations alternatives) qui louent les services de « samaritains sexuels ». Ces hommes et ces femmes donnent leur corps pour satisfaire sexuellement des handicapés en échange d'une petite centaine d'euros. SAR a été fondée en 1982 et fonctionne surtout grâce à des subventions et des dons. Elle propose ses services aux hommes comme aux femmes, hétérosexuels comme homosexuels.

Plus près de la Suède, au Danemark, le même débat a pris une autre tournure lorsque le Parlement devait voter une loi autorisant le personnel soignant à aider les handicapés dans leurs démarches pour trouver une personne prostituée, voire se servir de ce personnel comme soutien dans l'accomplissement des actes. Seuls les représentants du parti populaire chrétien ont fulminé à l'époque en

demandant si l'État devait également aider les « moches » dans leur recherche de prostitués.

Un voyeurisme nécessaire

En Suède, l'État préfère subventionner une production littéraire, par exemple avec la fondation Lättläst qui est spécialisée dans les livres et journaux écrits dans un langage extrêmement simple à comprendre, ou bien accessible par cassette ou CD.

Chez Lättläst, on trouve des livres comme *Limonade et Pilule* ou *Amour au centre de jour* *, l'histoire de deux handicapés mentaux, Lasse et Lena, qui doivent surmonter la mauvaise volonté ou la franche résistance des aides humaines et des parents lorsqu'ils ont commencé à faire l'amour et à vouloir vivre ensemble. L'amour finira évidemment par tout vaincre.

Mais pour que des handicapés comme eux le fassent également dans la vraie vie, cela suppose aussi une solide formation technique des conseillers et du personnel médical. Car les problèmes posés ne sont pas évidents. Il peut s'agir de questions portant par exemple sur les interactions entre l'épilepsie et l'acte sexuel, la possibilité d'avoir un orgasme lors d'une pénétration profonde même pour des femmes paralysées, le déplacement des zones érogènes ou simplement la connaissance des associations médicamenteuses avec la pilule. Le réflexe de congeler le sperme d'un accidenté en cas d'hospitalisation est un acte simple à réaliser et qui, pour le patient, peut avoir des conséquences positives, puisque, même paralysé, il lui serait alors permis d'avoir un enfant.

* Thomas Dömstedt, *Kärlek på dagcenter*, éditions Lättläst 2001.

Les différentes expériences menées dans les pays nordiques ont un dénominateur commun : elles démontrent que cette problématique ne pourra jamais être bien prise en compte par les assistants, le personnel médical et les autres spécialistes tant que la sexualité des handicapés ne sera pas d'abord reconnue par le grand public. Cela demande avant tout beaucoup de courage de la part des premiers concernés eux-mêmes.

Un pas dans cette direction a été franchi, puisque des handicapés se déplacent dans les écoles pour discuter de leurs désirs et de leurs attentes avec des lycéens, ou viennent raconter leur détresse quand ils sont considérés par quelque séducteur méprisant comme des bizarreries à inscrire à son tableau de chasse. Mais aussi lorsque des handicapés racontent leur vie sexuelle à la télé.

On peut considérer que le téléspectateur suédois verse dans le voyeurisme lorsque, dans une émission télévisée diffusée en mars 2003 sur la 5^e chaîne suédoise, il apprend comment un amant de Veronica, jeune handicapée de vingt-quatre ans, a été catapulté hors du lit et projeté contre le mur au moment où les jambes de Veronica se sont brusquement contractées. Aujourd'hui, c'est à son nouveau compagnon d'essuyer quelques hématomes de temps à autre lorsqu'un bras part de manière incontrôlée. On peut également penser que deux handicapés qui discutent en public des avantages de laisser la femme dans le fauteuil roulant pendant l'acte sexuel ne fait pas avancer la science ou la recherche. Mais ce genre de témoignages a l'immense mérite d'éviter à tout un pan de la population le pire des mépris : celui de l'invisibilité.

Chapitre VIII

Environnement : y a-t-il une vie après le catastrophisme ?

Un bus propre par-ci, une piste cyclable par-là, l'écologie de demain ne peut à l'évidence se résumer à quelques initiatives plus ou moins tape-à-l'œil.

À la lueur de ce qui se fait jour dans les pays scandinaves, l'écologie ne s'écrit plus en pointillé, au gré de manifestations symboliques et de bonnes actions rassurantes. Au nord de l'Europe, elle n'est plus une vertu, mais une partie intégrée de la vie quotidienne. Dans ces pays qui ont pris une longueur d'avance en la matière, elle s'apparente à une recherche permanente de solutions économiquement viables. Dans l'absolu, elle s'impose même comme une évidence, presque une banalité, et l'idée ne souffre plus la discussion. Le catastrophisme qui imprègne si souvent les discours écologistes dans d'autres pays n'a plus vraiment cours ici. Cette approche est en voie de disparition en Suède, où elle cède progressivement la place à un optimisme évangélique.

Cette approche missionnaire transparait d'ailleurs dans une déclaration de Göran Persson au lendemain de sa reconduction au poste de Premier ministre. À l'automne 2002, il assurait tranquillement devant le Parlement que la Suède n'allait pas se contenter d'être précurseur en matière de

développement durable. L'objectif était désormais que l'actuelle génération aux commandes transmette à la génération suivante une Suède où « tous les grands problèmes environnementaux sont résolus ».

Les Français, à la différence des Suédois, le savent bien : les promesses n'engagent que ceux qui y croient. Il est toutefois intéressant de noter ce changement de ton. Les questions qui touchent à l'environnement ne se résument plus à un amas ennuyeux et apocalyptique de gaz toxiques, de cancers en devenir et d'engrais déjà déposés dans l'assiette du consommateur. L'écologie en Suède est devenue une manière de vivre et de travailler plus respectueuse et plus rationnelle.

Une manière de vivre qui risque fort d'être contagieuse, et cela pour au moins deux raisons.

Si les considérations environnementales progressent, c'est d'abord parce qu'elles rejoignent les préoccupations de citoyens assoiffés d'une meilleure qualité de vie. Le fait que les Suédois puissent se baigner devant l'hôtel de ville de leur capitale, ou bien y pêcher des poissons parfaitement comestibles, est à leurs yeux non pas un luxe, mais une exigence démocratique. Ne pas prendre en compte ces aspirations des électeurs serait politiquement suicidaire dans un pays où les Verts n'ont aucunement le monopole des questions environnementales.

La deuxième raison tient à l'économie. D'une part, il y a évidemment une « prime au pionnier » en matière d'écologie, avec les bénéfices que cela suppose, ne serait-ce qu'en termes d'image de marque. Mais s'agissant des entreprises suédoises, cette étape appartient déjà au passé. Il serait en effet aujourd'hui plus adéquat de parler de l'attribution d'un malus à celui qui n'essaye pas de faire son maximum pour respecter l'environnement. Par

rapport à son produit national brut, la Suède comptabilise, selon le *Svenska Dagbladet* du 31 août 2002, le plus grand nombre d'entreprises écologiquement certifiées et le plus grand nombre de sociétés classées au titre du développement durable à la bourse de New York. Pour les sociétés suédoises, ce résultat ne s'explique pas par un quelconque esprit de bienfaisance, mais tout simplement par le fait que les questions de développement durable font partie de leurs stratégies à long terme. Un tiers des directeurs chargés de l'environnement siègent au sein du comité exécutif de leur entreprise *. À la lecture des indicateurs conjoncturels, cet état de fait n'a guère pénalisé l'économie du pays par rapport à celle de ses voisins en Europe. Bien au contraire.

Les verts secrets d'une réussite

L'économie suédoise s'offre même comme un terreau extraordinairement fertile pour la philosophie du développement durable. Dans ce contexte, il n'est pas saugrenu de relever le dénominateur commun de presque toutes les grandes réussites entrepreneuriales, que ce soit le vestimentaire H&M, le vendeur de meubles Ikea ou le spécialiste d'emballage Tetra Brik. Leurs succès respectifs sont en grande partie dus à un sens aigu, presque maniaque, de la logistique. Une organisation lissée à la perfection. Or la chasse au gaspillage ainsi qu'une aptitude à anticiper les cycles économiques sont d'abord une affaire de logistique.

Est-ce un hasard si les Néerlandais, autre peuple

* Claes Sjöberg, Eva Bingel, Charlotte Sjöquist, « Från defensiva till proaktiva. Företag och hållbar tillväxt », *Svenskt Näringsliv*, 2002.

particulièrement sensible à l'écologie, comptent également parmi eux un nombre impressionnant de logisticiens ultraperformants, au grand dam des routiers français confrontés à cette concurrence ?

Les traductions concrètes de cette vision écologique de l'économie – ou économique de l'écologie – ne manquent pas en Suède. Il est fort à parier qu'elles s'appliqueront tôt ou tard en France, ne serait-ce que par instinct de survie économique ou par sens politique de l'opportunité.

Dans la version scandinave de cette approche, le chantier de Hammarby Sjöstad, aux portes de Stockholm, constitue un parfait exemple. Ce projet immobilier est le plus vaste chantier du moment en Suède. Une myriade d'entreprises y construisent actuellement un million de mètres carrés d'habitations et de bureaux pour accueillir à terme 30 000 personnes. Si le Comité international olympique n'en avait pas décidé autrement pour 2004, c'est ici que se serait élevé le village olympique, dans cette zone qui correspond en quelque sorte aux Docklands de Stockholm.

Or ce vaste chantier est aussi un condensé du savoir-faire scandinave en matière d'écologie moderne. Par exemple, pour limiter les nuisances infligées aux premiers habitants du quartier en matière de bruit et de pollution liés au va-et-vient constant des camions desservant les différents chantiers, un centre logistique a été établi à l'extérieur de la nouvelle ville. Les camions des divers fournisseurs se voient donc tous priés de décharger au même endroit, à l'entrée de la zone, et non pas sur le lieu de chaque chantier. Certaines entreprises y étaient opposées au début, craignant que cette mesure environnementale n'induisse quelque surcoût. C'est finalement l'inverse qui s'est produit : les différentes entreprises ont pu mieux gérer le flux des matériaux

en évitant une arrivée anarchique, irrégulière et donc polluante. « Nous économisons 900 litres de diesel par jour avec ce système ! » prétend le responsable du centre de coordination et d'information, la GlashusEtt.

La mesure est en tout cas appréciée par Håkan et Marie Eriksson, un jeune couple qui vient d'emménager dans un appartement du quartier avec une jolie vue, d'un côté sur le canal, et de l'autre sur la partie boisée du domaine. Ce petit bois qui monte sur une colline au milieu des habitations a été préservé comme une sorte de poumon vert pour les habitants et comme un grand terrain de jeu pour les enfants.

Des trottoirs pour animaux sauvages

C'est peut-être une particularité suédoise : ici, la nature sauvage est en général plus appréciée que le plus beau des parcs aménagés. Ainsi, Håkan Eriksson énumère avec enthousiasme les noms des insectes rares qui y trouvent refuge. D'autres animaux à quatre pattes peuvent également pénétrer sur le domaine à partir des forêts environnantes. Cela est rendu possible grâce aux « écoducs » que les urbanistes ont pensé à aménager dès la conception du site. Concrètement, un écoduc correspond à un passage herboré et aménagé avec quelques buissons qui longent les escaliers et les passages asphaltés traversant les voies routières : une sorte de trottoir pour animaux sauvages ! C'est un peu comme si on aménageait un pont herboré pour relier le bois de Boulogne au centre de Paris par-dessus le périphérique. Si toutefois il y avait eu des espaces verts pour accueillir les animaux dans la capitale française ! Les habitants de Stockholm n'ont toujours pas oublié ce

jour du mois de mai 2001 où un loup s'était égaré dans le centre-ville... Que des élans s'aventurent dans les faubourgs de la ville est, en revanche, devenu plus banal.

À Hammarby Sjöstad, même les poissons ont eu droit à leurs passages VIP grâce à une passe aménagée à côté des écluses du canal pour qu'ils puissent eux aussi remonter le cours d'eau. Les bipèdes humains n'ont pas été oubliés non plus quand il s'est agi de bâtir les murs et les escaliers de leurs habitations : tous les matériaux ont été choisis en fonction de leur caractère biodégradable. Le bois, le verre et le carrelage sont privilégiés, tandis que le cuivre et les plastiques du type PVC ont été bannis des canalisations. Le nombre de parkings est également limité. L'idée est de mettre l'accent sur les transports collectifs, notamment le tramway, dont les aménagements verdoyants, selon *Arkitektur*, la grande revue d'architecture locale, sont directement inspirés de la ligne aménagée à Bobigny, au nord de Paris, par le cabinet de paysagistes Alexandre Chemetoff.

Le tri infernal

Pour une personne habituée à vivre à la française, avec son lot de nonchalance, la vie quotidienne à l'intérieur de ces triples vitrages ressemble à un enfer. Il suffit par exemple d'ouvrir le placard sous l'évier chez les Eriksson. On y trouve des poubelles partout ! Dans un sac spécialement biodégradable se trouvent les déchets, eux aussi biodégradables. Ceux-ci reviennent d'ailleurs plus tard dans la maison sous forme de chauffage au biogaz, acheminé depuis la centrale toute proche ! À côté des épiluchures de pommes de terre et d'autres restes de boulettes de viande et de marc de café se trouve la

poubelle contenant tout ce qui peut brûler. Cette poubelle doit à son tour partager le petit espace sous l'évier avec le seau réservé aux déchets métalliques, boîtes de conserve ou films d'aluminium. Les quelques bouteilles qui se trouvent au milieu de tout cela n'ont pas encore été rangées. Là encore, il faudra que les Eriksson fassent le tri entre ce qui est en verre coloré et ce qui est en verre transparent. Ces bouteilles seront de toute façon descendues plus tard, en même temps que les journaux (qui n'ont pas à être mélangés aux cartons).

En bas de l'immeuble se dressent quatre tuyaux d'environ 50 centimètres de diamètre chacun pour les poubelles quotidiennes. Ils ressemblent à des périscopes qui surgissent de l'asphalte, chacun avec une couleur différente sur leur petit couvercle, deux tubes gris pour les déchets combustibles, un bleu pour les journaux et un autre, vert, pour le compost. Ces « périscopes » rappellent que la Suède a, depuis plus de quarante ans, une tradition bien établie qui consiste à enfouir, parallèlement aux égouts, tout un réseau de tubes permettant de collecter les déchets des centres-ville par voie pneumatique. Grâce à un savant système d'aération et de pression, les ordures sont littéralement aspirées à près de 100 kilomètres/heure et expédiées en direction de centrales de déchets ou vers des stations de collecte parfois situées à plusieurs kilomètres. Là, elles peuvent être récupérées par des camions qui se « branchent » sur les tuyaux avec des sortes de ventouses permettant de maintenir hermétique le réseau.

Ces tubes ont été installés pour la première fois en 1961 dans un hôpital à Sollefteå en Suède. Aujourd'hui, ils commencent à se répandre dans une douzaine de pays, attirés par l'aspect silencieux (pas de camions), inodore et écologique du système. Dernièrement, c'est la ville de Séville qui s'en est

équipée avec l'appui financier de Bruxelles. Hong Kong, le village olympique de Barcelone et bien d'autres cités ont elles aussi adopté récemment ce concept d'évacuation pneumatique et souterraine des poubelles. Quand viendra le tour des Français ? Paris a fermé son réseau de transmission pneumatique de messages, mais le bruit des camions poubelles au petit matin et le doux parfum des déchets exposés à la chaleur estivale dans les centres-ville ne pourraient-ils pas un jour pousser à réhabiliter cette technique ?

Revenons à Hammarby Sjöstad. Celui qui pensait que le tri s'arrêtait pour les habitants de ce quartier aux quatre ou cinq poubelles rangées sous l'évier, se trompait lourdement. Car dans la vie cyclique le tri semble sans fin ! Dans chaque immeuble de Hammarby Sjöstad (comme dans tant d'autres immeubles en Suède) se trouve un local spécialement aménagé pour accueillir les poubelles. Cette fois-ci, le visiteur affronte une dizaine de catégories supplémentaires et doit faire le tri entre les déchets électroniques, les détritiques métalliques, les ampoules électriques, les piles ou bien encore les déchets encombrants... D'emblée, un panneau informe les résidents que la copropriété ne fait pas tout cela pour s'amuser : « Tous les déchets qui ne sont pas déposés dans les bennes prévues à cet effet ou laissés de côté par terre seront facturés. Et, par voie de conséquence, les charges augmenteront. »

Tout cela pour rien ?

Si cet argument n'était pas assez convaincant pour les habitants de l'immeuble, d'autres petits mots plus ou moins édifiants ont été collés au-dessus des bennes. Certains donnent presque le sentiment de se

trouver à Cuba ou dans tout autre État totalitaire. Que dire encore des appels aux citoyens les invitant à régler leur imprimante à jet d'encre et à faire en sorte que les deux faces du papier soient utilisées ? Ou à conserver le papier imprimé sur une seule face pour servir de brouillon ? D'autres messages incitent le trieur à demander à ses voisins s'ils ne veulent pas récupérer ses encombrants avant qu'il ne les jette, tandis que certains panneaux expliquent simplement qu'il faut quatorze arbres pour fabriquer une tonne de papier.

Et si tout cela était inutile ? Si toute cette énergie que consacrent les Suédois à trier leurs déchets ménagers ne faisait qu'accroître la pollution ? C'est une question qui a surgi durant l'hiver 2003, à la suite d'un article publié dans les pages « Débats » de l'influent quotidien *Dagens Nyheter*. Cinq experts, et non des moindres bien que tous à la retraite, ont posé la question de l'avantage de la combustion des déchets par rapport à des formes de dégradation plus douce, tel le compostage industriel. L'article était signé par quelques-unes des personnalités qui avaient pourtant œuvré au premier plan depuis un quart de siècle à la conception de la politique environnementale qui prévaut en Suède aujourd'hui. Parmi les cinq signataires, on trouvait Valfrid Paulsson, ancien directeur de la puissante Naturvårdsverket, la direction nationale de la protection de l'environnement. Leur thèse consistait à dire qu'il fallait certes continuer de trier des produits particulièrement toxiques tels que les piles, les médicaments et d'autres produits électroniques ou chimiques. Mais pour le reste... il valait mieux, d'après eux, tout jeter dans les mêmes fourneaux modernes au lieu de sillonner le pays avec des camions ou avec sa voiture personnelle pour

acheminer ses déchets sur des voies de retraitement bien trop coûteuses.

Il faut savoir que les Suédois recyclent aujourd'hui près d'un tiers de leurs déchets ménagers, que 10 % deviennent du compost, des engrais ou du biogaz et que 38 % sont, par combustion, transformés en source d'énergie.

Hormis l'aspect économique de la chose, ces vétérans du combat écologique ont même ajouté une note de compassion à l'égard de leurs concitoyens : « Cela fait mal au cœur de voir des personnes âgées se traîner dans la neige fondue avec leur déambulateur chargé d'emballages pour se rendre, par sens du devoir, aux stations de collecte. » Et c'est peut-être sur ce dernier point que le débat était le plus intéressant.

Car, en ce qui concerne le volet scientifique, les auteurs ont été contredits dès le lendemain, dans le même journal, par une flopée de scientifiques qui affirmaient que le tri était économiquement viable et écologiquement nécessaire. Le tri magnétique n'est pas assez performant dans les stations d'incinération et les cendres toxiques doivent être stockées si on brûle tout, soulignaient-ils. Mais il y avait aussi un point sur lequel tous ces protagonistes illustres semblaient d'accord : « Le tri des déchets fait désormais partie intégrante de la vie quotidienne ; c'est une norme, une manière de se comporter décentement. »

Gare aux récalcitrants !

Manifestement, il y a dans tous ces comportements comme une masse critique ou un point de non-retour, c'est-à-dire un moment à partir duquel il devient provocant, voire asocial, de ne pas suivre le

mouvement. Ainsi, aucun gène n'a prédéterminé les Suédois à se mettre, à un moment récent de l'histoire, à ramasser les crottes de leurs propres chiens !

Il y a une décennie ou deux, en effet, le printemps était une saison redoutable en Suède. C'était le moment où la neige fondait et dévoilait des quantités dégoûtantes de déchets canins le long des trottoirs et des pelouses. Cela n'a peut-être pas complètement disparu, mais en se promenant dans les villes suédoises aujourd'hui, il faut faire preuve de beaucoup de patience si l'on veut trouver un propriétaire de chien qui n'utilise pas son sac plastique pour ramasser les crottes. Ces sachets adaptés sont désormais vendus dans n'importe quel bureau de tabac ou kiosque à journaux pour un peu plus de cinq euros les vingt sachets. En contrepartie, les communes ont parfois aménagé des aires de récréation pour les chiens ou installé des poubelles spécifiques pour les sachets de crottes. Cette évolution rapide a peut-être été favorisée par le haut degré d'organisation de la société suédoise. La fédération canine suédoise, la Svenska Kennelklubben, revendique 270 000 membres dans un pays où l'on dénombre 600 000 foyers avec un ou plusieurs chiens. Lorsqu'une telle puissance fédérative pousse ses propres membres à ramasser les crottes ou à participer à des concours de créativité à ce sujet, il est probable que l'effet boule de neige est créé plus tôt.

Parallèlement, un tel lobby peut également faire pression sur les pouvoirs locaux pour qu'ils fassent un pas en direction des propriétaires de chiens en aménageant des aires où les animaux peuvent s'ébattre ou en multipliant les poubelles à crottes ! Quoi qu'il en soit, même si les lois le prévoient, peu de propriétaires se sont vu infliger une amende parce

que leur chien avait sali l'environnement. Si l'on part du principe qu'il suffit parfois d'un petit coup de pouce pour qu'un comportement collectif bascule, ne peut-on pas regretter que les fédérations canines en France, voire les grands industriels du secteur, ne se fassent davantage entendre pour sponsoriser des sacs de crottes ou des poubelles ?

La tentation messianique de la Suède a trouvé à s'exprimer dans l'Union européenne, notamment durant les six mois où elle a exercé la présidence de l'Union en 2001. La Suède s'est demandé à un moment donné si elle allait parvenir à convaincre ses partenaires d'insérer à tous les niveaux de la politique des Quinze sa préoccupation pour un développement durable de la planète. Mais compte tenu du climat politique qui régnait au sein de l'Union, il est vite apparu qu'il était plus simple de défendre des positions techniques et de gagner des points dans la réglementation relative aux produits chimiques par exemple. Ou, comme le constate Annica Kronsell, efficacité autour de la table de négociation et influence sur le long terme ne sont pas toujours compatibles : « Les attentes sur la présidence sous cet aspect étaient en contradiction avec les attentes sur la Suède comme précurseur * . »

En Suède, à la différence de la version bruxelloise, l'écologie est plus une affaire d'attitude que de technicité. C'est davantage sur le taux de ramassage des crottes de chiens, l'effort des vieilles dames avec leurs cartons devant les stations de tri, ou les détours que font les propriétaires de bateaux qui accostent sur une île déserte dans l'archipel de Stockholm uniquement pour jeter un sac dans une poubelle,

* Jonas Tallberg (dir.), *När Europa kom till Sverige. Ordförandeskapet i EU 2001* (Quand l'Europe est arrivée en Suède), Stockholm, SNS Förlag, 2001.

qu'on juge du degré de l'avancement des idées écologiques en Suède. Et qu'on le jugera demain en France.

L'eau du jour

La sensibilisation des Suédois à de nouvelles connaissances et leur application au niveau local, voire micro-local, prend de plus en plus d'ampleur. Cela se retrouve par exemple dans la manière d'organiser l'arrosage d'un gazon en utilisant l'eau du toit qui sera ensuite filtrée vers un petit ruisseau qui, lui-même, arrose dans la cour de l'immeuble une petite bassine où pousse une végétation maritime avant qu'il ne se déverse finalement dans les canalisations d'eau de la ville. Il s'agit évidemment d'un aménagement d'agrément pour les copropriétaires, mais cela s'inscrit aussi dans la lutte pour protéger l'environnement telle que l'impulse l'Agenda 21 de l'ONU *. En effet, « l'eau du jour », c'est-à-dire la pluie, qui tombe sur les toits et dans les rues d'une ville est chargée de maints métaux lourds et de produits toxiques (huiles, peintures, produits anticorrosifs) lorsqu'elle se déverse dans le lac ou le fleuve à proximité. À Stockholm, depuis l'automne 2002, la moitié de l'eau du jour à peu près est ainsi canalisée vers le lac.

Dans la carrosserie d'une voiture, il peut par exemple y avoir des métaux tels que le cuivre ou le zinc qui, avec l'aide de la pluie, augmentent la pollution ou soumettent les systèmes de filtrage des eaux à de fortes pressions. Si une municipalité peut certes

* Ce document a été adopté lors de la conférence à Rio de Janeiro en 1992 et met l'accent sur l'engagement citoyen pour l'environnement.

exiger d'un entrepreneur du bâtiment qu'il n'utilise pas de tels métaux pour les bâtiments municipaux, il paraît autrement plus difficile et moins souhaitable de changer le toit de chaque immeuble ou le clocher de toutes les églises d'une ville.

C'est là que le petit gazon et la végétation dans la bassine de la cour d'immeuble entrent en jeu. La végétation a pour effet de retenir et de filtrer l'eau de manière naturelle. Plus il y a d'eau qui passe par la végétation, moins il y a de métaux qui viendront alourdir le système d'assainissement. C'est pourquoi la Ville de Stockholm a mis en œuvre depuis 1994 une politique qui prend en compte cet aspect de la pollution. Des experts de la ville peuvent par exemple apporter leurs conseils techniques à une copropriété qui souhaiterait paysager sa cour et ainsi retenir l'eau du jour qui glisse sur son toit. Une telle initiative a souvent pour effet de susciter les différentes aspirations des uns et des autres : « Au départ, on se trouve invariablement avec la liste du Père Noël, raconte Henrik Spovin, chargé de projet dans le cadre de l'Agenda 21 à la Ville de Stockholm. Il y en a toujours un qui aimerait avoir une piscine dans la cour, un autre qui y verrait bien un court de tennis. Mais finalement ils s'entendent sur un espace de rencontre et de réunion : une table et des chaises, ou un banc... »

Cette œuvre de pédagogie citoyenne est accompagnée d'un autre volet que la plupart des copropriétaires n'ont aucun mal à comprendre : la taxe. Depuis quelques années, la Ville de Stockholm a instauré une « taxe sur l'eau du jour ». Or celui qui aménage sa cour d'immeuble pour retenir l'eau du jour peut bénéficier d'une ristourne, voire d'une suppression de ladite taxe !

Pour le contribuable, il est malheureusement difficile d'imaginer qu'une municipalité française avec

un minimum de sensibilité écologique résistera longtemps à une telle tentation – et une telle manne d'argent – pour répandre la bonne cause écologique avec en prime la bénédiction de l'ONU !

Les « pools » de voitures

Dans un autre domaine, la municipalité de Stockholm montre aussi l'exemple avec une gestion écologique de son parc de véhicules. Depuis 1998, tous les départements n'achètent que des véhicules « propres ». Les habitants qui comme partout subissent les frais et les désagréments d'une voiture personnelle en ville commencent à se réunir autour de « pools » de voitures. Ce principe, qui est largement mis en œuvre dans certaines cités allemandes, consiste pour les habitants d'un quartier à partager un parc de voitures. C'est ce que fait Cynthia Flannigan, qui a adhéré à un pool réunissant une quinzaine d'habitants de Sankt-Eriks Sjukhus, dans le centre de Stockholm. Moyennant un abonnement mensuel d'environ 40 euros par mois, elle profite de l'accès à des voitures dernier cri. Ainsi, lorsqu'elle désire utiliser une des voitures que possède son pool, elle pianote sur le clavier de son ordinateur relié à l'Internet afin de réserver un véhicule. Un signal est ensuite envoyé à l'ordinateur dans la voiture. Le coût de la réservation est de 50 centimes d'euro. Cynthia Flannigan se rend ensuite avec sa commande infrarouge au garage situé dans l'immeuble. Lorsqu'elle actionne le rayon infrarouge, la voiture reconnaît et « attend » le loueur, puis ouvre les portes. La clé est déjà sur le contact. Il ne reste qu'à démarrer et à payer environ un euro de l'heure et une vingtaine de centimes d'euro le kilomètre pour l'usage, essence comprise. Si le loueur le

désire – et en cas de disponibilité –, il peut prolonger la location à partir de l'ordinateur de bord et sa connexion Internet sans fil.

Hormis son utilité immédiate, ce système a le double effet de satisfaire le penchant pour les gadgets technologiques que nourrissent la plupart des Suédois et de flatter leur morale écologique. Car il s'agit bien d'une « morale ». Elle leur est inculquée dès leur plus tendre enfance dans des écoles aux allures de centres scouts laïcs, où ils apprennent à respecter la nature. De même, chaque immigré ou touriste doit prendre connaissance des fameux *Allemansrätten* ou « Droits de chacun ». C'est un ensemble de droits (et de devoirs) pour ceux qui veulent se promener dans la nature. Il autorise tout le monde à cueillir des champignons et des baies, à traverser, voire à camper sur des terres privées, en évitant de se coller à l'habitation toutefois.

Si cette vision de la nature comme espace commun ne risque pas de se répandre si vite hors des frontières suédoises, la mode vestimentaire pourrait peut-être trouver quelques débouchés. Lorsque l'on regarde les enfants suédois qui jouent dans les parcs et grimpent dans les arbres ou la manière dont ils se jettent à terre sans aucune retenue, on ne peut s'empêcher de penser aux petits Français que l'on met à l'abri dès la première goutte de pluie et auxquels on apprend très tôt à déchiffrer le panneau « pelouse interdite »... Ce genre de panneaux serait en Suède considéré comme une absurdité. Pour les Suédois, la nature est un élément dans lequel on vit et non pas un décor à contempler. À quoi bon un parc si l'on ne peut pas se vautrer sur le gazon ? À condition de porter les bons vêtements.

Le retour en grâce du pique-nique pourrait permettre aux Français de développer une nouvelle approche de leurs espaces verts. Et si la question se

pose alors de protéger les vêtements des taches de boue et des accrocs les plus variés provoqués par quelque jeu turbulent, la réponse suédoise est déjà prête : les enfants suédois qui se jettent sur les toboggans crottés portent tous des cirés à bretelles, façon pêcheur, ou se promènent avec des combinaisons n'ayant rien à voir avec celles qui défilent sur les pistes de ski alpines. Imperméables et robustes, elles résistent aux pires traitements dans les arbres comme dans les bacs à sable. Aux pieds, les gamins portent généralement des chaussures qui rendraient vert de jalousie n'importe quel bûcheron du Jura. *A contrario*, les Suédois sont souvent étonnés de voir avec quelle élégance les petits Français sont habillés.

Cette attitude vestimentaire plutôt robuste et conçue pour la nature saura-t-elle un jour se répandre en France aussi, berceau de la mode et de l'élégance ? Difficile à dire, mais il est néanmoins intéressant que la question soit très sérieusement étudiée et testée par une multinationale française de la vente par correspondance.

Assurément, la conception de la protection de l'environnement ne peut qu'être influencée par cette perception différente de la nature. Dès le plus jeune âge, les Suédois se sentent investis d'une certaine responsabilité à l'égard de leur environnement, contrepartie de la liberté qui leur est accordée d'en profiter.

Cette approche influence également l'alimentation des Suédois. En effet, ce peuple est capable d'ingurgiter les aliments les plus exotiques, du hareng putréfié aux dernières spécialités de la *world food*. Ou simplement un kilo de bonbons sucrés-salés. Mais dès qu'il est question d'élevage, sa fibre écologique exige soudain la meilleure des qualités. Ce n'est pas (soyons honnêtes) que le Suédois soit gourmet, mais plutôt que sa moralité le pousse à

faire preuve de compassion envers ses amis les animaux. C'est pourquoi le flâneur qui se promenait dans Stockholm pouvait récemment voir une publicité toute verte affichée sur une cabine de téléphone par un supermarché qui affirmait : « Nous avons cessé de vendre des œufs de poules élevées en batteries. Viens avec dix personnes, rentrez tous dans la cabine et tu comprendras pourquoi. » Le tout sous-titré : « Un petit pas vers des poules plus heureuses. » Et un coup de bec à ceux qui allaient se procurer leurs œufs ailleurs ?

Manger moral

D'autres publicités expliquent pourquoi il est malsain de nourrir des porcs en bonne santé avec des médicaments, en mettant en avant les résistances aux antibiotiques que cela peut induire et d'éventuels risques sanitaires. Dans ce contexte, il n'est pas inutile de rappeler que les Suédois sont complètement passés à côté de la crise de la vache folle. À l'instar des poulets en batterie ou des médicaments pour les porcs aujourd'hui, ils avaient cessé bien avant les autres de nourrir leurs vaches avec des farines animales. Cette décision était la suite logique d'un débat non pas d'ordre médical (les Suédois, comme les autres, ignoraient les dangers de l'ESB) ou scientifique, mais moral. Il était malvenu et contre nature de nourrir les vaches avec des carcasses d'élan et de chats, estimaient-ils.

La crise de la vache folle n'a fait que renforcer les consommateurs nordiques dans cette idée qu'il n'est pas nécessaire d'être scientifique pour comprendre la nature et pressentir les effets sur l'homme des manipulations qu'il lui inflige. Cela explique aussi pourquoi les Nordiques sont souvent à Bruxelles à la

pointe des réglementations qui imposent aux agriculteurs, notamment français, un espace minimum pour chaque animal lorsqu'il est par exemple transporté par camion.

Quand il s'agit d'environnement, la Suède ne doute pas dans les négociations européennes de ses convictions morales. Est-ce le meilleur moyen de convaincre ?

Chapitre IX

Sécurité : protéger le citoyen contre lui-même

Interdits en tout genre, systématisation du principe de précaution, sévérité accrue sur la route, stigmatisation des fumeurs, chasse généralisée aux « comportements à risque »... À l'image des Américains qui font leur la doctrine du « zéro tué » lorsqu'ils partent en guerre, la Suède a adopté le principe dans bien des domaines de la vie quotidienne. La violence routière constitue le terrain d'application par excellence de cette « vision zéro tué » (*nollvisionen*), pour utiliser le terme officiel.

Cela fait longtemps en effet que l'on refuse de considérer la mort sur la route comme une fatalité. La Suède fait partie, aux côtés des Pays-Bas et de la Grande-Bretagne, du trio européen qui lutte le plus efficacement contre la violence routière. En gros, on meurt deux fois moins sur les routes en Suède qu'en France.

Mais le chemin qui mène à Shangri-la, la vallée mythique où l'on ne meurt plus, est parsemé d'embûches et réserve quelques surprises au tournant. Tout simplement parce que cette quête implique – et peut-être même induit – un profond changement de mentalité.

Dans un premier temps, le fauteur de troubles est montré du doigt. Le chauffard est condamné à

l'unanimité. Y compris par tous ceux qui savent, au fond d'eux-mêmes, qu'ils auraient très bien pu être à sa place. Il avait bu, roulait trop vite, tombait de fatigue et conduisait mal. Dans tous les cas de figure, il représente un danger pour la collectivité et doit être condamné en tant que tel. Au pilori, donc. Les caméras de télévision cadrent sur le gendarme qui explique quel type de comportement asocial a pu provoquer la tragédie. « Il a brûlé le feu, son taux d'alcoolémie était de tant. » À ce stade, les titres des journaux proclament que « la guerre contre les barbares de la route a commencé ». Le pays apprend à faire le tri entre d'un côté « les barbares » et de l'autre « les braves citoyens ».

Puis vient le temps de la culpabilité de l'entourage. Qui l'avait laissé prendre le volant après la communion, après le pot de l'entreprise, ou à la fin de la tournée des bars ? C'est d'ailleurs cette culpabilité-là qui explique en grande partie l'habitude prise dans les pays nordiques ou anglo-saxons de maintenir un des membres du groupe en état de sobriété pour qu'il puisse plus tard ramener les autres à leur domicile. Ainsi, au fur et à mesure que l'espace de la fatalité se réduit, celui de la responsabilité s'élargit.

C'est ce qui se passe en Scandinavie. L'insistance de l'entourage peut, aux yeux d'un Français, prendre des dimensions étonnantes. Et ce dès la consommation d'un verre ou deux de vin. « Tu ne veux pas que j'appelle un taxi. Non ? Mais tu as bu ! », dira la personne en se demandant si vous n'êtes pas déjà complètement ivre du fait que manifestement vous ne semblez pas réaliser de vous-même l'énormité de ce que vous vous apprêtez à faire. Cela renforcera sa conviction que vous allez mettre tout le monde, les autres aussi bien que vous-même, en danger. « Maintenant, j'appelle un taxi ! » Suivant cette logique et

en la poussant à l'extrême, l'entourage peut alors cacher les clés de voiture du chauffard en puissance s'il insiste pour repartir au volant de son propre véhicule. L'ambiance de fin de soirée est alors vraiment assurée...

Dans cette deuxième étape de la marche plus ou moins forcée vers la société à « zéro tué », un accident n'est plus une tragédie individuelle, mais un échec collectif. L'entourage a failli dans sa mission de contrôle social. De même, le preneur de risques qui défie la société doit être neutralisé pour le bien de tous. Après tout, il y a un demi-siècle, les Suédois ont bien accordé le prix Nobel à Antonio Moniz, inventeur de la lobotomie (effectuée dans un premier temps avec un pic à glace !) et grand neutralisateur de fous. Le preneur de risques n'est plus un frimeur ou un cow-boy solitaire, c'est un dangereux asocial.

C'est à ce moment-là que les voitures ne dépassent guère les 30 kilomètres/heure et ralentissent sur le marquage tracé au sol, à deux mètres du passage protégé pour laisser passer les piétons. L'interaction entre piétons et automobilistes commence désormais à jouer dans les centres-ville. Faites le test : à cette vitesse, le piéton voit un automobiliste, tandis qu'à 50 kilomètres/heure, il ne voit débouler qu'une caisse anonyme en aluminium.

Malgré tout, après quelques années, on s'aperçoit que les gens continuent de mourir. En nombre plus limité certes, mais ils meurent quand même.

L'exemple de Lady Di

Or la mort a ceci de particulier que lorsqu'elle frappe en masse elle reste anonyme, tandis que si elle sélectionne un petit groupe identifiable elle se

montre bien plus terrifiante. Très concrètement, cela implique que lorsqu'un pays comme la Suède, avec ses 9 millions d'habitants, a réduit le nombre de morts sur les routes à quelque 600 décès par an, l'examen attentif de chaque cas s'en trouve facilité.

Pendant trois ans, Anders Lie a pu étudier de près chaque accident mortel survenu dans le pays. Il est ainsi devenu l'un des experts de la sécurité routière les plus écoutés de Vägverket, l'administration des routes dont le siège est implanté à Göteborg et à Borlänge. À ce titre, il a contribué à mettre en place la « vision zéro tué ». Avec ses collègues, il a amené la Suède à changer de doctrine en matière de sécurité routière, faisant franchir au pays une troisième étape sur le chemin qui conduit à la vallée où personne ne meurt. En vigueur depuis quelques années seulement, cette doctrine renverse beaucoup d'idées reçues sur la violence routière en prenant le contrepied de ce qui était professé jusqu'alors.

La recette pour faire baisser le nombre de victimes de la route consiste cette fois-ci à ne pas expliquer aux enfants comment traverser les voies de circulation, à moins bien enseigner la conduite sur chaussée verglacée et à bâtir des routes où les accidents seront plus fréquents ! « Oui, je sais cela peut surprendre. Lorsque j'explique notre nouvelle approche dans des groupes de travail internationaux, à l'OCDE et ailleurs, mes homologues pensent que nous sommes complètement cinglés en Suède... Alors, je rétorque : "Et pourtant ! Voyez nos statistiques sur le nombre d'enfants victimes de la route, par exemple. Ce sont les plus basses du monde !" » dit-il avec un calme et une patience qui montrent qu'il n'en est pas à sa première épreuve.

En ce qui concerne le nombre souhaité d'accidents, c'est relativement simple : il vaut mieux bâtir des routes sinueuses sur lesquelles les gens risquent

de faire une embardée, mais sans trop de gravité ni quitter la route, que des axes routiers tout droits où l'on meurt à coup sûr en cas de collision. De même, un rond-point provoque plus d'accidents qu'un carrefour avec des feux rouges. Mais les collisions qui se produisent aux carrefours tournent plus souvent au massacre. Les exemples ne manquent pas.

La doctrine suédoise consiste encore à éparpiller le moins possible les responsabilités, ou plus exactement à compléter la responsabilité de chacun par une vision globale de ce qui s'est produit. C'est pourquoi les Suédois ont inventé la notion de *systemutformare*, ce qui pourrait se traduire par « concepteur de système ». « Il s'agit de construire un système qui tolère les erreurs, qui intègre dès la conception le fait que l'homme n'est pas infallible », affirme Anders Lie.

Le tunnel parisien où la princesse Diana a eu son accident constitue le parfait exemple de ce qu'il ne faut pas faire au regard de cet expert : « On peut vraiment se demander à quoi pouvait bien penser la personne qui a imaginé un tunnel pareil. Comment peut-on concevoir un système qui aboutit à ce qu'une personne perdant le contrôle de son véhicule pendant un dixième de seconde se retrouve encastée dans un pilier en béton armé ? Le concepteur de ce réseau aurait dû penser au fait que, dans son tunnel, les gens pouvaient s'endormir ou faire les choses les plus stupides, même en étant au volant. La moindre des choses aurait été de mettre des barrières des deux côtés de la chaussée. » Depuis 2003, il existe en Suède une nouvelle administration, la Vägtrafikinspektionen, qui a pour unique mission d'évaluer non plus les routes, mais les « systèmes », et de mettre chaque partie devant ses responsabilités.

Anders Lie prend pour exemple un accident survenu il y a quelques années. Un taxi dans lequel avait notamment pris place un tout jeune bébé a été heurté de plein fouet par une voiture qui arrivait en sens inverse. Le chauffeur, ivre, avait perdu le contrôle de son véhicule et s'était retrouvé sur la voie d'en face. À l'intérieur du taxi, la mère tenait son enfant dans les bras. Ce dernier est mort plus tard dans l'ambulance. « À qui la faute ? se demande Anders Lie. Pour les journaux populaires, c'était évidemment "l'ivrogne qui a tué le bébé". Mais cela aurait pu être la compagnie de taxis qui n'avait pas de siège adapté à l'enfant. Ou l'ingénieur qui a bâti la route sans séparer les deux voies par une barrière. Ou bien encore la justice qui laisse en liberté des chauffeurs alcooliques pourtant bien souvent connus de ses services... Ou pourquoi pas les secours qui auraient pu sauver l'enfant en arrivant plus vite sur les lieux. » C'est en ces termes que réfléchit la nouvelle administration à chaque fois qu'un accident se produit pour ensuite imposer des améliorations.

*La meilleure protection,
c'est l'ignorance*

Cette approche a d'ores et déjà produit des effets tangibles. Ainsi, le touriste sortant de la gare de Stockholm accompagné de ses deux fillettes de cinq ans pour prendre un taxi se trouve confronté à un chauffeur sincèrement troublé : « Vous savez, je n'ai qu'un seul siège pour enfant... Voulez-vous qu'on appelle un autre taxi mieux équipé ? » Car, depuis qu'un bébé a été tué il y a quelques années par un chauffard ivre sur une route sans barrière de sécurité entre les deux voies, presque tous les taxis de la capitale en sont équipés. Cela n'a pas empêché les

associations de consommateurs de crier au scandale en février 2003 lorsque des tests effectués au hasard ont montré que 18 chauffeurs sur 70 ne savaient pas installer correctement les sièges pour enfants dans leur voiture.

Pas étonnant dans ce contexte que le père, qui décide finalement de prendre une de ses filles sur les genoux, s'interroge sur les risques qu'il encourt en se comportant manifestement de manière indigne dans cette société ultraprotégée. Tout en repensant à la mésaventure de ce photographe suédois vivant en France qui, voici quatre ou cinq ans, avait acheté un siège auto dernier cri. Comme tous les sièges pour bébés en Suède, celui-ci était installé sur le siège du passager avant et monté dans le sens inverse de la route. Cette position diminue radicalement les blessures en cas de choc par rapport à une installation dans le sens de la route *. Or un gendarme français lui a imposé de mettre son bébé, même en liberté, sur le siège arrière plutôt qu'à l'avant dans son siège enfant, et malgré les protestations du père. « M'en fiche ! En France, les enfants doivent être à l'arrière ! » criait-il.

C'est en effet en Suède que ce type de sièges, à monter dans le sens inverse de la route, a été inventé. La société spécialisée dans la sécurité automobile qui l'a conçu dans les années 1970 est devenue depuis une multinationale du secteur. Demain, cette entreprise implantée dans l'ouest du pays espère pouvoir équiper les voitures européennes en airbags extérieurs pour les piétons et même en écrans de vision nocturne pour les conducteurs. Par ailleurs depuis plus d'un quart de siècle, les Suédois roulent

* En Suède, les recommandations stipulent qu'un enfant doit être assis dans le sens inverse de la route jusqu'à cinq ans. Ce type de montage réduit les risques mortels de 90 % par rapport à 50 % pour un siège monté dans le sens de la route.

de jour comme de nuit avec leurs feux de croisement allumés. Les motards en France le savent déjà, c'est un moyen efficace d'être vu.

En attendant ces nouvelles avancées de la sécurité à tout prix, les chères têtes blondes suédoises ne doivent plus apprendre à traverser la rue ! Les nombreuses études qui ont été faites montrent que trop d'enfants se font renverser par des voitures lorsqu'on leur enseigne les règles de la circulation. « C'est parce qu'on ne peut tout simplement pas faire confiance à un enfant, explique Anders Lie. Déjà qu'on a du mal avec les comportements imprévisibles des adultes, alors pensez avec un enfant ! Les études montrent que dès qu'ils apprennent les règles, l'attention des parents baisse et puis un jour l'accident est là... Bien sûr, cela revient à dire que leur liberté est réduite, mais il faut mettre cela en balance avec le danger. » Le calcul est alors vite fait : zéro mort.

En revanche, au pays des téléphones Ericsson, les autorités refusent d'interdire l'usage du portable au volant, avec ou sans dispositif mains libres. Les études de Vägverket démontrent que le fait d'utiliser un kit mains-libres n'augmente pas la sécurité de la conduite, l'attention au volant se réduisant tout autant *. La distraction varierait en outre en fonction de la teneur de la conversation. Toutefois, les experts suédois estiment que le portable au volant a du bon : non seulement parce que, chaque année, les 100 000 appels aux urgences sauvent des vies, mais aussi parce qu'un rapide coup de fil pour prévenir d'un retard peut sensiblement calmer un conducteur prisonnier des embouteillages.

Autre retour d'expérience surprenant : les écoles

* *Dagens Nyheter*, 24 juin 2003, p. 6. Étude réalisée sous la direction de Ruggero Ceri à Vägverket.

de conduite. En cette fin d'hiver, au nord de Stockholm, une demi-douzaine d'élèves d'auto-école sont venus apprendre à conduire sur le verglas. Du moins le pensaient-ils. Évidemment, on les a laissés freiner sur des chaussées glissantes, aussi bien que sèches d'ailleurs. Mais le cours visait surtout à les dissuader de conduire lorsqu'il y a du verglas. Le stage se termine autour de quelques carcasses de voitures : « Devinez à quelle vitesse celle-ci a été démolie ? » demande le moniteur. « 110 ?, 85 ?... » répondent les élèves. « 50 kilomètres/heure », rectifie le moniteur du Halkbanan, le parcours de glisse.

Derrière cette approche, l'objectif est que, plus tard, ces jeunes adultes laissent leur voiture au garage les jours de verglas, plutôt que de se prendre pour des champions de rallye. Encore que...

La formule 1 s'y met aussi

Depuis que la Suède a officiellement proclamé sa doctrine de « vision zéro » en 1997, la Fédération internationale de l'automobile a instauré sa « formula zero » qui consiste à sécuriser habilement les courses de formule 1, comme en « écho à l'approche pionnière de la Suède en matière de sécurité routière ». L'enfant qui veut rêver d'une vie dangereuse comme pilote de formule 1 doit désormais trouver autre chose, mais pas forcément dans son aire de jeux.

En Suède, les urbanistes commencent en effet à se rendre compte d'un nouveau problème : les 50 000 aires de jeux du pays sont de plus en plus délaissées par les enfants. Les jeux en question sont tout simplement trop sécurisés, donc trop ennuyeux ! C'est pourquoi une association comme IPA, qui « défend le droit des enfants à jouer », demande à

27 communes de sécuriser les chemins qui mènent vers les écoles et de les équiper en jeux créatifs. Ce serait une façon de permettre à plus d'enfants d'aller à pied à l'école au lieu de se faire conduire par des parents qui, entre autres, craignent que leur progéniture ne se fasse renverser en traversant la rue.

À l'instar de ce que l'on peut observer en France, la doctrine du « zéro mort » commence à rimer avec obésité. Qui dit vie sécurisée, dit souvent vie sédentaire. À moins que les enfants et les adultes ne prennent leur vélo. Mais là encore, non sans y avoir bien réfléchi. Le 1^{er} janvier 2005, le port du casque est devenu obligatoire à vélo pour les moins de quinze ans. En attendant de voir si les adultes en feront autant, de plus en plus d'assureurs pensent déjà à proposer un bonus à ceux qui protégeront leur boîte crânienne.

Le casque à vélo sauverait, paraît-il, chaque année une trentaine de vies supplémentaires si tout le monde en portait. Aujourd'hui, dans la capitale suédoise, la moitié environ des cyclistes le font. À peine un sur cinq à la campagne. Au regard de ce qui a été obtenu par d'autres luttes contre les risques, la marge de progression est encore importante. C'est ce que montrent des combats plus anciens, contre le tabagisme par exemple.

Les certitudes quant au bien-fondé des objectifs n'empêchent pas de douter parfois des moyens. Si les Norvégiens sont sur le point de pousser l'opprobre à l'encontre des fumeurs jusqu'à bannir totalement la cigarette des restaurants, les Suédois la tolèrent encore, mais en séparant strictement le coin fumeur du reste de la salle. Des décennies de campagne d'information sur les méfaits du tabac ont toutefois fait considérablement reculer son usage*.

* Avec un taux de 19 % de fumeurs, la Suède est le seul pays à

Celui qui allume une cigarette à l'intérieur d'une habitation sera donc poliment prié d'aller la fumer sur le balcon, même sous la neige. Si le fumeur ose allumer sa cigarette en présence d'un enfant, c'est par la fenêtre qu'il passera avant même d'avoir tiré la première bouffée.

« Il » est d'ailleurs plus souvent « elle ». Le fumeur d'aujourd'hui a plus souvent le profil d'une femme ou, si c'est celui d'un homme, d'un immigré. L'État en a pris acte, et édite désormais des campagnes anti-tabac en turc, en serbo-croate, en arabe...

Tabac : l'État joue avec le feu

En revanche – et la leçon est à méditer d'urgence en France –, les hausses à répétition du prix du paquet de cigarettes sont une arme à manier avec la plus grande prudence. Elle peut facilement exploser à la figure de celui qui la tient. Les Suédois en ont fait les frais il y a quelques années. Confronté à des finances désastreuses mais en prenant prétexte de protéger la santé, l'État a décidé en 1996 de porter le prix du paquet de cigarettes de 3,50 euros à pas loin de 5 euros. Le coup était évidemment rude pour le fumeur suédois. Mais il y en a un qui s'est vraiment frotté les mains : le crime organisé. Le gouvernement suédois lui avait fourni sur un plateau un marché extrêmement juteux. De surcroît, ces affaires ne sont pas très risquées si l'on compare les peines que la justice inflige à un trafiquant de cigarettes avec celles qu'elle prononce à l'encontre des trafiquants de drogue. Ainsi, et avec l'aide de la TVA, le gouvernement a ouvert une boîte de Pandore qui a déversé sur

avoir atteint l'objectif fixé par l'Organisation mondiale de la santé pour l'an 2000 : moins de 20 % de fumeurs.

le royaume tout ce que la Russie et les Balkans comptaient comme Al Capone du tabac.

Entre 1995 et 1997, le taux des fumeurs suédois qui avaient acheté des cigarettes de contrebande a explosé, passant de 3 % à 20 % ! Par cette simple mesure, le gouvernement ne faisait pas seulement prospérer le crime organisé, il risquait aussi à terme de se faire voler ses recettes de TVA, et ainsi d'anéantir les bienfaits budgétaires qu'il escomptait de la hausse du prix du tabac.

Pris de panique, le gouvernement a dû faire machine arrière. Dès 1998, le prix du paquet de cigarettes a baissé de plus d'un euro, soit un rabais supérieur à 22 %. Ce jour-là, seul le groupe des fumeurs de pipe se sentit oublié de tous – des contrebandiers comme du gouvernement : le prix de leur tabac n'avait pas suivi la baisse générale.

De toute façon, la tolérance à l'égard des fumeurs est tout au plus en sursis. Dans le royaume de Suède, les risques n'ont qu'à bien se tenir, tous les risques...

Alors, que reste-t-il pour vivre dangereusement dans cette société du zéro tué ? Eh bien, travailler ! La presse suédoise adore stigmatiser les dangers de la vie quotidienne. Un jour, ce sont les employés des golfs qui exercent un métier à risque (20 % sont frappés par des balles), le lendemain ce sont les pêcheurs et les éleveurs de rennes qui courent autrement plus souvent le danger de se pincer les doigts ailleurs que dans un tiroir de bureau. En plus, dans ces métiers, on glisse souvent. Ayons aussi une pensée pour les employés qui travaillent dans les laveries des hôpitaux : le lecteur du *Göteborgs-posten* a pu attraper des frissons en lisant, au mois d'avril 1995, que ce linge de travail est un vrai nid de seringues (59 en une année), de ciseaux (85), d'épingles à nourrice (62) et de stylos (pas moins de 980).

Si l'on n'appartient à aucune de ces catégories, il reste toujours le domicile pour se blesser : le lieu se classe toujours en tête des statistiques. Même si le poète suédois Gunnar Ekelöf écrivait déjà, voici cinquante ans, qu'« Ici, dans les longs moments bien nourris / D'une Suède étroite et feutrée / OÙ tout est fermé contre les courants d'air... il m'est froid ».

Chapitre X

Prostitution : criminaliser le client

La criminalisation des clients de prostitué(e)s est effective en Suède depuis 1999. Quoi que l'on pense des possibilités de transposition de cette législation en France, la démarche suédoise a d'ores et déjà obligé les autres pays à réfléchir à leur propre position vis-à-vis de la prostitution. Les gouvernements français des deux bords ont d'ailleurs étudié la question de près. L'approche suédoise a rencontré un certain écho sous la gauche avec la publication de plusieurs études et d'un rapport qui aurait pu déboucher sur un texte similaire à celui adopté par le Riksdag. En revanche, la droite revenue au pouvoir a finalement opté pour une criminalisation accrue des prostituées et non pas de leurs clients.

Entre-temps, les journalistes du monde entier se sont rués en Suède pour élucider ce nouveau phénomène qui allait à contre-courant de la tendance dominante en Europe. Presque partout, on s'orientait alors vers la possibilité de légaliser les maisons closes. La voie choisie par la Suède n'en était que plus intéressante. En outre, elle allait bien au-delà de l'instauration d'une nouvelle forme de répression à l'encontre d'un marché illégal.

Pour bien l'appréhender, il faut se rendre à l'épicentre même de son application. Celui-ci ne se

situe pas tant au commissariat central de Stockholm que dans un bâtiment grisâtre de Södermalm, un quartier de la capitale traditionnellement peuplé d'intellectuels de gauche.

C'est ici, au premier étage de cet immeuble des années 1960, que loge l'Uppsökarenheten, les services sociaux chargés d'approcher les prostituées pour leur accorder une protection et leur donner les moyens de démarrer une nouvelle vie *. Agneta Borg, chef de ce service, enlève la serviette de bain remplie de poils de chien qui protège le sofa installé dans son bureau. Un nombre inconnu de journalistes des quatre coins de la planète a dû s'asseoir là-dessus. Au bout de 67, elle avait cessé de les

* L'Uppsökarenheten de Stockholm a une histoire intéressante qui traduit la manière dont la société suédoise gère ses propres peurs. Si ce service social s'occupe aujourd'hui de la prostitution dans son ensemble, à la fin des années 1970 sa mission était circonscrite à la situation sanitaire des prostituées toxicomanes, tandis qu'au début des années 1950 il s'agissait de s'occuper de la prostitution homosexuelle. Depuis 1944, en Suède, l'homosexualité n'est plus considérée comme un crime, mais à l'époque elle était encore classée parmi les maladies auprès de la Sécurité sociale – et ce, jusqu'en 1979, lorsque les homosexuels se sont mis à réclamer des indemnités maladie. Aujourd'hui, l'homosexualité ne fait plus peur à la société suédoise. En 1995, le pays a adopté une loi instaurant une sorte de Pacs avant la lettre. Et depuis 2003, les hommes et les femmes formant des couples homosexuels ont le droit d'adopter un enfant. Seul le volet portant sur l'insémination dans les hôpitaux des couples lesbiens a été repoussé à plus tard. Celle-ci pose un certain nombre de problèmes juridiques touchant à la paternité ainsi qu'à ses droits et à ses devoirs. Pour le reste, les demandes des couples homosexuels sont désormais traitées selon les mêmes critères que les autres, notamment en matière de stabilité du couple, qui doit être composé de personnes « mûres et responsables ». L'enfant adopté doit également bénéficier d'un « modèle masculin et féminin stable et de qualité dans son entourage proche », souligne l'Institut suédois dans une publication qu'il a consacrée au sujet. Cette loi met aussi fin à une certaine hypocrisie, puisqu'on estime qu'environ 40 000 enfants vivaient déjà avec des parents homosexuels.

compter. C'était en 1999 et la loi était toute fraîche. « 90 % d'entre eux étaient des hommes, explique-t-elle. Un seul savait que la loi contre l'achat de services sexuels s'inscrivait dans le cadre plus large d'un plan appelé la Paix des femmes. » En effet, la loi contient également toute une série de mesures protégeant les femmes battues ou maltraitées.

Parmi les étrangers qui ont étudié la loi dans toute son étendue figure notamment Anne Hidalgo, numéro deux de la Mairie de Paris : « Avec France Terre d'Asile, nous travaillons sur un projet d'hébergement sécurisé pour des femmes qui essaient de quitter les réseaux de prostitution. Tout simplement parce qu'elles risquent leur vie. Il s'agit d'hébergements non repérables, mais protégés », expliquait-elle devant un parterre de journalistes étrangers début 2003. Plus tard, elle devait préciser qu'il s'agissait d'un projet directement inspiré d'un voyage d'étude à Stockholm. Anne Hidalgo soulignait toutefois que le projet parisien était d'une ampleur bien modeste, comparé à ce qui se faisait désormais en Suède sous l'impulsion des plus hauts responsables de l'État.

Les nouveaux dangers du plus vieux des métiers

En Suède comme à l'étranger, l'attention s'est surtout focalisée sur le volet prostitution de la loi. La question la plus fréquente porte sur son efficacité. Certes, en se promenant dans les artères classiques de la prostitution à Stockholm, notamment à Malmskillnadsgatan, on voit toujours quelques irréductibles vendre leur corps aux passants. « La plus âgée vient de fêter ses quatre-vingt-sept ans », indique Agneta Borg. Mais leur nombre n'est pas très

significatif : environ 200 prostitué(e)s font le trottoir. Pour une ville d'un million et demi d'habitants, c'est assez peu. Rien de comparable avec ce qu'on peut voir « sur le continent », comme disent les Suédois. Certaines estimations concernant Paris parlent de 7 000 prostitués dans les rues et les allées boisées de la capitale *. Des chiffres qui doivent cependant être pris avec prudence.

Les prostitués suédois ont donc fui vers des endroits moins facilement repérables, tels que les instituts de massage, les clubs de sauna et d'autres sites que les clients ne pistent que grâce à l'Internet. Là, elles – car il s'agit surtout de femmes – affrontent d'autres dangers, notamment une plus grande violence. Les raisons de cet état de fait sont connues : « Elles n'ont pas la même possibilité d'évaluer les acheteurs de sexe, puisqu'elles ne les ont pas vus avant de les rencontrer. Lorsque la rencontre a lieu, il est peut-être trop tard », estime en avril 2003, dans *Metro*, Jonas Flink, du Prostitutionsgruppen, le service social de Göteborg qui a compétence sur ces questions. Au printemps 2003, cette unité a rédigé un rapport sur le sujet. Ce document soulignait un autre problème que rencontrent les prostituées sur le Net : le type de services qu'elles proposent devient plus évident, ce qui a pour effet de pousser à la surenchère, à se passer de préservatif par exemple.

Face à ces réalités, Agneta Borg a une réponse on ne peut plus tranchée : « Et alors ? Se prostituer a toujours présenté des dangers ! Il n'a jamais été sans risques de se rendre chez des inconnus ou de les accompagner dans un garage obscur. » Elle est également persuadée que la prostitution sur Internet aurait de toute façon explosé du fait du nombre

* C'est le chiffre que retient la Mairie de Paris, sur un total de 15 000 pour la France entière.

croissant d'utilisateurs de cette technologie anonyme. « Le pays européen qui compte le plus de sites est d'ailleurs l'Allemagne, où les bordels sont légalisés. Donc, le rapport entre notre loi et l'explosion de l'offre sur Internet est difficile à établir », pense-t-elle. Il reste les bars des hôtels où les collaborateurs d'Agneta Borg essayent également d'aller à la rencontre des prostituées. Mais c'est une tâche difficile et qui prend du temps : « C'est un peu délicat d'aller voir une femme seule qui est assise au bar avec un verre de vin et de lui dire : "Bonsoir, nous pensons que vous êtes en train de vous prostituer. Est-ce que nous pouvons vous aider ?" » Il faut donc passer quatre ou cinq soirées sur place et observer les femmes qui partent avec des messieurs pour ensuite revenir.

Mais cette loi ne peut pas, et ne doit pas, être jugée à l'aune de son efficacité estiment ses défenseurs. Tout simplement parce que c'est la loi ! « Cela devient très louche lorsqu'on remet en question ce qui fait la raison d'être d'une loi simplement parce qu'il y a des gens qui l'enfreignent. Nous avons connu la peine de mort et toutes sortes de peines pour empêcher les gens de s'entretuer et pourtant il y a toujours des assassinats », considère Agneta Borg. Elle poursuit son raisonnement en soulignant que, dans le cas de la prostitution, il s'agit souvent de femmes héroïnomanes qui ont besoin de plusieurs centaines d'euros par jour. Donc, les femmes se prostituent, tandis que les héroïnomanes masculins cambriolent des appartements : « Mais personne ne dit que nous devons mettre moins de verrous à nos portes pour que nous ne compliquions pas davantage la tâche de ces hommes qui ont adopté ce moyen pour obtenir l'argent nécessaire à leurs achats de drogue. Pourtant, en enlevant tous nos verrous, nous leur faciliterions la vie – et en plus il n'y aurait plus

de femmes prostituées non plus puisqu'elles aussi iraient cambrioler des appartements », affirme Agneta Borg.

Du rapport avec le célibat des curés

Nous touchons là au cœur même de la loi suédoise dite de la paix des femmes. Même s'ils sont nombreux à s'en défendre, ce texte est moralisateur, car il prétend changer les mœurs. Beaucoup de Suédois le considèrent d'ailleurs plutôt comme une « loi d'attitude ». Mais c'est aussi plus que cela.

Le nom même de cette loi, la paix des femmes, n'évoquera pas grand-chose à un étranger. Aux Suédois qui n'ont pas oublié leurs leçons d'histoire, en revanche, cet intitulé rappellera un autre texte du même nom qui faisait partie de quatre lois instaurées au XIII^e siècle par un monument de l'histoire suédoise, le duc Birger Jarl, et qui assurait une protection aux femmes contre le viol et toutes sortes de violences dont elles pouvaient être victimes. Les trois autres « lois de paix » sanctuarisaient les tribunaux, les églises et les foyers. Telles sont les premières lois nationales de l'histoire du pays, en quelque sorte le fondement même de l'État suédois. Grand féministe avant le mot, Birger Jarl a également accordé aux femmes un droit à l'héritage (qui ne devait toutefois pas dépasser la moitié de ce que recevait le fils). Enfin – et c'est moins connu – il a obligé les prêtres suédois à se plier au Vatican et à accepter le célibat, accordant tout juste à ceux qui avaient plus de cinquante ans le droit de finir leurs jours avec leur épouse... à condition toutefois de ne pas partager la même chambre.

C'est dire avec quelle solennité le Parlement suédois a voté cette loi en 1999. Car, bien plus que de

chasser quelques milliers d'acheteurs de services sexuels dans les quartiers obscurs des villes du royaume, il s'agissait d'affirmer les valeurs sur lesquelles l'État suédois du XXI^e siècle devait être bâti. Ou d'instaurer un nouveau contrat social, si l'on préfère. Sept siècles après les lois du duc Birger Jarl sur la paix des femmes et sur le célibat des curés suédois, Agneta Borg raconte qu'elle vient de recevoir la visite d'un prêtre de Paris. Il était inquiet de voir un certain nombre de ses confrères recourir aux services de personnes prostituées. Un clin d'œil de l'histoire ?

*Prostituées et enfants :
même combat ?*

L'interdiction faite aux citoyens d'acheter les services sexuels d'une autre personne rappelle en tout cas une autre grande « loi d'attitude » en Suède : celle qui, depuis 1979, interdit aux parents suédois de lever la main sur leurs enfants. Les fessées, les claques et d'autres tapes y sont strictement interdites. Si l'on veut faire une comparaison avec la récente et très médiatisée mésaventure arrivée à François Bayrou, un homme politique suédois qui donnerait une claque à un mineur devant les caméras de télévision, quand bien même le gamin aurait été en train de lui faire les poches, pourrait être certain de se faire arrêter sur-le-champ par la police.

Catharina Borgqvist Levin, vice-procureur du royaume, vient tout juste de porter une affaire de punition corporelle devant la plus haute instance juridique. À ses yeux, l'amende d'une centaine d'euros infligée à une mère qui avait donné une fessée à son fils de neuf ans avec une spatule en bois n'était pas assez sévère. La mère avait dû, une fois de

plus, aller chercher son fils à l'école après que celui-ci se fut battu avec des camarades qui s'étaient moqués de sa corpulence. « La maltraitance des enfants est doublement difficile dans la mesure où, en plus de la violence, elle constitue toujours une terrible rupture de confiance. La personne qui est censée soutenir l'enfant s'emporte contre celui-ci », observe Catharina Borgqvist Levin dans *Svenska Dagbladet* du 29 juin 2003.

Pourtant, en 1979, la loi contre les punitions corporelles des enfants avait été la risée du monde entier, soulevant même parfois une certaine indignation. Agneta Borg, qui a trente-deux ans de carrière comme travailleuse sociale, s'en souvient très bien : « C'étaient les mêmes journalistes, avec les mêmes arguments : "Et comment allez-vous faire pour appliquer cette loi ? Et comment comptez-vous savoir ce qui se passe dans les chambres des gens ?" »

Aujourd'hui, les Suédois regardent les pays qui n'ont pas encore adopté cette loi avec un mélange de commisération, de condescendance et de pitié. Selon *L'Express* du 23 août 2001, une dizaine de pays européens ont suivi le modèle suédois, parmi lesquels l'Autriche en 1989, l'Italie en 1996, l'Allemagne en 2000. Et la France ? Selon un sondage Sofres de 1999, 54 % des Français donneraient des fessées ou des tapes à leurs enfants. Le Sénat, lui, a consacré quelques discussions à ce sujet à l'automne 2001...

Les Suédois ont-ils eu raison avant les autres ? En 1980, un an donc après l'entrée en vigueur de la loi anti-fessée, la moitié des parents suédois disaient encore frapper leurs enfants occasionnellement*.

* 51 % exactement, selon le *Göteborgsposten* du 15 janvier 2001. Avant son entrée en vigueur, les Suédois étaient 70 % à s'opposer à cette loi. Aujourd'hui, leur taux serait négligeable.

En 2001, ils n'étaient plus que 8 % à le confier. La fessée est devenue synonyme de misère sociale et de pauvreté, selon les statistiques. Rares sont les enfants battus à mort qui arrivent aux urgences des hôpitaux. Il y aurait aussi selon ses partisans un autre bénéficiaire de cette loi : les jeunes Suédois consomment moins de drogues que la plupart des autres.

Bref, sous le cercle polaire une nouvelle norme sociale est née. « Bien sûr que, moi aussi, j'ai perdu patience avec mes filles. C'est humain. Mais il est rassurant, en tant qu'adulte, de savoir qu'il y a des choses qui ne se font pas et d'avoir à le reconnaître devant les enfants. Avant on disait aux enfants qu'on les frappait parce qu'ils avaient fait quelque chose de mal. Maintenant cela a changé. On dit : "OK, tu n'aurais pas dû faire ce que tu as fait, mais moi je n'avais pas à te frapper. J'ai perdu mon sang-froid." Ce renversement de la situation renforce les enfants », explique Agneta Borg.

Il peut paraître étonnant d'interroger une professionnelle de la réinsertion des prostituées sur la manière dont elle a éduqué ses enfants, mais en réalité cela ne fait que souligner le lien entre les deux questions : la loi contre l'achat de services sexuels n'aurait jamais pu voir le jour sans qu'avant elle la loi contre les punitions corporelles des enfants ait été adoptée. On pourrait même dire qu'elle en est le prolongement. L'usage de la force, que celle-ci soit physique ou pécuniaire, envers les plus faibles est considéré comme un mal répréhensible par les nouvelles générations de Suédois.

Il reste que, pour un esprit cartésien, cette assimilation entre les deux situations est pour le moins étrange : selon la logique suédoise, les prostituées, en ce début de millénaire, se situent au même rang que les enfants en 1979. Des femmes majeures seraient donc ainsi infantilisées ? Les Suédois répondraient

par l'affirmative. Car ils n'en démordent pas : la prostitution volontaire n'existe pas. Aux Allemands ou aux Néerlandais qui leur accordent un statut déclaré de travailleuses du sexe avec une protection sociale complète (vieillesse, chômage), les Suédois rétorquent : Très bien. Allez au bout de la logique ! Proposez à vos filles, à vos sœurs et à vos mères inscrites à l'ANPE de travailler comme prostituées ou de perdre leur allocation chômage. « Toute la question est de savoir si nous pourrions nous-mêmes l'accepter », lance Agneta Borg.

À l'automne 2002, trois ans après l'entrée en vigueur de leur nouvelle loi, on pouvait lire dans *Aftonbladet* que huit Suédois sur dix déclaraient vouloir la conserver. Toujours avec cette certitude d'avoir eu raison avant les autres. Toujours avec la conviction d'élever une nouvelle génération de citoyens moralement supérieurs. Une opinion qui n'est pas près d'être ébranlée puisque voilà qu'à présent les Finlandais se préparent à emboîter le pas de leurs voisins.

Chapitre XI

Quand l'égalité des sexes devient la priorité nationale

« Cela ne se discute même pas ! » Cette exclamation, qui est de règle dès que la question de l'égalité des sexes ou de la répartition des tâches intervient dans une discussion, ne peut que surprendre le visiteur. Et pourtant ! C'est justement parce que la Suède, au regard de certaines statistiques, a pris une quarantaine d'années d'avance sur un pays comme la France que la question devient passionnante... et moins simple qu'on pourrait le croire.

Déjà, à bord de l'avion de la Scandinavian Airlines qui l'emmène vers la Suède, le visiteur curieux arrête son regard sur les tables à langer installées dans les w-c de la partie classe affaires. Certes, l'hôtesse de l'air convient que ce n'est pas un dispositif particulièrement demandé par les hommes d'affaires, mais le symbole est là. Le fait d'être un homme d'affaires, et aussi importante que puisse être sa mission, ne le dispense pas du premier de ses devoirs : changer les couches de son enfant. Du moins en théorie...

Il faut ensuite vraiment être un étranger de passage en Suède pour s'extasier encore sur ces trottoirs où fourmillent tous ces jeunes pères en cravate qui, surchargés de sacs de courses et leur portable dans une main, poussent un landau. Seul le touriste non averti se retournera devant ce défilé continu.

Pour tous les Suédois, l'image est quotidienne et banale. Comme l'assure Richard Myrenberg, reporter radio et grand francophile, tout en aidant sa fille à chausser ses patins à glace pour faire un tour sur un lac gelé, à Stockholm, « ici, plus personne ne parle de "papa poule" (*mjukispappa*). Le fait que le père s'occupe autant des enfants que la mère représente la norme. C'est le contraire qui est désormais considéré comme anormal ». Pendant qu'il s'exprime, d'autres pères font également de longs parcours en patins et à des vitesses surprenantes, tout en tenant, pour certains, leur poussette d'une main ferme devant eux.

Après avoir laissé quelques traces lacérant le lac, Richard Myrenberg tient à être plus précis : « Ne pas être avec ses enfants est considéré comme "non masculin" – notamment dans la classe moyenne et la catégorie moyenne supérieure. S'occuper de ses enfants ne fait pas seulement partie du rôle paternel, cela renvoie aussi l'image d'un homme ayant le sens de ses responsabilités. La Suède est peut-être un des rares pays où l'on puisse être parachutiste dans l'armée et réclamer six mois de congés paternité. Cela n'écorne nullement sa virilité. »

En Suède, l'équivalent de la Sécurité sociale est devenu le principal outil pour former des couples égaux lors de l'arrivée d'un enfant. Tout est fait pour inciter les pères à découvrir les joies des changements de couches et de la vaisselle à ce moment de la vie.

Aujourd'hui, l'État garantit 80 % de son salaire au parent qui reste à la maison pour s'occuper de l'enfant, dans la limite d'un plafond d'environ 2 500 euros par mois. Et cela pendant 390 jours. Les deux parents se partagent cette période comme ils l'entendent jusqu'à la huitième année de l'enfant. À un détail près : le père comme la mère sont tenus,

chacun leur tour, de quitter leur travail pendant deux mois au moins s'ils ne veulent pas voir réduite la totalité de leurs congés. Au terme de cette « année familiale », les parents peuvent encore bénéficier de 90 jours de congés supplémentaires qui seront indemnisés de manière forfaitaire à hauteur de 6 euros par jour.

Congé parental : un risque pour le couple... au début

Sylvia Augustinsson, fonctionnaire à l'Institut suédois de Stockholm, a pu rester à la maison pendant les treize mois qui ont suivi la naissance de son fils aîné, Joar. Ulric, le père, informaticien dans le privé, est quant à lui resté à la maison pendant quatre mois. À l'arrivée du deuxième enfant, Sylvia a préféré scinder en deux ses congés : après un congé maternité de huit mois et demi avec son deuxième fils, Jonatan, elle a passé la main au père pendant quatre mois et demi avant de reprendre à nouveau elle-même quatre mois et demi de congés supplémentaires. « Je me sens très partagée à l'idée de reprendre le travail. Cela fait du bien, mais en même temps je pense que c'est un peu tôt pour laisser mon petit bébé de neuf mois », estime-t-elle.

La famille a exploité toute la souplesse du système en l'adaptant à ses propres besoins et aspirations (achat d'une maison, deuxième enfant). Financièrement, aucun des deux n'atteignant le plafond de salaire de 2 500 euros, l'effet sur le budget familial est donc resté limité. « Pendant les congés, explique Sylvia, la Sécurité sociale nous alloue 80 % de notre salaire. En tant que fonctionnaire, l'État m'accorde encore 10 % supplémentaires. Certains employeurs privés proposent aussi une rallonge similaire. »

Cette Suédoise de trente-neuf ans laisse pourtant percer une pointe de jalousie face à l'usage un peu différent que fait son mari de ses congés parentaux : « Je sais qu'Ulric s'occupe merveilleusement bien des petits. D'ailleurs, je ne téléphone jamais pour m'assurer qu'il a bien préparé à manger ou changé les couches. Par contre, je devrais peut-être le faire davantage en ce qui concerne la lessive. Les enfants passent du bon temps avec leur père, mais les travaux domestiques ont tendance à se réduire au strict minimum. À l'inverse, les garçons font des sorties, des pique-niques, jouent et d'une manière générale s'amuse. Il est vrai que cela me fait un peu envie, puisque de mon côté j'ai tendance à passer l'aspirateur, faire les grosses courses et à m'occuper du repassage. »

Il n'est pas certain que cela corresponde exactement à l'idée que se font actuellement les parlementaires suédois lorsqu'ils planchent sur un éventuel cadre plus contraignant qui obligerait les hommes à rester à la maison avec les enfants et à s'occuper des tâches ménagères qui en découlent. À l'instar du ministre de l'Égalité, certains imagineraient bien une loi encore plus contraignante pour pousser les pères à utiliser davantage leur congé paternité. En 2002, la part des congés parentaux effectivement utilisée par les hommes s'élevait à 15 %, ce qui est considéré comme un taux très éloigné de l'objectif paritaire.

En attendant, les employeurs eux-mêmes mettent en place des dispositifs financiers complémentaires qui visent à inciter les hommes à rester au foyer. La législation laisse la possibilité aux employeurs de financer le complément de l'allocation pour ceux dont la rémunération dépasse le plafond des 2 500 euros mensuels. Ces mécanismes contribuent à une nouvelle culture d'entreprise.

C'est par exemple le cas dans la société immobilière

Drott, qui compte 440 collaborateurs, dont la moitié ont moins de quarante ans. Anders Henningsson y travaille comme cadre supérieur. Le tout jeune marié se trouve devant un dilemme depuis qu'il a appris qu'il serait bientôt papa. Son entreprise, comme beaucoup d'autres, propose d'assurer à ses employés 90 % de leur salaire pendant six mois, le temps de leur congé paternité (ou maternité), sans plafond de revenu. « Il serait nettement plus avantageux que je reste à la maison puisque je gagne plus d'argent que mon épouse, affirme Anders. L'inverse nous coûterait cher. » Pour son employeur, la part supplémentaire ajoutée à l'allocation de base coûte cher aussi, « mais c'est le prix à payer si l'on veut rester attractif dans le recrutement des 25-35 ans », poursuit Anders.

Ce genre d'avantages est une conséquence directe du changement de valeurs qui s'effectue en ce moment. Les pères ne veulent plus négliger leurs enfants. Ils examinent donc de près, dès leur embauche, les conditions d'indemnisation ou les possibilités de télétravail, tout autant que la voiture de fonction ou les notes de frais. De récentes statistiques confirment ce changement d'attitude. En effet, en Suède, les deux conjoints jouent autant l'un que l'autre avec leurs enfants. Dans ce pays qui ne s'est pas encore converti à la semaine des 35 heures, les jeunes pères actifs travaillent quarante minutes de moins par jour qu'il y a quelques années. Ce temps est en majeure partie dévolu à leur descendance, notamment pour aller les chercher à la crèche. Car, en pays suédois, la garderie (*daghem*) ferme en général ses portes à 17 heures. D'où la difficulté de joindre de nombreux employés autrement que sur leur téléphone portable après cette heure...

Aujourd'hui, la mère prend généralement le maximum de congés, tandis que très peu d'enfants sont gardés en crèche avant leur premier anniversaire.

De plus, la mère est presque considérée comme une mauvaise mère si elle abrège ses congés. « Lorsque j'ai expliqué à mes amis que j'avais décidé de mettre ma fille à la crèche à l'âge de un an, beaucoup – surtout des mères – m'ont clairement fait comprendre que c'était trop tôt », confie Marie Eriksson, une jeune architecte qui revendique le droit d'être passionnée par son métier. Par ailleurs, les mères subissent une réelle pression pour les pousser à allonger l'allaitement aussi longtemps que possible. Les récalcitrantes sont informées d'une profusion de risques qu'elles font subir à leur enfant non allaité : allergies, développement psychomoteur moindre, etc.

Il existe donc en Suède une véritable doctrine officielle bâtie autour de l'engagement paternel envers les enfants. Promouvoir ce mode relationnel a des retentissements sur la notion d'égalité des sexes, telle qu'elle est vécue par les Scandinaves. Ce rapport du père à l'enfant est également censé avoir des incidences sur la place des femmes, voire sur la démographie et l'épanouissement des futures générations. Pour atteindre l'objectif d'un monde meilleur et plus égalitaire, il n'y a pas de raccourci : les hommes doivent s'impliquer davantage dans leur foyer et, par ce biais, entraîner un changement des mentalités. Ainsi, selon la sociologue Livia Olàh interrogée par *Libération* en avril 2003, « la propension à avoir un deuxième enfant est de 15 % moindre quand le père n'a pas pris de congé paternité pour le premier enfant ».

Pourtant, selon cette chercheuse, la recherche de l'égalité représente au début un projet risqué pour les couples : « Le développement de l'égalité dans la société a des conséquences directes sur les relations de couple », expliquait-elle dans *Välfärdsbulletinen* en 2002. « Dans un premier temps, le risque d'éclatement de la famille augmente. Cela s'explique par les

attentes croissantes des femmes sur une répartition plus égalitaire des tâches ménagères, alors que les hommes ne se sont pas encore faits à l'idée de rôles plus égaux au sein de la famille. Par contre, une fois qu'ils ont franchi cette étape, la stabilité de l'unité augmente à nouveau de manière considérable. »

Les négociations au quotidien

Pour ceux qui n'auraient pas encore compris que l'implication des hommes dans leur foyer est non seulement envisagée pour leur propre bien, mais aussi pour l'équilibre de leur enfant, les départements organisent des stages d'information, dont les groupes sont constitués uniquement d'hommes : les *Mansgrupper*. Ces cercles sont calqués sur les cours de préparation à l'accouchement des femmes. D'ailleurs, les cours ont souvent lieu dans les mêmes endroits. En subventionnant ce mouvement, l'État entend convaincre les citoyens des bienfaits du système social.

En janvier 2003, un colloque était consacré à la question de la politique de l'égalité, en présence de la ministre de l'Égalité à l'époque, Margareta Winberg, et de plusieurs responsables régionaux. « Toute cette campagne se fait dans une perspective plus large », expliquait la directrice régionale de l'Égalité de la Dalécarlie, Britte-Marie Hedlöf, en citant l'argument de la baisse des divorces comme conséquence d'une plus grande présence des pères au foyer, mais aussi « une compétence sociale accrue des hommes ». Les participants ont ainsi appris que la présence des hommes dans leur foyer aurait, à terme, pour effet de vider les prisons : « 93 % des détenus sont des hommes. Ils ont tous un facteur en commun : un père absent. Le congé paternité est

peut-être une notion bien plus vaste et importante que nous pouvons le penser au premier abord. Ce congé pourra nous aider à faire des économies d'argent aussi bien que de souffrances humaines », prétendait Britte-Marie Hedlöf. D'où l'impérieuse nécessité pour l'État de financer des associations qui œuvrent pour un plus grand engagement des pères au foyer.

Parmi les réseaux en place, l'association des groupes de papas (*Pappagrupper*) compte 76 animateurs répartis dans une vingtaine de localités, notamment autour de la capitale. Moyennant 45 euros les huit séances, ces cours permettent aux futurs pères de suivre une sorte d'initiation à la vie paternelle. Il s'agit de groupes de discussion organisés sous la direction d'un père bénévole. À ce jour, des milliers d'hommes ont participé à de telles réunions. L'objectif de cette association est d'« inciter les hommes à se remettre en question en tant qu'homme et être sexué [...], à développer le côté positif du rôle de l'homme [...] et à changer les attentes sur les garçons et sur les hommes * ».

Per-Gunnar Engblom, chauffeur de bus, est l'un des plus anciens animateurs de ce genre de réunion. Véritable militant de l'égalité des sexes au quotidien, son combat commence dans sa cuisine. Sur la porte de son réfrigérateur est affiché un document clé pour réguler sa vie familiale : la répartition des tâches ménagères, par jour, par semaine et par mois. Vaisselle, linge, aspirateur, grosses et petites courses... tout y est soigneusement détaillé, avec la répartition des tâches incombant à chaque membre de la famille.

« Ce document est le fruit de longues et de très

* *Idéprogram för föreningen Manliga Nätverket*, <http://www.man-net.nu/organis/prog0104.html>

âpres négociations. Pendant l'élaboration de ce planing, nous avons été confrontés aux nombreux fantômes de notre enfance, aux habitudes qui, nous l'avions toujours pensé, allaient de soi... Par exemple, ma femme Nina voulait absolument que la vaisselle soit faite le soir, tandis que cela ne me dérangeait pas du tout de la laisser jusqu'au lendemain. Finalement, nous avons conclu que je devais faire la vaisselle avant que Nina ne se réveille le matin », confie-t-il en désignant une petite montagne de vaisselle dans l'évier.

« Auparavant nous avions des conflits à n'en plus finir autour de ces questions. Avec cet emploi du temps, ce n'est plus le cas. Cela ne signifie évidemment pas que nous n'ayons plus de conflits. Mais nous pouvons désormais focaliser nos querelles sur des choses plus essentielles. Avec ce système, j'ai pu réaliser que ce sont toutes ces discussions autour de ce qui est vrai ou faux, bien ou mal, égal ou inégal qui détériorent une relation de couple. Si toutes ces règles sont établies en amont, chacun assume sa part du contrat et, le cas échéant, le non-respect de celui-ci », affirme ce pragmatique du conflit familial. Pour Per-Gunnar Engblom, la finalité de tout le débat sur le rôle des pères est de « transformer la société, de la rendre plus transparente et fluide ».

Selon ce divorcé dont la première femme est partie pour s'installer dans le nord de la Suède avec leur enfant, « il ne s'agit pas seulement de faire passer plus de temps à la maison aux pères. Il faudrait que les entreprises s'ouvrent à la société et aux enfants pour commencer. Si ces derniers pouvaient plus facilement rendre visite à leur père sur leur lieu de travail, cela faciliterait la vie de tout le monde et celui-ci serait conforté dans son rôle en étant plus visible pour son enfant ». Toujours selon lui, l'ouverture des entreprises pourrait prendre la

forme de visites de classes, de coins de jeu ou de crèches intégrées.

Pour conforter son point de vue, Per-Gunnar Engblom évoque l'absence de son propre père, entrepreneur, pendant son enfance. En militant au sein des groupes de futurs parents, il espère aujourd'hui « être un soutien auprès des pères pour le bien-être de leurs enfants ». Et de citer l'exemple de Johan. « Johan faisait partie de mon groupe, raconte-t-il. Sa femme devait accoucher d'une petite fille et le futur père était très inquiet. Il était chauffeur de poids lourd, mais ne voulait plus être sur la route toute la semaine après l'arrivée de la petite fille. En même temps, il n'imaginait pas démissionner pour trouver un autre emploi. Nous lui avons donc conseillé, au cours de nos réunions, d'expliquer son malaise à son employeur. Trois semaines après, Johan avait obtenu une forme de promotion au siège de la société et pouvait rentrer chez lui tous les soirs. » Moralité, selon Per-Gunnar ? Le P-DG avait compris que son chauffeur était un homme responsable, digne de confiance et en plus doté d'une certaine franchise. Un vrai conte de fées au pays de l'égalité.

Malgré cela, l'optimisme de Per-Gunnar quant à une société qui tend à plus d'égalité et d'humanité est tempéré par une unique crainte : voir un nombre croissant de femmes devenir de plus en plus agressives dans leur comportement, plus masculines en somme : « En Suède, les femmes ont certes le droit d'avoir les mêmes choses que les hommes, mais devraient-elles vraiment nous imiter en tout ? Est-ce que cela profiterait à la société ? »

Et le repassage, dans tout cela ?

Sur la côte ouest de la Suède, Thérèse, jeune trentenaire bientôt mariée, ne se plaint pas du rôle de son futur époux, Magnus, au sein de leur foyer, un deux pièces dans le centre de Göteborg : « Je travaille dans une grande société de communication et ne compte pas mes heures. C'est donc Magnus qui s'occupe des courses et de la cuisine. D'ailleurs, il le fait tellement mieux que moi. » Par contre, lorsqu'il s'agit du ménage, leur situation reflète beaucoup plus la parité moderne à la suédoise. « Nous le faisons ensemble, mais toujours à mon initiative, souvent le week-end... enfin un week-end sur deux. Cela fait un peu sale, non ? » dit-elle, en rougissant légèrement.

Les femmes suédoises consacrent en moyenne quatre heures par semaine aux travaux domestiques, tandis que la part des hommes atteint trois heures hebdomadaires. Cette répartition des tâches est devenue, durant la dernière décennie, de plus en plus en plus égalitaire, selon une enquête publiée au printemps 2003*.

Mais, fait surprenant, l'égalité devant la poussière se fait par un nivellement vers le bas, ou plus exactement par une diminution du temps passé par les femmes à faire le ménage, au lieu d'une contribution croissante des hommes ! Si une telle évolution devait atteindre la France, les hommes d'ici peuvent envisager, au choix, de mieux apprendre le maniement d'un fer à repasser, d'augmenter le budget permettant de recourir à l'aide d'une tierce personne, ou

* SCB, « Tid för vardagsliv. Kvinnors och mäns tidsanvändning år 1990-91 och 2000-01 » (Du temps pour une vie quotidienne. Comment femmes et hommes utilisent leur temps, entre 1990-1991 et 2000-2001). Enquête publiée le 14 avril 2003.

bien encore de se préparer à un avenir peuplé de chemises froissées. Car, selon une étude comparative des deux pays publiée en 2002, les Suédoises, qui consacrent six heures de moins que les Françaises à l'entretien de leur foyer, font surtout des économies dans le temps passé à la lessive et au repassage*.

Cela dit, il y a dans ce domaine une part d'ombre qu'il est difficile d'évaluer. Il existe aujourd'hui en Suède un marché florissant des femmes de ménage ou des jeunes filles au pair qui travaillent illégalement pour les ménages aisés dans les grandes villes. Cette exploitation de Polonaises et d'immigrées des Pays baltes a provoqué un débat plus large sur l'égalité des sexes, appelé là-bas le « débat des bonnes » (*Pigdebatten*).

Selon un courant de pensée très répandu, rémunérer une femme (le plus souvent) pour faire le ménage relève de la discrimination, voire de l'humiliation. Cette position de soumission renvoie les femmes de ménage à une condition d'avant-guerre que leurs aînées avaient réussi à faire disparaître après une longue lutte acharnée. La disparition des aides ménagères et l'émergence du modèle suédois après 1945 sont intimement liés. La résistance la plus ferme à l'emploi d'aides à domicile se situe de manière très compréhensible parmi les femmes cadres, âgées de 50 à 64 ans. « Ce n'est pas étonnant, c'est dans cette tranche d'âge que l'on retrouve les filles des anciennes bonnes. Le fait de subventionner une aide à domicile serait à leurs yeux un pas en arrière », commente Louise Waldén, experte au

* « Offre de travail et répartition des activités domestiques et parentales du couple : une comparaison entre la France et la Suède », *Économie et statistiques*, n° 352-353, 2002.

Centre de recherche pour les questions de parité, à Stockholm *.

Il y a quelques années, la formule du chèque emploi-service français fut citée en exemple, pour être aussitôt conspuée. Actuellement, une majorité de Suédois réclame pourtant un allègement des charges patronales pour l'emploi d'une personne à domicile. L'État refuse toujours de subventionner ce genre de service qui coûte, dans le cas d'une salariée déclarée, 35 euros par heure de ménage ** !

Même si ce débat est aujourd'hui moins passionnel qu'au milieu des années 1990, il ternit l'image idéale de la société égalitaire telle que se veut la Suède. Ou peut-être les Suédois sont-ils justement incapables de résoudre ce problème parce qu'il pousse à s'interroger sur ce que devrait être une société dans laquelle l'égalité des sexes est totale. Est-ce un monde où tout le monde fait tout ? Ou est-ce un monde de répartition des tâches – et dans ce cas, selon quels critères ? Que doit proscrire la société et que doit-elle promouvoir pour permettre aux citoyens de devenir plus égaux ? Faudrait-il payer autant une femme de ménage qu'un plombier ou un jardinier et *vice versa* ? Pour une grande partie des citoyens, l'égalité des sexes doit passer par plus d'implication des hommes dans les tâches ménagères et non pas par une délégation de ce travail. Coûte que coûte.

* Sondage et commentaires publié par *Göteborgsposten*, 13 septembre 2002, p. 4.

** Tarifs 2003 auprès de la société prestataire de services Hemfrid.

La place de l'enfant au travail

En ce qui concerne la réconciliation de la vie professionnelle et de la vie privée, l'exemple est souvent venu des dirigeants suédois. Plus exactement du Parlement, le Riksdag. Car, au sommet, les Suédoises se donnent les moyens à la hauteur de l'enjeu. Dans ce domaine, la parité est indiscutable sur le plan des statistiques. Un gouffre sépare la Suède et la France : l'Assemblée nationale française se situe aujourd'hui, avec ses 70 femmes sur 576 * députés (soit 12 %), au niveau qui était celui de la Suède au début des années 1960. Au milieu des années 1980, le Parlement suédois comptait une femme sur trois députés. Le record (44 %) a été atteint lors des dernières élections législatives, à l'automne 2002. En 2003, le gouvernement de Göran Persson compte 10 femmes sur 22 ministres. Que dire ? Bravo ? Ou considérer les 70 députés françaises comme des pionnières, se battant pour un avenir plus radieux, sinon plus égalitaire ? Sûrement. Mais à écouter la deuxième, voire la troisième vague de parlementaires suédoises, on aborde aussi une face cachée de cette évolution qui s'est souvent faite dans la douleur.

Les regards en coin ne sont pas toujours venus d'où l'on aurait pu le penser. Le témoignage de la ministre de l'Intégration d'alors, Mona Sahlin, depuis nommée ministre de l'Environnement et de la Construction de la Société – elle est toujours une des vedettes de la social-démocratie suédoise –, en est un parfait exemple. Elle s'exprime un après-midi neigeux, à Göteborg, devant un parterre d'étudiants en journalisme. Ces derniers viennent de suivre une

* Le 577^e député étant invalidé lors de la rédaction de ce livre en 2003.

heure de cours sur l'utilisation de l'image dans une perspective égalitaire, afin d'éviter de tomber dans les stéréotypes sexistes. Pour animer le cours, les thèmes abordés pourraient faire sourire plus d'un journaliste français : « Pourquoi ignore-t-on dans les illustrations des magazines féminins que tant d'hommes font du tricotage ? » et « Pourquoi les femmes âgées sont-elles si rarement heureuses et actives sur les photos ? ».

Lors du débat qui suit, Mona Sahlin, quarante-six ans, rappelle ses débuts au Parlement : « Il fallait voir les têtes de nos collègues femmes plus anciennes ! Celles de ma génération sont arrivées dans l'hémicycle sans aucune envie de tout sacrifier pour leur mandat, confie la ministre facilement reconnaissable avec ses éternels cheveux roux coupés court et son maquillage plutôt osé pour une femme publique. Nous avons fait des enfants en grande quantité, pris des congés maternité, nous avons quitté des réunions pour aller chercher nos enfants à la crèche... Ces bouleversements ont été ressentis de façon très douloureuse pour ces nombreuses femmes qui avaient fait tant de sacrifices pour arriver là où elles étaient. Toutes n'étaient pas tendres avec nous. Mais regardons le chemin parcouru. Aujourd'hui, nous avons même une crèche au Riksdag. »

Cela pourrait être un beau sujet de débat pour des femmes politiques : faut-il essayer de se frayer un chemin avec les mêmes armes que ses prédécesseurs, ou, au contraire, opposer une sorte de résistance aux règles implicites du jeu ? Le vrai courage consiste-t-il simplement à conquérir sa place sans rien changer ensuite aux règles du jeu ? Mais qui, en France, homme ou femme, osera le premier claquer la porte lors d'une réunion politique pour chercher un enfant à la crèche ?

La méthode – si manœuvre préméditée il y eut –

s'est en tout cas révélée efficace. La fonction de député et ses responsabilités si souvent décrites comme écrasantes furent en tout cas banalisées au cours des années 1990. Du coup, la féminisation de la politique s'est même accompagnée d'un rajeunissement, sans être constant, du corps des parlementaires.

Parallèlement à cette évolution au sein de la classe politique, le monde de l'entreprise a connu une arrivée massive des femmes parmi les cadres supérieurs. Avec pour principal effet le bouleversement des valeurs mêmes de l'entreprise. En 1980, seulement 38 % des Suédoises travaillaient. Aujourd'hui, leur taux d'activité rejoint presque celui des hommes (79 % contre 84 %). Avec cette mutation, l'organisation du travail a dû être repensée à tous les niveaux de la société. Un cadre dirigeant qui planifie des réunions en fin de journée, juste avant la fermeture des crèches, sera vite considéré comme incompetent en tant que manager. De la même manière, les dirigeants d'entreprise sont invités à faire des efforts d'imagination afin de permettre à leurs salariés de concilier leurs obligations familiales avec la rentabilité de l'entreprise.

Parmi eux, Jakob Lind, cofondateur d'une agence de publicité, Futurniture, qui compte une trentaine de salariés : « Je me suis aperçu que le facteur principal de stress et de manque d'efficacité tient souvent à peu de choses. Il arrive qu'une mère ou qu'un père doive rester travailler à la maison pour s'occuper d'un enfant malade. Dans ce cas, l'aspect le plus dérangeant, tant pour le salarié que pour l'entreprise, se résume souvent à l'impossibilité de participer à une réunion qui avait été programmée pour ce jour-là, ou bien au fait de ne pas pouvoir mettre la dernière touche à un dossier avec le risque de bloquer le travail des collègues. »

La solution prônée par Jakob Lind est très

concrètement une plus grande ouverture de l'entreprise. Dans une partie des locaux de Futurniture, situé en haut d'un des gratte-ciel du centre de Stockholm, se trouvent des jouets, des crayons, des poupées et autres voitures. « De cette façon, nous pouvons emmener les enfants pour une heure ou deux, à condition que cela ne dérange pas les autres », affirme ce P-DG. Lui-même a dû parfois repartir avec sa fille Laura et rentrer à la maison : « Elle peut vraiment s'agiter et courir dans tous les sens ! C'est plus simple avec mon fils Hjalmar. Il s'installe avec des jeux vidéo devant un ordinateur dans une salle de réunion vide. Hjalmar adore ces bureaux, puisqu'ici les ordinateurs sont plus puissants que le sien à la maison. » Il lui est même arrivé d'emmener son fils de six ans à un rendez-vous professionnel chez un important client.

Comme tant d'autres, ce businessman a pu observer un effet inattendu sur l'organisation de l'entreprise de la prise en compte croissante des préoccupations familiales : les séminaires d'entreprise sur deux ou trois jours se font de plus en plus rares. « C'est un vrai casse-tête pour tout le monde que de gérer la garde des enfants pendant une si longue période. C'est pourquoi de plus en plus d'entreprises préfèrent des formules du type séminaires à la journée et pas très éloignés de leur site d'implantation. D'ailleurs, ces réflexions sont assez partagées par les personnes qui travaillent dans le secteur du tourisme et des congrès : ils sont douloureusement conscients de cette évolution et ont l'impression de vivre la fin d'une époque. » Et tant pis pour les salariés qui appréciaient le bronzage à Casablanca, ou ailleurs, à l'occasion du séminaire annuel.

Il est vrai aussi que la préoccupation sociale et égalitaire d'une entreprise peut aller de pair avec des

restrictions budgétaires. Sous prétexte de se préoccuper de la situation familiale des employés, un séminaire au terminus du train de banlieue ne peut pas être remis en cause. L'agence de publicité Futurniture compte presque autant de femmes que d'hommes, notamment quatre femmes sur les six dirigeants. Cela n'a pas empêché Futurniture de se doter d'un « plan pour l'amélioration de l'égalité des sexes », à l'instar de toutes les autres entreprises ou institutions de plus de dix salariés, soucieuses de se conformer à la loi.

Sous peine d'amendes, ce plan doit être négocié et discuté chaque année par les hommes et les femmes sur leur lieu de travail. Il s'agit d'un sujet qui peut faire couler beaucoup d'encre et de café pendant des réunions passionnées. Le document doit préciser l'écart éventuel des salaires et détailler comment, au cours de l'année à venir, l'entreprise compte favoriser l'égalité des sexes en son sein.

L'arsenal juridique

Le plan pour l'égalité dans l'entreprise ne représente qu'une infime partie du dispositif mis en place par l'État pour promouvoir l'égalité des sexes. Les Suédois aiment utiliser le terme anglo-saxon de *mainstreaming*. Il signifie qu'aucun domaine, aucune institution, aucun niveau de l'État ne doit échapper à une réflexion sexiste. Même si le vice-Premier ministre est chargé de l'égalité des sexes, tous les autres sont également tenus d'intégrer ce thème dans leur politique. Pour les aider dans cette démarche, les ministres comme leurs proches collaborateurs ont tenu à suivre des cours spécifiques. Réelle cause nationale, l'égalité doit imprégner tout

l'appareil étatique en attendant de pénétrer le reste de la société.

Dans l'impressionnant édifice créé par les élus, il y a d'abord un médiateur à l'égalité des chances (*Jämställdhetsombudsmannen*). Mis en place lors de la première grande loi sur l'égalité des chances en 1980, il doit veiller au respect de la loi, donner des avertissements ou des avis et faciliter le règlement de litiges entre autres dans les entreprises. Cette institution trouve ses racines dans une longue tradition scandinave d'ombudsman. La société privilégie depuis longtemps des solutions, négociées fermement mais en douceur, entre parties consentantes.

Au fil des années, d'autres institutions ont été créées pour satisfaire la demande de justice et d'équité. Ainsi, il existe aussi une Commission pour l'égalité des chances (*Jämställdhetsnämnd*). Celle-ci est composée de juristes représentant les partenaires sociaux et d'autres spécialistes du monde du travail. La commission peut « ordonner à un employeur de prendre des mesures actives pour promouvoir l'égalité des sexes dans son établissement ». Selon la loi, la discrimination sexuelle est définie comme le fait de « défavoriser quelqu'un en raison de son sexe – de manière directe ou indirecte ». Or ce principe ne joue pas « si l'employeur peut établir que sa décision n'était pas motivée par le sexe de l'intéressé, mais qu'elle entrait dans le cadre d'un effort délibéré pour promouvoir l'égalité dans la vie professionnelle ». En clair, il s'agit d'une forme de discrimination positive ou facultative, car elle n'est pas imposée à l'employeur. Par exemple, un mécanicien ne peut pas porter plainte après s'être vu refuser un poste attribué finalement à une femme si cette décision de l'employeur est justifiée par son souci d'amoindrir la domination numérique des hommes sur le lieu de travail.

Pour veiller au bon déroulement du système, il existe par ailleurs un Conseil pour l'égalité des chances (*Jämställdhetsrådet*), présidé par le ministre de l'Égalité et composé de diverses organisations féminines, de partenaires sociaux, etc. Depuis 1995, les 23 préfectures sont dotées d'experts départementaux pour l'égalité des chances, chargés de relayer la politique nationale. La recherche de l'égalité des sexes a ainsi engendré tout un arsenal juridique et institutionnel croissant au fil des avancées de la cause de l'égalité des sexes.

Sans vouloir la critiquer, la cause féministe fait tout de même se hausser quelques sourcils au sein du Medef suédois, le *Svenskt Näringsliv*. Formé aux États-Unis, Stefan Fölster est un des analystes de l'organisation patronale les plus médiatisés. Il est par ailleurs le petit-fils d'Alva et Gunnar Myrdal, les grands théoriciens du modèle suédois social-démocrate, dans sa version d'après-guerre. Ses illustres ancêtres obtinrent chacun un prix Nobel, respectivement pour le désarmement et pour des travaux économiques. Interrogé sur les éventuelles conséquences macro-économiques de cet enthousiasme législatif en faveur de l'égalité des sexes, Stefan Fölster soupire, commence une phrase, s'arrête, soupire encore, avant de visiblement bien peser ses mots : « Le fait de se focaliser perpétuellement sur la répartition des postes – et non pas sur la croissance ou sur la création des entreprises – peut en effet entraîner des conséquences économiques graves. »

Aujourd'hui, cet économiste affirme que l'État suédois cherche trop à protéger les salariés d'injustices diverses : « Selon une étude de l'OCDE, une entreprise de vingt salariés doit dépenser 3 200 euros par salarié, uniquement en frais d'administration pour toutes ces règles. C'est le taux le plus élevé de

tous les pays de l'OCDE. Ce chiffre ne comprend même pas les coûts d'application, mais uniquement d'administration. » Dans ses propos, Stefan Fölster joue évidemment son rôle de lobbyiste pour les patrons d'entreprise. Il est facile d'imaginer que nombre d'entre eux trouvent que l'époque de l'égalité à tout prix est pénible à vivre. Une fois le rouleau égalitaire en marche, il semble avancer d'une manière inexorable de secteur en secteur. Et c'est à présent le saint des saints du pouvoir économique d'être touché : les conseils d'administration des grandes entreprises privées.

Les patrons ont peur

Après une représentativité à parts presque égales au Parlement ainsi que dans les conseils régionaux, départementaux et municipaux, ce fut au tour des grandes administrations publiques d'accueillir des femmes. En 1986, elles étaient 16 % à siéger au sein de la direction de ces administrations. Aujourd'hui, environ un tiers de ces dirigeants sont des femmes*.

Seul un secteur n'avait pas bougé, le noyau dur du pouvoir économique : les conseils d'administration des grandes entreprises privées. Du moins, jusqu'à une date très récente. En 2002, la vice-Première ministre, Margareta Winberg, s'en offusquait dans une interview au grand quotidien des affaires, *Dagens Industri*. Le taux de femmes dans les conseils d'administration n'avait progressé que de 3,3 % en 1993 à 6,1 % en 2002. « Il est temps que ces conseils d'administration cherchent des candidats ailleurs que dans les clubs pour messieurs », affirmait la

* Rapport, Studieförbundet näringsliv och samhälle, *Kvinnor i näringslivet*, 9 janvier 2003.

ministre en brandissant l'arme atomique : une possible loi de quotas si le secteur privé ne réussissait pas à atteindre un niveau d'au moins un quart de femmes dans ces sphères de pouvoir. « Il y a urgence, estimait à cette époque le numéro 2 du gouvernement. Je vous donne deux ans ! »

La stupéfaction du monde des affaires fut à la hauteur de la menace. D'accord pour des quotas dans la vie politique, mais pas dans un secteur concurrentiel, lui ont rétorqué les patrons de l'industrie et de la finance. Le vétéran des conseils d'administration, Jan Wallander, fut de ceux-là : « Il est impossible de transposer la logique d'un monde à un autre. L'idée de quotas est absurde », explique-t-il en février 2003 dans le *Dagens Nyheter*. Sans se priver d'une pique en direction des pouvoirs publics : puisque le gouvernement prétend que les entreprises gagneraient en compétence avec plus de femmes à leur tête, cela signifierait donc que toute une série d'entreprises publiques (qui comptent en moyenne 37 % de femmes dans leurs conseils d'administration) devraient par conséquent être mieux administrées que des entreprises privées équivalentes ! Pour appuyer son propos, Jan Wallander énumère une série d'entreprises publiques qui ne brillent guère par leurs résultats.

Quoi qu'il en soit, cette polémique enclencha une vague de recrutements de femmes au sein des conseils d'administration. Fidèles à leurs habitudes acquises en bourse de toujours se déplacer dans un même mouvement, les grands dirigeants d'entreprise ont semblé avoir peur de se voir privés des meilleurs éléments au profit de la concurrence. Les chasseurs de tête ont eu donc fort à faire pour recruter les femmes réputées les plus compétentes et les plus en vue. Résultat : en moins d'un an, les plus grandes entreprises cotées en bourse ont vu la part des

femmes doubler dans leurs conseils d'administration. Et la vague ne semble pas s'arrêter là. « Parmi les 50 entreprises les plus importantes à la Bourse de Stockholm, 45 ont désormais au moins une femme représentée au conseil d'administration. Leur présence parmi les cadres dirigeants reste toutefois toujours médiocre. Il n'empêche : parfois, les menaces sont efficaces », put se féliciter la vice-Première ministre lors d'un débat parlementaire en février 2003.

Un mois plus tard, en France, un colloque organisé par l'UMP a proposé « une présence obligatoire de 30 % » de femmes dans les conseils d'administration. Or, aujourd'hui, selon une étude conduite par Action des femmes, « dans les 200 premières sociétés françaises industrielles et de services, pour 2 325 mandats – aux fonctions de président-directeur général, directeur général, administrateur, membre des directoires, conseils de surveillance et de gérance –, 124 sont occupés par 104 femmes [certaines occupent plusieurs sièges]. Soit une présence des femmes de l'ordre de 5 % dans les organes décisionnels des sociétés * ». Dans ce contexte, les participants au colloque ont tout de même tenu à préciser que leurs propositions « étaient seulement portées par l'UMP » et qu'elles « n'engageaient pas le gouvernement ». Il est à parier que cette réunion aurait eu plus de retentissements si le Premier ministre avait suivi l'exemple de son homologue suédois. En envoyant le numéro 2 de son gouvernement lancer des ultimatums aux grands patrons, au lieu de déléguer la charge à son épouse, Anne-Marie Raffarin, venue épauler la ministre déléguée à la Parité et à l'Égalité professionnelle, Nicole Ameline.

* Action des femmes, *Femmes, pouvoir et entreprise*, 2003.

Parité à l'université : sujet tabou

Les universités ont longtemps constitué une sorte de poche de résistance, jalousement gardée par des hommes qui se sont distribués les chaires entre eux. Là aussi, la parité tend à s'imposer. À titre d'exemple, dans sa proposition budgétaire pour l'année 2003, le gouvernement consacre un long paragraphe à la question de la parité au sein du système éducatif universitaire. Cette évolution a été précédée, ou accompagnée, par une recherche universitaire tout aussi intensive et ambitieuse dans sa volonté de traquer le comment et le pourquoi des discriminations sexistes à tous les niveaux de la société. Ainsi, en 1995, deux biologistes suédoises ont fait sensation bien au-delà des frontières du pays lorsqu'elles se sont penchées sur la question ultra-délicate de l'évaluation par leurs pairs *. Résultat de leur étude : en Suède, une femme devait, à cette époque, avoir publié 2,6 fois plus de travaux qu'un homme pour avoir le même succès dans ses demandes de financement de recherche auprès du Medical Research Board. Depuis, des études similaires ont confirmé cette tendance dans d'autres pays. En France, la confidentialité des données interdit une telle recherche.

Ces révélations furent le point de départ d'un mouvement qui passa le monde universitaire au crible. Paradoxalement, cette recherche féministe au sein des institutions universitaires fit l'objet de quelques échanges épistolaires savoureux dans la presse suédoise : « Une série de chercheuses en égalité des sexes, très haut placées, harcèlent les étudiants hommes du fait de leur appartenance

* C. Wenneras, A. Wold, « Nepotism and sexism in peer review », *Nature*, 347, 1997, p. 341.

sexuelle », pouvait-on lire en 2002 dans la page débat du *Dagens Nyheter*, le plus influent quotidien du royaume. Ce brûlot était signé par un professeur en sciences politiques de l'université de Göteborg, Bo Rothstein. Chiffres à l'appui, celui-ci démontrait que la recherche féministe au sein des institutions universitaires allait à l'opposé de toute volonté de mixité des sexes. En effet, l'écrasante majorité des chercheurs et des élèves dans cette discipline, pour ne pas dire sa quasi-totalité, sont des femmes. Or ce professeur soulignait que les féministes n'avaient pas été capables d'adapter leur enseignement pour le rendre attractif aux hommes. Tout en précisant que, depuis plusieurs années, d'autres disciplines, où jadis les hommes étaient quasiment omniprésents (telles les filières technologiques), avaient réussi à faire des efforts estimables pour la mixité en adaptant entre autres le contenu des programmes. « Nous sommes en train de rétablir les écoles de filles », dénonçait Bo Rothstein en mettant en avant les chiffres des nominations aux postes d'enseignant dans lesdites disciplines. « Sous l'intitulé "science du genre", nous sommes en voie de créer des filières où règne la ségrégation des sexes, pour promouvoir l'égalité des sexes », ironisait-il en regrettant non seulement que les principes d'égalité auxquels adhèrent tous les partis politiques fussent bafoués, mais également la valeur fondamentale de toutes les universités : celle de l'universalisme.

Cette torpille aurait pu être isolée, et somme toute négligeable, surtout concernant une discipline qui, par définition, peut se permettre quelques imperfections du fait de sa jeunesse au sein des institutions... s'il n'y avait pas eu la réponse. L'article de Rothstein n'a pas suscité une réponse raisonnée invitant à réfléchir sur la discrimination positive ou sur les difficultés à rendre la recherche de genre attractive

aux hommes. Au contraire, l'auteur qui avait osé mettre le doigt sur ces faiblesses égalitaires s'est fait littéralement vilipender par Yvonne Hirdman, une des professeurs féministes les plus influentes. Dans un droit de réponse, Bo Rothstein fut traité de misogynne enragé et souffrant probablement d'une enfance malheureuse. En conclusion, la féministe estimait que son confrère pouvait, en donnant de sa propre personne, très bien incarner « un projet de recherche convenable ». Sur ce dernier point, en raison de la tonalité du droit de réponse, on peut en déduire qu'il s'agissait d'une forme de torture. Finalement, la détentrice de la chaire de recherche sur le genre de Göteborg ne s'était pas sentie obligée d'apporter un quelconque éclaircissement aux lecteurs sur la principale question abordée, à savoir les difficultés de cette discipline à intégrer des hommes.

Les professeurs sur le banc de l'école

L'exemple mérite d'être mentionné tant tout débat contradictoire sur la parité semble absent du paysage national. Ce fait peut s'expliquer, en partie, par le penchant inné des Suédois pour le consensus. Il n'est guère bien vu de hausser la voix, surtout pas pour aborder un sujet aussi sensible que celui des éventuels effets de la politique féministe en vigueur. Dans ce climat, citer une professeure et chercheuse en sciences humaines de trente-huit ans s'estimant « largement privilégiée » dans sa carrière du fait de son statut de femme célibataire avec trois enfants à charge, face à des collègues n'ayant pas ce profil, serait presque un parjure dans l'église. Pourtant, de tels propos pourraient susciter une discussion fructueuse autour de la discrimination positive, ses

avantages et ses inconvénients dans un monde dominé par des hommes à compétence pour le moins variable.

Or il semblerait que, dans son élan réformateur, la Suède ait parfois pris quelques longueurs d'avance dans le cheminement vers ce féminisme victimisant contre lequel Élisabeth Badinter met brillamment en garde les Français dans *Fausse route* *. Du fait de l'avance de la Suède par rapport à la France dans la ferveur avec laquelle elle marche vers l'égalité des sexes, cela prend simplement d'autres proportions. Ainsi, des titres tels que : « Un tiers des femmes victimes d'humiliations sexuelles » (*Expressen*, 6 mai 2003) sont légion dans la presse du pays. Sous cet énoncé, on trouve une enquête commandée au printemps 2003 par la direction de l'École polytechnique de Göteborg, qui est la plus prestigieuse du pays. À lire l'étude de près, il apparaît que « le sentiment de ne pas être pris au sérieux pour cause de son appartenance à un sexe », ou bien « un commentaire », voire « un regard » suffit à réduire l'étudiante à l'état de victime d'agression sexuelle.

Les étudiants ont également pu détailler les tracaseries sexuelles dont ils s'estimaient victimes, mais aussi sur quelques lignes faire part de leurs sentiments : « La lutte contre les discriminations sexuelles est allée trop loin ici. On a l'impression que la virilité est une maladie qui doit être combattue. On n'ose plus plaisanter de peur de choquer une fille [...]. Nous marchons sur des œufs », note un étudiant, tandis qu'une autre estime : « C'est une très bonne initiative. Certaines personnes doivent comprendre que leurs actes ne sont pas toujours vécus comme la plaisanterie qu'ils pensent faire. » Ainsi, plusieurs étudiantes se sentaient humiliées par le fait que les

* Élisabeth Badinter, *Fausse route*, Paris, Odile Jacob, 2003.

garçons ne portaient pas de maillot dans le sauna mixte de l'université.

Les réactions des étudiants aux tracasseries sexuelles dont ils pensent être l'objet sont très variées. On y trouve des « Je lui ai rendu sa monnaie », autant que : « Je lui ai souhaité un bon week-end, tout en lui rendant son pincement aux fesses à elle aussi. » Pour ceux ou celles qui n'avaient subi aucun acte ou commentaire désagréable de ce genre, il y avait tout de même une possibilité de se sentir victime : les étudiants pouvaient simplement cocher la case « ignoré(e) pour raison d'appartenance sexuelle ». « Il y a en effet une seule case que les étudiants n'ont pas eu le droit de cocher, et pour cause, elle n'était pas proposée : "Tout va bien, merci !" ». C'est là le principal reproche formulé par les étudiants à l'encontre de cette enquête. « Le résultat aurait peut-être été différent s'il y en avait eu une... », commente Bodil Vesterlund, du service d'information de l'école.

Cela n'empêche pas Jan-Eric Sundgren, le directeur de cet établissement qui compte environ un quart d'étudiantes, de penser que les résultats de l'étude « reflètent notre société et notre tradition monosexuelle à Polytechnique », avant de s'appuyer sur ces chiffres pour renvoyer tout le corps enseignant sur les bancs de l'école pour qu'ils suivent une formation sur les humiliations sexuelles. « Il s'agit de changer les attitudes et de former les gens. Il importe surtout de ne pas mettre le couvercle dessus et d'oser discuter de ces questions * ». »

S'agit-il d'un phénomène isolé au royaume de l'égalité ? Le fait est qu'exactement la même enquête sera suivie par les plus prestigieuses écoles dans les domaines de la médecine ou du commerce,

* *Göteborgsposten*, 5 mai 2003.

avec exactement les mêmes outils. Il est à parier que les enquêteurs n'ont pas fini de découvrir des victimes d'agressions sexuelles.

Avec un tel zèle dans la chasse aux inégalités au sein de la future élite du pays, il serait tentant de penser que l'enfer est décidément pavé de bonnes intentions. Pourtant, le constat que font les établissements suédois est limpide : s'ils veulent recruter les meilleurs cerveaux, ils ne peuvent pas rester les bras croisés et se contenter d'un taux comme celui de la France, où 15 à 20 % des étudiants-ingénieurs se déclinent au féminin. Se contenter de l'argument que le recrutement se fait sur concours en classes préparatoires (comme en France) est également un peu court. Pour les Suédois, c'est l'image même, ainsi que l'ambiance (bizutage viril, etc.), voire la pédagogie au sein des écoles qu'il faut changer afin de les rendre attractives aux jeunes étudiantes.

Un tel raisonnement a pourtant du mal à percer dans les écoles d'ingénieurs en France dès lors qu'on abandonne les beaux discours et les vœux pieux : « Je peux vous dire que ce n'est absolument pas un problème prioritaire ici ! Dans mon école, il y a une personne qui s'occupe des questions filles-garçons : c'est moi ! » affirme Claudine Hermann, première femme à être nommée, en 1992, professeur au département de physique de l'École polytechnique, près de Paris. Cette scientifique ne pense pourtant pas que la situation restera statique en France : « Je sens que les choses bougent doucement, mais en France nous avons encore cinq ans de retard par rapport à la Suède. »

Ils font pipi assis

En regardant vivre la Suède, on se trouve parfois confronté à quelques bizarreries difficiles à expliquer, même pour un Suédois. Que dire par exemple de ce chef de service d'un grand journal qui, au détour d'une autre conversation, aborde une question ô combien délicate : « L'autre soir, j'ai dû défendre pendant un quart d'heure le fait que je persistais à uriner debout ! La personne face à moi n'en démordait pas : il s'agit là d'une manière dégoûtante de satisfaire ses besoins, qu'il y a toujours des gouttes qui tombent à côté et des arguments de ce genre. Que les femmes me fassent ce reproche me paraît compréhensible, mais là, tout de même, il s'agissait d'un homme ! » Lorsque cette anecdote fut contée à un confrère, la réaction fut bien différente : « Tu sais, ma femme est sur mon dos en ce moment. Elle estime que je ne la soutiens pas assez dans ses efforts quand elle veut faire comprendre à notre fils de s'asseoir pour faire pipi... »

Joint au téléphone pour éclaircir le phénomène, une troisième personne à Göteborg écoute très sérieusement tout en affirmant que non, lui fait pipi debout, mais qu'il va s'empresse de demander à ses collègues de bureau. Résultat : sur quatre personnes (une femme célibataire, deux mères et le directeur) interrogées, il n'y a que le directeur qui ait revendiqué la position assise pour un homme ! Manifestement, c'était quelque chose qu'il avait appris de sa mère à l'instar de ses trois frères. L'employé s'est cru obligé de préciser que son patron est le seul de sa fratrie à être homosexuel. La collègue célibataire était récemment sortie avec un homme qui avait pour habitude de s'asseoir également. Mais l'explication était quelque peu différente : il mesurait bien deux mètres de haut !

Le sujet est, même si la majorité des Suédois ne se sent pas concernée, de fait très sensible. Il ne semble échapper à personne que la question peut être intimement liée à celle de l'égalité entre les sexes. Elle doit donc être abordée avec la plus extrême prudence. Il y a toutefois des gens pour l'exprimer très clairement et sans détours. Per Lunqe, quarante-quatre ans, employé au service de la Défense nationale, est de ceux-là. « Le fait de savoir comment nous, les hommes, vivons aux toilettes est un débat récurrent. Au travail cela peut prendre la forme de petits mots qui nous culpabilisent. À la maison, c'est pire et nos femmes peuvent s'interroger sur notre capacité de comprendre leurs signaux », affirme ce père de trois enfants qui désormais est convaincu des bienfaits de la position assise, au nom du consensus et de la satisfaction du plus grand nombre.

Il est néanmoins difficile de trouver la trace d'un débat officiel sur ce sujet. Au ministère des Affaires étrangères, à Stockholm, les diplomates se sont contentés, plus sobrement, de constater en 2001, dans leur rapport annuel sur l'image du royaume, que la position assise de certains Suédois avait été un sujet d'étonnement jusqu'en Afrique du Sud.

Des hommes au bord de la crise de nerfs

Ils se sentent désemparés, déboussolés et doutent de leur rôle en tant qu'hommes. Ils ne savent plus comment se positionner dans une société où les normes et les attentes évoluent de plus en plus vite. Certains se sont réfugiés dans la pornographie, d'autres doivent faire face à un divorce et nombre d'entre eux ont juste besoin de parler. D'homme à hommes. Par milliers, ils se tournent vers l'association sos-Hommes.

À l'heure où les commerces ferment dans le quartier de Vasastan à Stockholm, un homme attend devant une vitrine. Il semble lire ce qui est écrit sur quelques pancartes à l'intérieur : « Des sentiments ? Cause toujours ! », affirme l'une d'elles. « A man's gotta do what a man's gotta do. Let's talk » (Un homme doit faire ce qu'un homme doit faire. Parlons), affiche une autre en bon anglais de western. Puis il se retourne, marche un peu sur le trottoir comme par peur d'être vu devant cette vitrine. Nous sommes devant Mansjourn, c'est-à-dire sos-Hommes.

À l'intérieur, Mårten af Ekenstam accroche son bonnet et fait comprendre au visiteur qu'il vaut mieux enlever ses chaussures et les échanger contre une paire de pantoufles à l'entrée. Il y a là une demi-douzaine de paires alignées le long des murs. « Elles commencent à être un peu vieilles, mais elles servent toujours bien », affirme-t-il. Cela fait en effet plusieurs années que Mårten af Ekenstam, un grand musclé à la barbe de trois jours grisonnante, fait du bénévolat au sein de Mansjourn. C'est son tour ce soir-là d'assurer la permanence téléphonique. Il y a de quoi faire. En 2002, plus de 5 000 Suédois se sont tournés vers cette bouée de sauvetage. Les plus courageux se rendent sur place pour parler en tête à tête. Car il ne s'agit pas d'une association de type sos-Amitié ordinaire.

Venir ici, c'est déjà s'avouer être un homme en crise, en situation de faiblesse et d'incompréhension. Ou l'aveu qu'on ne comprend plus la situation. Cela va généralement de pair avec un fort ressentiment contre les femmes et les modèles que la société, pensent-ils, veut leur imposer. « Il y a évidemment des degrés différents. Bien sûr il y a des gens comme celui qui vient de téléphoner pour dire qu'on ne pouvait plus vivre dans ce satané pays et qu'il s'en

allait en Thaïlande parce que, là-bas, au moins, une femme sait comment plaire à un homme », raconte Mårten. Il soupire : « Mais je pense que celui-là a dû marquer la ligne la plus basse sur l'échelle... La plupart sont juste malheureux et désemparés. »

Si les membres de l'association sont rodés au rôle de gardiens d'un mur des lamentations, cela n'est en aucune manière leur finalité. Ils veulent d'abord aider. Mårten pense que les hommes qui se tournent vers le petit local du boulevard de Karlbergsgatan se situent dans une position médiane. En dessous, il y a les abrutis qui n'ont rien compris et ne comprendront jamais. Au-dessus, il y a ceux qui ont ruminé trop longtemps et n'appelleront jamais non plus : « Je n'ose même pas m'imaginer combien ils sont, ceux-là, mais je ne serais pas surpris qu'ils contribuent à faire monter les statistiques d'accidents mortels et solitaires sur les routes. » Mais il y a aussi ceux qui refusent de sombrer et qui ont eu le réflexe de tendre la main vers une bouée de sauvetage.

Une demi-douzaine d'entre eux se trouvent dans une petite pièce au rez-de-chaussée. Ces hommes de 30 à 45 ans viennent tous les mercredis se parler et se soutenir. Ensemble, ils représentent presque un condensé de la société, tant leurs profils sont diversifiés. Il y a l'ouvrier en salopette qui vient directement du chantier, l'homme aux yeux sombres et rouges qui tournait en rond devant le local avant l'ouverture, un homme corpulent qui ressemble à un coiffeur avec sa coupe ondulée et ses gestes raffinés, assis à côté d'un homme vêtu d'un maillot de football rouge sur lequel figure une publicité pour une marque de bière : « Pourquoi tu n'as pas téléphoné ? », lance le maillot rouge à l'homme qui faisait les cent pas devant le local tout à l'heure et qui vient de raconter à quel point il s'était senti seul au cours de la semaine parce qu'il ne savait plus

comment faire avec ses enfants : il avait tellement peur de reproduire la froideur de son propre père dans ses relations avec ces derniers...

« As-tu parlé avec tes enfants de cette femme que tu avais rencontrée et dont tu nous as parlé la dernière fois ? » demande l'homme de l'association un peu plus âgé, également en chaussons. C'est lui qui joue le rôle de thérapeute du groupe, sans en être un. La discussion continue doucement, entrecoupée parfois de quelques rires, mais toujours avec beaucoup de sérieux. Ils ont presque tous en commun d'avoir subi des séparations douloureuses.

Le plus jeune d'entre eux a vingt-neuf ans. Cet informaticien est en train de divorcer de sa femme. Leur bébé de six mois se trouve chez elle en ce moment. Il a peur. Les rendez-vous au service de médiation de la commune ne se passent pas très bien : « Imaginez ma situation ! Je me trouve là, coincé entre mon ex-femme et cette bonne femme d'une soixantaine d'années qui me fixe tout le temps du regard. Face aux énormités que sort mon ex-épouse, j'ai envie d'exploser, mais il faut que je m'efforce d'agir avec tact. » L'informaticien énumère quelques-uns de ces « mensonges ». L'homme en T-shirt jaune lui rétorque : « Je ne comprends pas comment tu peux faire pour rester calme. Moi, je taperais du poing sur la table tout suite ! » L'informaticien aux lunettes hausse les épaules et boit une gorgée de café avant de répondre : « Bien sûr que j'en ai envie, mais il faut que je la joue avec doigté. Face à ces femmes-là, tu es coincé : si tu hausses la voix elles te considèrent comme un homme agressif à la brutalité mal contrôlée ; si, à l'inverse, tu te mets à pleurer tu es tout aussi foutu. Elles penseront que tu es quelqu'un de psychologiquement instable. Tout ce que tu peux faire c'est t'écraser... En vertu de quoi cette vieille

peau me juge-t-elle ? Pourtant, il faut que je la joue tactique devant elle. »

Le thérapeute d'occasion lui donne raison : « C'est vrai, c'est la seule chose que tu puisses faire. Il y a quelques mois nous avons reçu la visites de deux hommes qui travaillent dans une de ces commissions de divorce. Ils m'ont effectivement confirmé que le manque d'hommes dans ces services constituait un vrai problème de justice et d'égalité. » Dehors il fait complètement nuit.

Au sous-sol, dans une sorte de cave, Mårten af Ekenstam, assis à côté du standard, met un *snus*, ces morceaux de tabac à chiquer si typiquement suédois, sous sa lèvre supérieure : « Alors, comment cela passe-t-il en haut ? » Pour lui, ce groupe qui s'est déjà réuni quatre ou cinq fois est « déjà maté ». Dans sa bouche, cela veut dire que les membres du groupe ne se plaignent plus autant des femmes. « Nous essayons de leur faire comprendre que c'est d'abord à eux, et non pas à leurs femmes, que nous nous intéressons. »

Mårten a sa petite idée sur les raisons de l'engouement que suscite ce type d'écoute aujourd'hui en Suède : c'est le résultat d'une perte de confiance en soi de la part des hommes suédois qui ne savent plus qui ils sont : « Les femmes nous renvoient une image d'êtres égoïstes en nous répétant : tu as encore fait pipi par terre ou laissé traîner le dentifrice... » Mais, au fond, tout cela résulte d'un problème de communication : « En règle générale, ce sont les femmes qui disent aux hommes ce qu'il faut faire. Elles sont comme des capitaines d'équipe et nous comme de bons joueurs nous courons sur le terrain pour accomplir la tâche. Mais les femmes demandent rarement votre avis avant d'ordonner. Si elles l'avaient fait, nous aurions pu nous focaliser sur la réponse et sur les choses essentielles au lieu de quoi

nous réagissons... mal. Tout serait tellement plus simple si nous nous demandions des choses au lieu de réagir tout le temps. »

Il se tourne vers un ami de l'autre côté de la table : « Tiens, c'est comme toi et ta copine qui te reproche de marcher avec les pieds vers l'extérieur. Au lieu de lui répondre que ce n'est pas ses affaires, tu aurais peut-être dû lui demander pourquoi elle te parle de cette manière, lui demander si elle ne comprenait pas qu'elle te blesse avec de telles paroles. Nous passons trop de temps à traduire des réactions. » Assis sur sa chaise de bureau, son ami regarde ses pantoufles d'un air pensif.

TABLE DES MATIÈRES

Remerciements	7
Introduction	9
 Chapitre premier. Services publics :	
la France dans cinq à dix ans	13
<i>Les similitudes entre la France et la Suède ..</i>	15
<i>1990 : la crise du système suédois</i>	16
<i>Amener l'« esprit de concurrence »</i> <i>dans les services publics</i>	18
 Chapitre II. Les transports :	
vers un nouveau libéralisme	21
<i>Les enchères</i>	23
<i>Les mauvaises affaires du privé</i>	25
<i>Sans rail, ni trains... ..</i>	26
<i>Les gagnants de demain :</i>	
<i>les conducteurs français !</i>	28
<i>La french touch dans l'univers du privé</i>	31
<i>Un parfum de scandale</i>	33
<i>À qui la faute ?</i>	34
 Chapitre III. Comme une lettre à la poste ? ..	
<i>Les nouveaux territoires du service public ..</i>	39
<i>Ouvert 7 jours sur 7... à condition</i> <i>de trouver</i>	40
<i>« Ce serait mieux si nous étions</i> <i>des robots »</i>	42
<i>Les nouveaux marchandages</i>	43

Chapitre IV. Éducation nationale :	
au pays de l'enseignant manager	47
<i>Peu importe la méthode...</i>	49
<i>L'intelligence émotionnelle</i>	53
<i>L'art de licencier un prof</i>	55
<i>Chacun pour soi</i>	58
<i>L'école locataire, l'école loueur</i>	61
<i>Le grand Monopoly</i>	64
<i>Des cours de VTT</i>	65
Chapitre V. EDF : gare à l'électrochoc !	67
<i>La facture du ministre et celles des autres</i>	68
<i>EDF demain : départ d'un employé</i>	
<i>sur cinq ?</i>	70
<i>Le pays entier géré par deux personnes</i>	71
<i>La fin de l'égalité devant la facture</i>	73
« <i>Voici comment survivre</i> »	75
<i>Le rapport de force</i>	76
Chapitre VI. Hôpitaux : comment	
se débarrasser des malades	81
<i>Mortelles navettes</i>	83
<i>Comment se débarrasser des patients</i>	86
<i>L'hôpital à domicile</i>	89
<i>Les cliniques clandestines</i>	90
<i>Les patients, une masse dangereuse ?</i>	92
Chapitre VII. De l'intégration	
des handicapés	95
<i>Patron ou patient ?</i>	
<i>La loi de soutien et de service</i>	97
<i>Le prix de l'autonomie :</i>	
<i>une bonne affaire ?</i>	99
<i>Penser accessibilité et non pas handicap</i>	101
<i>Demain : deux millions de déambulateurs</i>	
<i>en France ?</i>	102
<i>De l'accessibilité et du tourisme</i>	105

<i>Fermez les institutions !</i>	107
<i>Une liberté parfois chèrement payée</i>	109
<i>L'autonomie pour tous</i>	111
<i>Une Française exilée en Suède</i>	114
<i>« Faire le handicapé »</i>	115
<i>La sexualité des handicapés</i>	117
<i>Les mal-voyants et le flirt</i>	118
<i>Les paralysés et l'orgasme</i>	120
<i>Recours aux prostituées : les cas danois et hollandais</i>	122
<i>Un voyeurisme nécessaire</i>	123
 Chapitre VIII. Environnement :	
y a-t-il une vie après le catastrophisme ?	125
<i>Les verts secrets d'une réussite</i>	127
<i>Des trottoirs pour animaux sauvages</i>	129
<i>Le tri infernal</i>	130
<i>Tout cela pour rien ?</i>	132
<i>Gare aux récalcitrants !</i>	134
<i>L'eau du jour</i>	137
<i>Les « pools » de voitures</i>	139
<i>Manger moral</i>	142
 Chapitre IX. Sécurité : protéger le citoyen contre lui-même	
<i>L'exemple de Lady Di</i>	147
<i>La meilleure protection, c'est l'ignorance</i>	150
<i>La formule 1 s'y met aussi</i>	153
<i>Tabac : l'État joue avec le feu</i>	155
 Chapitre X. Prostitution : criminaliser le client	
<i>Les nouveaux dangers du plus vieux des métiers</i>	161
<i>Du rapport avec le célibat des curés</i>	164
<i>Prostituées et enfants : même combat ?</i>	165

Chapitre XI. Quand l'égalité des sexes devient la priorité nationale	169
<i>Congé parental : un risque pour le couple...</i> <i>au début</i>	171
<i>Les négociations au quotidien</i>	175
<i>Et le repassage, dans tout cela ?</i>	179
<i>La place de l'enfant au travail</i>	182
<i>L'arsenal juridique</i>	186
<i>Les patrons ont peur</i>	189
<i>Parité à l'université : sujet tabou</i>	192
<i>Les professeurs sur le banc de l'école</i>	194
<i>Ils font pipi assis</i>	198
<i>Des hommes au bord de la crise de nerfs</i>	199

Les réformes menées par la Suède durant la dernière décennie sont, à quelques détails près, celles qu'on voudrait aujourd'hui nous faire adopter en France.

Nombre de fonctionnaires en chute libre ; système de santé reposant sur la prévention et la maîtrise des coûts ; doctrine du « zéro mort » en matière de sécurité routière ; bureaux de poste transférés dans des supérettes et des stations-service ; télécommunications, électricité et transports publics totalement libéralisés...

Parce que demain la société française risque en partie de vivre « à la suédoise », le moment n'est-il pas venu d'y regarder de plus près ?

Magnus Falkehed, journaliste indépendant, couvre depuis plus de dix ans l'actualité française pour les plus grands journaux suédois. Son livre a été salué par la critique.

Couverture : © Atelier Valérie Rezai.



www.payot-rivages.fr

8 €

ISBN : 2-228-89944-5